T. XXII — N° 2 10 Juin 1933

La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

QUESTIONS RELIGIEUSES

CHRISTIANUS. *On n'a pas convoqué les théologiens.*

OLIVIER LEROY. *Suite aux miracles du Sauveur.*
Agrégé de l'Université, Docteur ès lettres.
« En vérité, en vérité, je vous le dis, celui qui croit en moi fera aussi les œuvres que je fais, et il en fera de plus grandes... »
(*Évangile selon S. Jean*, XIV, 12.)

P. B. *Les réalités invisibles.*
Newman et l'actualité de son message.

FRANÇOIS HENRY. *L'Église et la civilisation au Moyen Age.*
Un livre de synthèse.

DOCUMENTS

L'attitude du Parti du Centre allemand à l'égard de la dictature nationale-socialiste.

I. — Déclaration du parti populaire bavarois.
II. — Discours-programme du Président du Parti du Centre wurtembergeois.
III. — Les organisations catholiques d'Allemagne sous la dictature nationale-socialiste.

A travers les revues.

Billet de Christianus

On n'a pas convoqué les théologiens

Les révolutions violentes ne sont pas toujours celles qui apportent sur notre planète les bouleversements les plus profonds et les plus durables. Elles traduisent le plus souvent, en effet, un mouvement superficiel des passions humaines qui ne changent guère. C'est dans les changements plus lents que se manifestent d'ordinaire les lames de fond de l'évolution des choses. Il arrive que ce soit longtemps après les plus durs soubresauts d'un séisme, quand on se croit revenu au calme, que les transformations radicales et irréversibles s'accomplissent.

Quand les premières machines ont fait leur apparition, éblouis ou épouvantés, les contemporains eurent la sensation qu'il y avait quelque chose de nouveau dans le monde. Un siècle a passé depuis, et avant guerre nous pouvions croire à peu près terminée la révolution qu'avait apportée la machine et la considérer comme désormais classée. Or il semble bien que, loin d'avoir épuisé ses conséquences humaines essentielles, celles-ci ne fassent que commencer. C'est que si, du point de vue invention, c'est la brusque découverte première qui est vraiment nouvelle, du point de vue genre de vie de l'habitant de la planète, c'est son universelle et lente extension qui est vraiment révolutionnaire.

*
* *

Mais où nous mène-t-elle, cette révolution ? — A un chômage formidable : voilà la réponse muette et angoissée de

trente millions de chômeurs répandus dans le monde. La machine, à ses débuts, a écrasé les hommes sous le poids de journées de travail démesurées ; maintenant qu'elle marche presque seule, elle se met à chasser l'ouvrier des usines et lui arrache son gagne-pain.

La part de chômage qu'il faut porter au compte de la crise économique sera résorbée en même temps qu'elle par la reprise des affaires. Pour grave qu'elle soit, elle n'est qu'un accident ; mais l'autre, la part de chômage que les économistes appellent technologique, est due à la machine même, qui a pris la place de l'ouvrier, et elle survivra à toute reprise du travail. Elle est un indice évident d'une crise de structure de notre civilisation.

Avec la durée actuelle des journées de travail, il n'y aura plus assez de travail manuel pour tous les hommes. Alors, si l'on ne se résigne pas à voir une partie de l'humanité vivre en chômage permanent, à la charge de l'autre, grâce à une formidable, perpétuelle et démoralisante assistance publique, il faut envisager une nouvelle répartition du travail.

*
* *

Mais la réduction des heures de travail, que semble bien devoir entraîner cette nouvelle répartition, pose elle-même des problèmes de la plus haute gravité. Ne va-t-elle pas augmenter encore le déséquilibre entre la vie ouvrière et la vie paysanne et accentuer, chez nous, la désertion des campagnes ? Pourtant, même au siècle des machines, la terre demeure la nourricière irremplacée de la vie. Ne va-t-elle pas donner aux masses ouvrières de grands loisirs et poser en termes nouveaux et plus impérieux que jamais le problème de l'éducation populaire et de l'ascension de Caliban à une culture réservée jusqu'ici à des privilégiés ?

Est-elle d'ailleurs le seul moyen d'accomplir cette répartition nouvelle du travail ? Ne devrait-on pas profiter de l'occasion pour rendre à leur vocation d'épouses et de mères tant d'ouvrières que les machines ont arrachées à leurs foyers ? Ne pourrait-on pas aussi faire un effort pour augmenter la part faite dans la vie sociale au labeur spirituel, à tout ce qui aide les hommes à émerger des préoccupations matérielles ?

En définitive, c'est le problème de l'organisation même de

la vie humaine sur la planète que pose le chômage ; et, à travers les questions techniques qui seront discutées tant à Genève (Conférence internationale du travail, le 8 juin) qu'à Londres (Conférence monétaire et économique du 12 juin), c'est l'orientation même de notre civilisation qui va être mise en question.

*
* *

Les gouvernements y ont appelé des économistes, mais les théologiens n'ont pas été convoqués. Pourtant s'il faut des techniciens pour donner leur avis sur les moyens à prendre, ne faudrait-il pas aussi des moralistes pour juger des fins à poursuivre, pour marquer les orientations essentielles et choisir entre les solutions possibles celles qui respectent les lois divines de la vie ?

Convoquer les théologiens ? — Peut-être, mais lesquels ? dira quelqu'un, car il en est aujourd'hui parmi les communistes et les rationalistes comme parmi les chrétiens...

Nous touchons là à la difficulté secrète la plus aiguë de la situation mondiale. Pourra-t-on aménager sur la terre la nouvelle manière de vivre, si l'on n'est pas d'accord sur les valeurs mêmes de la vie ? Une organisation mondiale, pour être viable, ne postule-t-elle pas l'extension préalable de la catholicité ?

CHRISTIANUS.

Suite aux miracles du Sauveur

« Et voici que je suis encore
parmi vous tous les jours. »

Qu'un fait supposé invraisemblable, rapporté par l'histoire, se reproduise sous nos yeux, n'atteste pas l'authenticité du fait d'autrefois, mais en atténue beaucoup l'invraisemblance. Si, d'autre part, les garanties historiques de ce fait primitif sont suffisantes, les raisons logiques d'en douter s'évanouissent. C'est ainsi qu'il ne viendrait à l'idée d'aucun médecin rationaliste d'aujourd'hui de nier la stigmatisation de saint François d'Assise. Il soutiendra simplement que les stigmates ont des causes naturelles. Et l'on peut dire en vérité que nous sommes plus certains que le Poverello reçut dans son corps les cinq plaies du Sauveur que ne put l'être, par exemple, Blanche de Castille. (De fait, l'insistance des Papes montre assez quelle fut la répugnance d'un grand nombre de fidèles à croire ce prodige.) Cette situation privilégiée où nous nous trouvons, sept siècles après l'événement, vient de ce que le fait primitif s'est maintes fois renouvelé.

On voit, par cet exemple, que l'éloignement d'un fait dans le temps n'est pas une tare que le temps ne puisse

guérir. Il est possible que des faits qui ont pu, à juste titre, passer, pendant des siècles, pour douteux ou imaginaires, reçoivent, d'observations postérieures, une confirmation aussi solide qu'inespérée. Le passé le plus lointain peut soudain rajeunir. N'avons-nous pas vu tels détails de la civilisation des cavernes se préciser, prendre leur sens, en voyant vivre des tribus sauvages? Tout de même, les miracles rapportés par une hagiographie très ancienne et soupçonnée trop indulgente sur le chapitre des sources vont nous trouver moins intransigeants s'ils s'enregistrent continûment dans l'histoire de la sainteté.

Naturellement, il faut, pour être sensible à cette insistance de l'histoire, ne pas fermer volontairement l'oreille à certains de ses propos. L'idéal, c'est d'être aussi historien et aussi peu scientiste que possible.

L'argument de l'histoire rationaliste contre le miracle est aussi tranchant que peu original; il consiste à dire : « Ce fait est controuvé parce qu'il est impossible; et il est impossible parce que les savants me le disent. » Mais ce sont de faux savants — ou des savants trop ambitieux — qui informent ainsi une histoire servile et partiale. Les savants n'ont pas compétence pour dire si certains faits sont possibles, car ils ne les étudient pas comme historiens et n'ont pas à les étudier comme savants. Ne pouvant être savants au nom de leur science, ils ne peuvent être sages qu'en se taisant.

Le vrai historien, lui, ne doit jamais se taire. Or, quand il s'agit de miracles (ou même de faits *supposés* tels), les historiens sont d'une discrétion scrupuleuse. En quoi ils manifestent pour leur discipline particulière un bien curieux mépris.

En veut-on un exemple?

Le dimanche 17 décembre 1826, à Migné, paroisse du

diocèse de Poitiers, un peu après le coucher du soleil, à l'occasion de la plantation solennelle d'une croix, alors que, dans une allocution à 3000 personnes, le prédicateur rappelait le signe de la victoire du Pont Milvius, une croix d'environ 140 pieds se mit à briller dans le ciel. Cette croix resta visible pendant une demi-heure, puis disparut graduellement. Le fait fut l'objet d'un rapport dressé le 9 février 1827 par une commission composée d'un vicaire général, d'un professeur de théologie, du professeur de physique au collège royal de Poitiers, du maire de Migné, d'un avocat et d'un secrétaire. L'astronome Cassini (un arrière-petit-fils de Jean-Dominique) déclara qu'il lui semblait risible de parler ici d'arc-en-ciel solaire ou lunaire et que le phénomène était inexplicable par les lois de la physique. Je ne sais si l'astronomie d'aujourd'hui est plus capable d'expliquer l'apparition subite d'une croix lumineuse par une soirée limpide, dans un ciel sans nuages, sans lune, sans vapeur et sans pluie ; mais le ferait-elle, qu'elle resterait incompétente pour expliquer la concomitance de cette apparition et d'une cérémonie où l'on plante une croix et où l'orateur évoque le Labarum.

Miraculeux ou non, le fait est prodigieux et, d'autre part, on ne voit pas comment il pourrait être mieux assuré. Cela ne l'empêche pas de se trouver d'office éliminé ; et je demande à mes lecteurs combien de fois ils ont rencontré dans un manuel d'histoire — ou dans un ouvrage plus développé — quel qu'en soit l'auteur, une allusion au Labarum de Migné. On ne peut, plus à la lettre et plus ingénument, mettre la lumière sous le boisseau.

Il y a mieux :

Le 11 février 1858, eut lieu la première des apparitions qui devaient faire de Lourdes le plus illustre des centres

de pèlerinage qu'on ait jamais connus : plus illustre que ne le furent au moyen âge Saint-Jacques de Compostelle, Cologne ou le tombeau de saint Pierre à Rome. L'événement — abstraction faite de toute préoccupation spirituelle — est d'une importance capitale, non seulement pour l'histoire des idées et des mœurs, mais au point de vue économique, dont notre histoire moderne a tant de souci. Pourtant, qu'on ouvre les manuels les plus détaillés, ceux qui enregistrent presque jour par jour les événements notoires ; on y apprendra les chutes de ministères, les tripotages périodiques, les modes, les attentats, les élections, les grèves, les émeutes, l'invention du fusil Chassepot, les incendies, les naufrages, les complots ; on y trouvera la surface de l'exposition de 1900, le nombre des exposants, des récompenses et des visiteurs. Le fait de Lourdes est ignoré. C'est que derrière Lourdes il y a le plus intolérable scandale : l'intrusion du surnaturel dans la vie « moderne ». Ce silence de l'histoire officielle sur le fait de Lourdes vient de ce qu'on le considère comme une tare médiévale, comme un restant de peste noire dans une société convertie à l'hygiène (1).

Cette grande répugnance de l'histoire à faire même une simple allusion à des faits qui pourraient être soupçonnés miraculeux l'amène à couper le passé du présent et parfois à obscurcir les choses du passé. La croix de

(1) Cette discrétion va si loin que j'ai sous les yeux un chapitre du cours de M. Ch. Seignobos (*Histoire contemporaine depuis 1815*) : « L'Eglise Catholique », où l'on chercherait en vain une allusion aux événements de Lourdes et aux mouvements de foules qui en sont issus. — Noter que je fais ces réflexions sans aucun esprit de polémique ; mais à titre de constatation : le croyant ne peut que se féliciter de voir passer sous silence des questions qui seraient traitées nécessairement avec parti-pris ou incompétence.

Migné, les guérisons de Lourdes éclairent des faits passés. Il n'est pas intelligent de les dissimuler. La passion du peuple pour les reliques au moyen âge et les abus où elle entraîna ne peuvent se comprendre si l'on ignore les prodiges obtenus grâce aux reliques.

La vérification de faits anciens par leurs analogues plus récents (parfois tout proches ou contemporains), historiquement mieux attestés, m'a semblé pouvoir s'appliquer efficacement aux miracles du Christ. Il est en effet frappant que la plupart des prodiges de l'Évangile se retrouvent incessamment dans la vie des saints, entourés (dans certains cas) de garanties documentaires plus irrésistibles — *au regard de la pure raison* — que les récits des Apôtres.

Un travail complet consisterait à établir un dossier aussi copieux et probant que possible pour chaque catégorie de miracles. Il faudrait donc, en regard de chacune des catégories mentionnées dans l'Évangile, placer la série de faits semblables les mieux établis de l'hagiographie. L'impossibilité où l'on serait d'obtenir, pour chaque catégorie, des faits hagiographiques irrécusables n'amoindrirait pas évidemment la force probante des résultats positifs. En revanche, la conviction portée dans l'esprit par les résultats privilégiés s'étendrait normalement aux cas douteux par une sorte de contagion subie aussi volontiers par le cœur que par l'intelligence. Pour préciser et parler plus concret, si je n'ai pas en mains de documents établissant, par exemple, qu'un saint ait ressuscité un mort (bien que ce miracle soit prêté à plusieurs), d'avoir démontré l'historicité d'autres faits aussi manifestement miraculeux (comme la multiplication surnaturelle d'aliments) invitera l'esprit de bonne volonté à examiner avec

un préjugé favorable dans la vie du Sauveur : d'abord, ce même miracle ; ensuite, ceux des faits qui n'auraient pu bénéficier d'une même démonstration (ici, par hypothèse, la résurrection de Lazare ou de la fille de Jaïre).

Le présent travail est volontairement limité. C'est une ébauche, laquelle, selon les circonstances, pourra être reprise et poussée, par moi-même ou par d'autres plus compétents, plus ingénieux ou mieux outillés. Il ne m'a pas paru que les insuffisances de cette étude, sous sa forme actuelle, devaient empêcher de la mettre au jour, pour la valeur au moins suggestive qu'elle peut avoir.

*
* *

J'ai dit qu'à tous les miracles du Christ correspondaient des miracles comparables, dans les vies des saints. Le tableau ci-dessous nous donnera un aperçu de cette comparaison, où l'on a voulu donner non des listes complètes mais un échantillonnage sommaire ne prétendant pas même, dans certains cas, au maximum de qualité. (Cette qualité, je ne la rechercherai spécialement que pour les cas-types choisis pour ma démonstration.) Il ne m'a pas paru nécessaire de donner des références pour les miracles de l'Évangile, généralement si connus, et, pour ceux de l'hagiographie, je n'en donnerai que pour les miracles dont il sera traité en détail. Pour les autres, ils sont couramment cités dans les biographies classiques des saints en question.

Miracles de Jésus-Christ (1)	Saints ou saints personnages auxquels des miracles semblables sont attribués
1. Jeûne prolongé.	Catherine de Sienne, Jean Colombini, Nicolas de Flue, Rose de Lima.
2. Transformation de substance (Cana) ou multiplication d'aliments (les pains et les poissons).	Dominique, Don Bosco, Curé d'Ars, Marie-Madeleine Postel.
3. Lecture dans les consciences.	Philippe Néri, Colette de Corbie, Alphonse de Liguori, Curé d'Ars, Marie Baouardy (Sœur Marie de Jésus Crucifié, en instance de béatification).
4. Guérison de malades et de possédés.	Cas innombrables.
5. Puissance sur les forces de la nature (pêche miraculeuse, tempête apaisée).	François Xavier, Bernard (évêque), André-Hubert Fournet.
6. Résurrection d'un mort.	Vincent Ferrier, Colette de Corbie.
7. Marche sur les eaux.	Outre les cas précis (Raimond de Pennafort, Pierre d'Alcantara, Pierre de Regalada, etc.), les très nombreux cas de lévitation. (Voir plus bas, n° 12.)
8. Prophétie, *a*) sur soi-même, *b*) sur des événements généraux.	*a*) Cas innombrables (cas récents : Curé d'Ars, Marie Baouardy) ; *b*) Benoît, Jeanne d'Arc.
9. Corps lumineux (Transfiguration).	André Avellini, François Suarez, François de Posada, Ignace de Loyola, Jean Colombini.
10. Invisibilité (à Emmaüs, Luc, XXIV, 31 ; aussi, peut-être, Jean, VIII, 59).	Vincent Ferrier, Gérard Majella, François de Paule, Herman Joseph.
11. Subtilité corporelle (entrée au Cénacle, portes closes).	Raimond de Pennafort, Dominique.
12. Ascension (2).	Cas très nombreux de « lévitation », notamment Thérèse d'Avila, Joseph de Copertino, Jean de la Croix.

(1) La Résurrection ne figure pas dans ce tableau, en dépit de certaines traditions hagiographiques (Christine l'Admirable, par exemple). La Résurrection, en tant que miracle opéré sur soi-même — l'auto-résurrection, si l'on peut dire —, est un miracle réservé, et l'analogie des faits hagiographiques qu'on pourrait invoquer ne pourrait être que superficielle.

(2) Ici, je pars du fait précis et non de sa catégorie : c'est que l'Ascension est sa propre catégorie. La lévitation peut s'y comparer, s'y rattacher; mais non l'inverse.

Ce tableau nous apprend des *croyances*, non des *faits*. Une objection à prévoir est celle-ci : les miracles de l'hagiographie ont été imaginés par la dévotion des auteurs ou des fidèles pour coïncider avec les miracles de Jésus-Christ. Rien d'étonnant à ce que les miracles des saints viennent se ranger si à propos en face des prodiges évangéliques : ils ont été faits, si l'on peut dire, sur mesure. Ne fallait-il pas que les disciples fussent aussi semblables que possible au Maître? L'argument vaut qu'on l'examine, car le désir de faire de la vie d'un saint un reflet de la vie du Sauveur, même dans certaines circonstances matérielles, se révèle manifestement chez plusieurs hagiographes. Que Joseph de Copertino soit né dans une étable, on en voit surtout pour raison un parallèle tiré de Bethléem. Certainement ; mais il est plus douteux que les lévitations du même saint aient été inventées pour s'apparier avec la « lévitation » absolue du Mont des Oliviers.

Je me propose, dans les pages qui vont suivre, d'établir la réalité historique de plusieurs prodiges rencontrés à la fois dans des vies de saints et dans celle de Jésus-Christ, en choisissant, dans le tableau ci-dessus, les faits pour lesquels j'ai sous la main une documentation assez récente et directe pour emporter en leur faveur l'adhésion des jugements sans entraves.

Je ne suivrai pas l'ordre du tableau, lequel, — sauf là où il fallait grouper des miracles analogues, — est inspiré par la chronologie ; je présenterai les faits dans un ordre d'anomalie progressive, de manière à clore sur les miracles qui s'imposent *à jamais* comme miracles, ceux pour lesquels est irrecevable l'argument des forces inconnues, ceux qu'il faut accepter comme miracles ou brutalement nier.

Jeûne prolongé. — Les textes indiquent clairement que le jeûne de Jésus dans le Désert de la Quarantaine fut un jeûne complet. Avant le Christ, la tradition rapporte que Moïse resta quarante jours sans manger. Par la suite, l'hagiographie offre des cas nombreux de jeûnes prolongés fort au-delà de quarante jours. Saint Nicolas de Flue, ermite suisse, ne prit, dit-on, pendant vingt ans, d'autre aliment que l'Eucharistie. Cela se passait, il est vrai, à la fin du XVe siècle ; mais quoi qu'on en pense, les gens des siècles passés ne se montraient pas, sur tous les points, d'une inépuisable jobarderie : les bons campagnards de Saxlen n'étaient pas plus disposés qu'un médecin du XXe siècle à admettre qu'un des leurs pût vivre sans manger. Ils y croyaient même moins facilement, étant moins subtils et munis de moins d'arguments. Ils montèrent donc la garde autour de l'ermitage pour voir si on ne les trompait pas. Et nous, qui aujourd'hui savons que le fait se répète à Konnersreuth, en la personne de Thérèse Neumann (1), nous ne sentons aucune répugnance à remonter de proche en proche jusqu'à la source, accueillant en passant sans scepticisme déclaré (nous nous sentons simplement un peu indifférents, un peu détachés, n'ayant plus rien à prouver) ce que la tradition nous rapporte des jeûnes de Jean Colombini, de Catherine de Sienne, de Colette de Corbie, de Dalmace ou de Siméon Stylite.

Soit ! dit le sceptique. Je m'étais trompé. Je sais maintenant qu'on peut vivre sans manger ; mais je nie que cela ne soit pas naturel...

(1) Depuis Noël 1926 la stigmatisée de Konnersreuth n'a ni bu ni mangé. Sur les raisons de croire le fait authentique et de le juger extra-naturel, voir l'article du Docteur Van der Elst dans les *Études Carmélitaines* d'octobre 1932.

Après tout, il a peut-être raison, le sceptique. Le corps humain est une machine si mal connue, les rapports de l'âme et du corps sont si embrouillés, si obscurs. Il n'y a peut-être là qu'un phénomène très rare, fort admirable, mais qui ne requiert, pour se produire, aucune influence surnaturelle. Et puis, si ce sceptique n'a pas raison, l'esprit de l'homme est si fertile en explications. N'a-t-on pas imaginé que Thérèse Neumann se nourrissait invisiblement de la substance de ceux qui l'entourent !

Il faut chercher plus concluant.

Passant sur le don de double-vue ou pénétration des cœurs si fréquent chez les saints, quasi continuel chez le Curé d'Ars ; omettant la guérison des malades ou la délivrance des possédés, où le miracle, au gré de plusieurs, sera encore insuffisamment palpable, je m'attarderai, au contraire, sur un merveilleux moins connu et plus insolite dont les manifestations sont : l'*irradiation* du corps, son *invisibilité*, sa *lévitation*, et la *multiplication des aliments*.

Irradiation. — Sur le Mont Thabor, en présence de Pierre, Jacques et Jean, la face et le corps du Seigneur furent transfigurés : ils devinrent éclatants de lumière. A qui voudrait donner à la Transfiguration une simple valeur symbolique, je soumets ce récit de la « transfiguration » de saint Bernardin Realino, jésuite italien béatifié en 1894. Dans l'enquête faite à Naples, en 1621, un de ses anciens pénitents, Tobias da Ponte, déposa, sous la foi du serment, avoir vu ce religieux lévité et fulgurant. Les termes de son témoignage sont d'une précision impressionnante et respirent la bonne foi :

Prié de prendre bien garde si tout ce qu'il avait décrit n'était pas plutôt une hallucination ou une imagination et si le rayonnement qu'il avait aperçu n'était pas une réflexion de la lumière solaire, une

hallucination de la vue ou le résultat de quelque cause naturelle, le témoin a répondu : « La chose était si claire, si certaine et réelle, que non seulement il me semble la voir encore, mais que j'en suis aussi sûr que je le suis de parler en ce moment ou de voir ce qui est autour de moi. Je remarquai la lumière qui filtrait par l'entrebâillement de la porte, non pas une fois, mais deux, trois et quatre fois, avant qu'une hypothèse quelconque me vînt à l'esprit. Puis je me mis à me demander comment il pouvait y avoir du feu dans cette pièce, car les rais de lumière qui s'en échappaient ne pouvaient venir que d'un grand feu, comme lorsque les forgerons martèlent le fer rouge sur l'enclume. Je me levai donc (le témoin était assis, attendant le Père, dans un couloir) et, poussant la porte, je vis le Père Bernardino élevé de terre aussi certainement que je vois en ce moment votre Seigneurie (1). »

Des recherches assez récentes m'ont mis en possession d'environ 150 cas de luminescence extatique, naturellement de valeur historique diverse. Mais quoi qu'il en soit de certains d'entre eux où un visage simplement enflammé a pu donner naissance à une expression comme « *facie lucenti* » ou à d'autres semblables, il est évident que, dans la plupart des cas, les témoins ont contemplé un spectacle extraordinaire. J'en suis d'autant plus assuré qu'un Père — mort ces dernières années — a été vu très manifestement la tête entourée d'un nimbe, après sa messe, par un religieux de ma connaissance, qui a bien voulu me rapporter les circonstances précises de ce fait, dont, s'il me le permet, j'exposerai quelque jour le détail.

Invisibilité. — A cette glorification anticipée s'oppose le don contraire d'invisibilité. Il n'est dit nulle part expressément que Jésus ait usé, durant sa vie terrestre (avant sa mort), du pouvoir de se rendre invisible ; mais l'allusion de saint Jean à sa disparition du Temple, au moment où

(1) *Sommaire du procès de béatification*, pp. 201-202.

on voulait le lapider, a été interprétée par plusieurs commentateurs comme un prodige de cette nature (VIII, 59). En revanche, il est dit qu'après la Résurrection le Christ, étant apparu aux pèlerins d'Emmaüs, disparut soudain à leurs yeux.

Des faits semblables sont rapportés des saints, dont on dit que, pour échapper à un danger ou à l'importunité de curieux (dans leurs travaux ou leur contemplation), ils furent mystérieusement soustraits aux regards. On le dit, notamment, d'Herman Joseph, contemplatif allemand, de François de Paule, de Vincent Ferrier, de Gérard Majella.

La reine Yolande, femme de Jean Ier d'Aragon, ayant trouvé moyen, malgré la règle, de pénétrer jusqu'à la cellule de saint Vincent Ferrier, celui-ci lui resta invisible, bien qu'elle l'entendît lui reprocher sa curiosité. L'anecdote ressemble un peu à un apologue et laisse en défiance ; mais il faut reconnaître que cette impression est dissipée en partie par d'autres faits du même ordre où nulle moralité ne se mêle. C'est le cas, par exemple, de ce que rapporte le Père Tannoja du bienheureux Gérard Majella, frère rédemptoriste, qu'on ne put trouver un jour dans sa cellule bien qu'il y fût en oraison. Comme on l'avait cherché par toute la maison sans le rencontrer, on lui demanda d'où venait ce mystère, le frère répondit avec beaucoup de simplicité que pour être en paix il avait demandé la grâce d'être invisible. Le Père recteur ne fut pas autrement édifié et défendit au frère de faire par la suite de pareilles prières. On cite un fait tout semblable d'une sainte fille, Marie-Catherine Putigny, de la Visitation de Metz, qu'on chercha elle aussi dans tout le couvent et qu'on ne vit pas, en oraison, devant le tableau du Sacré-Cœur, à la chapelle, bien qu'on l'y eût cherchée comme ailleurs.

Ascension. — Le dernier prodige contemplé par les apôtres a été l'ascension du corps du Christ, devenu plus léger que la nue derrière laquelle il s'évanouit à leurs yeux. Cette ascension se ramène — pour parler un langage qu'il répugne d'employer ici, à cause de ses connotations suspectes, mais indispensable pour mes fins comparatives — à une lévitation, qui serait volontaire et parfaite.

J'ai étudié la lévitation dans un ouvrage que plusieurs des lecteurs de cette revue ont dû lire. Pour ne pas leur imposer des répétitions importunes, je me contenterai de rappeler que, pour un certain nombre de saints ou saints personnages : Thérèse d'Avila, Bernardin Réalino, Joseph de Copertino, Joseph-Benoît Cottolengo, les témoignages en faveur du prodige sont, dans leur ensemble, vraiment irrésistibles.

Si donc notre corps mortel peut, en extase, par anticipation de la vie glorifiée, rester suspendu entre ciel et terre, l'Ascension du corps de Jésus, glorieux et soumis à l'esprit, appartient à une surnature qui n'est qu'une forme enrichie de la nature.

Multiplication des aliments. — Fantaisiste, au contraire, arbitraire (dans sa bénévolence), coupé sans recours des lois les plus indispensables de la nature visible, affirmateur d'un Dieu paternel et tout proche, est le miracle renouvelé de Bethsaïde-Julias : la multiplication des aliments. Par un contraste piquant et plein d'indulgence, c'est aussi le plus fermement avéré. Mais il faut, pour le voir, aller le chercher où il est : chez les simples et les pauvres.

« S'il y avait ici-bas des interventions surnaturelles, a dit à peu près Renan, ça se verrait. » C'est bien cela. Ça

se voit ; à condition d'ouvrir les yeux et d'aller aux bons endroits.

A *la Providence*, par exemple, l'orphelinat du Curé d'Ars où, en 1829, la provision du blé réduite à quelques poignées se gonfla mystérieusement en un énorme tas, qui obstruait la porte du grenier, quand Jeanne-Marie Chanay voulut l'ouvrir. Le fait est connu directement, 1° par un témoin oculaire, Marie Filliat, qui a déposé au procès ; 2° par le Curé d'Ars lui-même, qui le reconnut implicitement dans une réponse au sujet du miracle. Comme Mgr Devie visitait ce grenier en sa compagnie, il demanda soudain à l'abbé Vianney : « Le blé montait jusque-là, n'est-ce pas? » Et il montrait de la main un point assez élevé sur le mur. « Non, Monseigneur, répondit le Curé d'Ars, plus haut... Jusqu'ici. » Il reconnut même le fait explicitement en le racontant à son auxiliaire, M. Toccanier : « J'avais beaucoup d'orphelins à nourrir et dans le grenier il n'y avait plus qu'une poignée de blé. Je pensai que saint François Régis, qui avait nourri les pauvres miraculeusement pendant sa vie, le ferait bien encore après sa mort. J'avais une relique de ce saint ; je l'ai déposée dans le peu de blé qui restait ; les petites ont prié et le grenier s'est trouvé comblé. »

Une autre fois que la provision de farine était trop faible pour assurer la fournée normale, Jeanne-Marie Chanay et Catherine Lassagne vinrent trouver le Curé d'Ars qui leur dit de pétrir quand même :

Je me mis à l'œuvre, raconte Jeanne-Marie, non sans appréhension. Je versai d'abord très peu d'eau et de farine dans le pétrin mais je vis que ma farine demeurait bien trop épaisse. J'ajoutai de l'eau puis de la farine, sans épuiser ma petite provision. Et le pétrin se trouva plein de pâte, comme les jours où l'on y mettait un grand sac. On a fait 10 gros pains, pesant chacun de 20 à 22 livres, et l'on a rempli le four comme à l'ordinaire, au grand étonnement de toutes celles qui en furent les témoins. Nous racontâmes à M. le Curé

ce qui s'était passé, et il nous répondit : « Le bon Dieu est bien bon ; il a soin de ses pauvres. » (Procès apostolique, cité par F. Trochu, dans sa *Vie du Curé d'Ars*, p. 247.)

Des faits de ce genre tranchent trop brutalement sur la vie ordinaire pour servir l'apologétique courante. De même que certains faits de haute science ne peuvent être proposés qu'à des esprits d'une formation scientifique appropriée, de même il y a des régions du miracle où l'on ne pénètre qu'avec un bon vouloir allant jusqu'à la mortification de l'intelligence. Ce sont des miracles qui arrivent à des petits et qu'on ne reçoit qu'en se faisant petit (... *et revelasti parvulis*). Pourtant, il faut le reconnaître, chez ceux-là même qui ne se raidissent pas contre le surnaturel, des prodiges comme ceux que je viens de rapporter excitent souvent une défiance invincible. C'est trop, vraiment, pour eux ; ces prodiges les enlèvent brusquement dans un monde où leur intelligence s'affole. Il leur manque un *habitus* indispensable. Un ami, à qui je parlais justement de ce blé apporté (ou créé, comme on voudra) dans le grenier du Curé d'Ars, me répondait : « Que voulez-vous, dans des cas pareils, j'aime mieux croire à n'importe quoi qu'à l'impossible. Quelque bonne âme a su l'indigence de l'orphelinat et a trouvé moyen d'y introduire ce blé. Comment cela ? Je n'en sais rien ; mais j'aime mieux les difficultés de mon hypothèse que l'insupportable merveilleux de la vôtre. »

Cette rébellion serait admissible s'il n'y avait que le blé du Curé d'Ars ; mais il y a d'autres faits, lesquels (examinés à part, chacun selon ses mérites, puis rapprochés) forment les maillons d'une chaîne si unie et résistante, qu'ils portent dans l'esprit une assurance inébranlable.

Certes cette conviction n'entraîne avec soi aucune

lumière sur le comment du prodige. La raison est là pour asseoir la créance; puis, le pas sauté, il faut chercher refuge dans le mystère de l'Omnipotence.

Voici, à titre de comparaison et de contrôle, d'autres exemples :

En 1825, à la maison-mère des Filles de la Croix, à La Puye (Vienne) la sœur boulangère, grâce aux prières du Père André (aujourd'hui saint André-Hubert Fournet), put nourrir la communauté, plus de nombreuses sœurs venues pour la retraite annuelle (environ 200 personnes), avec une quantité de froment évaluée à 20 boisseaux, et cela pendant trois mois. Ici, *aucun apport extérieur* : les tas de grain ne diminuaient pas. (Dans ce cas, où est la bonne âme pourvoyeuse de grain?)

A la même maison, après la mort du Père André, en 1883, la communauté consomma un vin de provenance non moins prodigieuse. Je laisse la parole à la sœur chargée alors de la cave, dont la déposition figure au procès apostolique :

Au commencement de septembre 1883, il n'y avait plus dans la cave que seize barriques de vin. Ordinairement, vu le nombreux personnel qui remplit la maison-mère et ses dépendances, une barrique de vin dure trois jours. Je m'inquiétais en pensant que notre provision de seize barriques, qui en temps ordinaire aurait pu aller jusqu'à la mi-octobre, allait suffire à peine jusqu'à la fin de septembre; car nous attendions deux cents sœurs de paroisse qui devaient venir à la retraite, sans compter d'autres personnes qui arrivent à l'occasion de ces retraites et qui, à certains jours, font ressembler notre maison à une fourmilière. Du 1er au 7 septembre, on consomma deux barriques. Le soir de ce jour-là, alors que toutes les sœurs étrangères étaient arrivées et que le nombre de bouches à nourrir était augmenté de moitié, il n'y avait plus que quatorze barriques. Ma Sœur Émilie, supérieure de la maison spécialement chargée des provisions, partageait mes inquiétudes; mais, pour le moment, elle ne pouvait pas y pourvoir. Je fus subitement inspirée

d'aller exposer nos besoins à notre vénérable Père; j'étais tout éplorée, toute transportée. Ce fut alors comme s'il m'eût parlé du fond de son tombeau : « Ma fille, sembla-t-il me dire, allez tranquille, soyez généreuse. » Je répondis : « Oui, mon Père. » Je retournai à mon emploi, et je continuai de puiser aux barriques comme à l'ordinaire. Au lieu d'allonger le vin par une plus grande addition d'eau, je m'appliquai, au contraire, à le garder un peu plus fort, suivant en cela les recommandations expresses de la Très Révérende Sœur St-Sabinien, notre supérieure générale, fort soucieuse de l'affaiblissement des santés. Le personnel étant augmenté dans de telles proportions, une barrique aurait dû ne durer qu'un jour et demi ou deux tout au plus au lieu de trois jours; mais au contraire, je constatai que la première barrique dura quatre jours et demi, la seconde aussi; en sorte que ces deux barriques nous suffirent, non seulement pour le service de toute la communauté pendant la retraite, mais encore pour la petite provision de voyage que les retraitantes emportèrent dans leur panier en regagnant leurs établissements. C'était donc douze barriques qui nous restaient encore après le 15 septembre; et cette provision, je l'affirme, suffit au service de la communauté jusqu'au 4 décembre suivant, sans que nous ayons en rien diminué ce que nous avions coutume de donner pour le service ordinaire. J'entends par là que je continuai de puiser chaque jour aux barriques la même quantité de vin que j'avais coutume d'y prendre et qui, comme je l'ai dit, faisait durer une barrique pendant trois jours.

Qu'on ne parle pas de pieuse fraude. La sœur qui fait ce témoignage connaissait son métier :

Comme c'était mon devoir, dit-elle, j'avais toujours en poche la clef de la cave où personne, ni sœurs, ni domestiques, n'entrait jamais sans moi. J'avais pour compagne d'emploi, alors comme aujourd'hui, ma Sœur Marie-Élie, qui a été témoin de cette multiplication du vin. Je dois dire que, sans doute pour me taquiner, elle m'attribuait à moi-même le don de faire ce miracle; ce que je n'aime pas du tout.

Ajoutons que cette sœur ne pouvait imaginer le miracle par un mirage de la foi : elle avait bien confiance en son

saint fondateur, mais n'avait jamais songé, en le priant, à un prodige aussi déconcertant :

Lorsque le Père André m'inspira la confiance qu'il viendrait à notre aide, je ne pensais pas que ce serait de cette manière. Je m'imaginais plutôt qu'il nous enverrait quelques barriques de vin supplémentaire par l'intermédiaire de quelque bienfaiteur (1).

Ce type de miracle, qu'on croirait exceptionnel, on l'a vu devenir presque la règle, dans certaines communautés. C'est ainsi que l'Abbé Lerenard pouvait dire que l'Abbaye de Saint-Sauveur-le-Vicomte (des Sœurs de la Miséricorde) avait vécu positivement de miracles pendant la guerre de 1870, alors que blessés et malades y étaient envoyés si nombreux que l'enclos du couvent ressemblait à un camp.

Les multiplications de 1870-1871, dit le Père Philippe, capucin, sont une série de vrais miracles... Je les connais par la Sœur Placide, témoin oculaire et d'une valeur exceptionnelle... Les Sœurs des différentes obédiences entre les mains desquelles les multiplications s'opéraient venaient trouver Sœur Placide et disaient : « C'est drôle, ça ne diminue pas : je coupe des morceaux de pain et le pain ne diminue pas : je prends des pommes de terre et le tas ne diminue pas ; je tire du cidre au tonneau et le tonneau ne diminue pas : je coupe du lard et ça ne diminue pas. » Sœur Placide m'a ajouté : « Et moi, je tirais de l'argent de mon porte-monnaie, et j'en avais toujours sans en remettre jamais (2). »

Mais voici des faits plus précis. Je les laisse dire aux témoins. Ce sont des histoires qui gagnent à être gauchement racontées, et il faut craindre de mettre la main sur des documents qui doivent nous transir de respect :

Sœur Hortense vint un mardi matin trouver notre Mère Placide et lui dire : « Il n'y a presque plus de blé et chère sœur Rémi me

(1) J. Saubat, *André-Hubert Fournet*, II, pp. 470-471.
(2) *Vie de la Vénérable Marie-Madeleine Postel*, par Mgr A.-M. Legoux, t. II, p. 374.

dit qu'elle n'a pas d'argent. Quoi faire? — Combien avez-vous de blé? demanda Mère Placide. — A peu près un sac. — Aller porter l'image de notre Bonne Mère Fondatrice (Marie-Madeleine Postel) dans le blé, et revenez prier au tombeau. »

Il y avait environ deux hectolitres de blé.

Dans la soirée, Sœur Hortense revint chez Mère Placide et lui demanda s'il fallait envoyer Bienaimé (l'homme de confiance) acheter du blé le lendemain au marché de La Haye-du-Puits. Mère Placide répondit : « Comment voulez-vous envoyer acheter du blé, puisqu'il n'y a pas d'argent? Après ce que je vous ai fait faire ce matin, je n'aurais pas cru que vous reviendriez à la charge. Allez-vous manquer de confiance en notre Bonne Mère, vous qui avez été guérie par elle? Vous allumerez demain matin le feu du moulin et vous ferez moudre ce qu'il y a. » Le lendemain, Sœur Hortense fit ce qui lui avait été commandé et on a pu moudre du blé huit jours de suite, à l'exception du dimanche. On prenait constamment au même petit tas et ce petit tas ne diminuait pas. Notre Mère Placide n'était pas étonnée de cela du tout; sa commissionnaire n'en était guère étonnée non plus; presque tout arrivait comme cela dans la maison (1).

De fait, les mêmes prodiges se produisirent pour le lard, la graisse, le cidre, les pommes de terre, le lait. La sœur laitière affirme que, pendant tout le temps de la guerre, elle vit entre ses mains une multiplication quotidienne d'une quinzaine de litres de lait (2).

Plus frappante encore, peut-être parce qu'elle porte sur une matière fabriquée par l'homme, contingente et souillée, est la multiplication de l'argent dans le porte-monnaie de Sœur Remi :

Quand les soldats, après leur convalescence, quittaient l'Abbaye, déclare la Sœur qui vivait dans l'intimité de la Supérieure, Mère Placide, qui était alors souffrante, les faisait venir dans le corridor devant sa chambre et leur demandait s'ils avaient de l'argent pour leur voyage. Ils répondaient souvent : « Nous n'en avons pas, mais

(1) *Ibid.*, p. 375.
(2) *Ibid.*, p. 377.

nous allons faire la route à pied. » Notre Mère ne pouvait pas les laisser partir sans argent, et elle en a donné à presque tous. C'était Sœur Rémi, économe, qui gardait l'argent de la Communauté. Mère Placide n'avait qu'un porte-monnaie qui était placé dans ma chambre attenant à la sienne, et dans une armoire dont je conservais toujours la clef. Au commencement de la guerre, ce porte-monnaie contenait tout au plus une quinzaine de francs; il y avait deux pièces de cinq francs, je regarde comme à peu près certain qu'il n'y avait pas autre chose; en tout cas, il n'y aurait eu que quelques francs en plus. Mais notre Mère Placide y mit alors une médaille de notre Bonne Mère Fondatrice. Jamais, jusqu'à la fin de la guerre, il n'a été mis un seul centime dans ce porte-monnaie, ni par moi ni par Sœur Placide, ni par personne; j'en suis certaine puisque la clef de l'armoire ne m'a jamais quittée. — Quand elle voulait donner de l'argent à un soldat, ce qui arrivait même plusieurs fois par jour, elle m'appelait; je lui remettais le porte-monnaie; devant moi, aussitôt, elle l'ouvrait, prenait 20, 30, 40 francs, suivant les circonstances, et me le rendait. Elle donnait sans compter pour ainsi dire. Je suis bien sûre qu'elle n'avait rien dans les mains au moment où elle ouvrait le porte-monnaie et que c'est du seul porte-monnaie qu'elle tirait l'argent. En me rendant le porte-monnaie, elle me disait : « Il y en a encore. C'est la Bonne Mère qui fait tout cela. » Le porte-monnaie n'a pas été ouvert une seule fois en dehors de moi et j'ai toujours été témoin de tout, et j'ai vu de mes yeux que notre Mère Placide a tiré de ce porte-monnaie, qui ne contenait que dix ou douze francs, et auquel on n'a pas ajouté un seul centime, un total de plus de quinze cents francs. »

« Si cette multiplication n'est pas vraie, conclut le témoin, avec grand sens, on ne pourrait jamais croire ce que voient les yeux. Je le jure sans aucune crainte de me tromper. »

Tels sont quelques exemples récents de ces miracles de multiplication d'aliments, qui sont si grands, et à la fois si obscurs, si chétifs d'aspect que bien peu les remarquent. C'est leur beauté propre : ils ont la marque de l'humilité transcendante de Dieu.

Ils ne se font pas, ces miracles, entre les mains de mys-

(1) *Ibid.*, p. 380.

tiques à extase qu'on puisse accuser de visions : les témoins directs sont de pauvres sœurs attachées aux réalités quotidiennes du cellier, du fournil ou de la cuisine. Pour ne pas les croire, ces grands et humbles miracles, il faut admettre l'illusion où elle est impossible, la tromperie où elle est révoltante, car ne serait-ce pas encore un miracle, un miracle odieux : la collusion de ces saintes filles, qui *toutes* auraient combiné leurs mensonges pour donner des armes à l'apologétique ?

Magie alors? Magie si l'on veut : sainte magie, divine magie et Divin Magicien, *El Magico Prodigioso*, comme disait Calderon.

***

Et voilà. Il ne me semble pas que de plus longs commentaires s'imposent.

Nous avons sous les yeux — il suffit de les ouvrir — des faits aussi merveilleux et probants que ceux que semait sous ses pas Jésus de Nazareth ; et ces faits nous pouvons les toucher de la main, comme Thomas les plaies du Sauveur, tant ils sont proches. Ces faits, on les retrouverait dans une hagiographie plus ancienne et moins bien contrôlée, pour laquelle nous nous sentons désormais plus d'indulgence.

Et ainsi, par le présent, s'impose à notre créance ce passé de l'Évangile dont les merveilles, si elles ne peuvent, comme le souhaitait sottement Renan, être soumises à l'*expérimentation*, sont du moins objet d'*expérience*, de constatations intermittentes aussi valides que celles de l'astronomie.

OLIVIER LEROY.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Les réalités invisibles

On vient de rééditer ce subtil et perspicace essai de biographie psychologique que M. l'abbé Bremond consacra jadis à Newman (1).

Pages admirables, où, poète, historien, théologien, prédicateur, Newman nous charme encore, tandis que sa philosophie religieuse (si l'on ose appliquer un titre aussi insolite à celui qui pensait n'avoir « que le droit d'apporter ses expériences personnelles à la masse commune des faits psychologiques ») conserve toute son originalité et son opportunité.

L'opportunité de son message! Elle est surtout dans sa pénétration extraordinaire du monde invisible, résultat d'une vie intérieure intense. C'est par là que Newman est éternel et qu'il doit acquérir influence sur notre temps. Les chrétiens de 1933 rejettent volontiers une religion extérieure et des rites traditionnels, s'ils ne peuvent déceler le sens spirituel qui s'y dérobe.

L'appel de Dieu, l'horreur du pharisaïsme, la conscience de leur responsabilité à l'égard de l'Église qui compte sur eux pour l'Action catholique, et surtout ce besoin d'une vie intérieure qui les fortifie devant les bouleversements extérieurs présents ou à venir, autant de motifs pour tâcher de « vivre leur religion », pour « réaliser » en valeur de vie les formules dogmatiques ou liturgiques que leur propose l'Église.

Cet effort, Newman peut le leur faciliter merveilleusement, lui qui a, comme nul autre, le sens de ces réalités invisibles,

(1) Henri Bremond, *Newman. Essai de biographie psychologique.* Bloud et Gay, 1933, 354 pp.

et sans doute ici la poésie aidait la foi. Il se meut dans le monde angélique avec aisance.

Il y a des anges à côté de nous. C'est un péché de ne pas le voir et de tout expliquer par les prétendues lois de la nature... De quelque côté que nous regardions, tout nous rappelle ces êtres pleins de grâce et de sainteté, serviteurs du Très-Haut, qui daignent se mettre au service des héritiers des promesses. A chaque souffle d'air, à chaque rayonnement de lumière et de chaleur, devant chaque perspective de beauté, nous touchons les franges, nous voyons s'agiter la robe de ceux qui contemplent Dieu face à face...

Exquise vision de poète? Ou plutôt don gratuit fait par Dieu au croyant qui a la foi simple et lumineuse des petits enfants. Qu'il écrive « le Songe de Gerontius » ou qu'il prononce le sermon sur le « monde invisible », Newman nous introduit toujours dans le mystère, nous le rend réel, vraisemblable, vrai, vécu pour ainsi dire, et nous élève ainsi sans effort jusqu'à Dieu. Tout cela avec une extraordinaire simplicité de ton. On entre de plain-pied dans l'invisible, là où habite

Celui qui a tout créé et à qui rien n'est comparable, le Dieu tout-puissant. Certes il existe plus réellement que nous autres hommes, et cependant nos yeux ne l'atteignent pas... Une seule fois dans le cours des siècles, et pour quelques brèves années, il a condescendu à se mêler aux êtres visibles..., mais, depuis, sa présence n'est plus perceptible.

Aucun de nos sens ne peut nous révéler son existence. Il est descendu, puis il s'est retiré derrière le voile, et, pour chacun de nous, c'est comme s'il ne s'était jamais rendu visible... Cependant il vit pour toujours.

Et les morts pareillement, ils ont quitté le monde visible, ils ont

cessé d'être en relation avec nous par l'intermédiaire de nos sens... ils sont, vis-à-vis de nous, comme quelqu'un qui aurait perdu ses mains ou sa voix,

mais enfin ils vivent et tout près de nous.

Les plus beaux dons naturels ne sauraient expliquer une profondeur si limpide. C'est l'humilité d'esprit et la foi surnaturelle qui communiquent à Newman ce sens de la réalité invisible, cette foi qui est, selon le mot de saint Paul, « la

substance des choses espérées et la conviction des réalités qu'on ne voit pas ».

Sans doute, il n'en a pas manifesté avec la rigueur d'un saint Thomas les fondements mystérieux. Il n'a pas, comme lui, systématiquement établi que l'unique mais splendide justification de cette foi c'est qu'elle s'appuie sur Dieu même, qui est la Vérité subsistante, c'est qu'elle est une assimilation à la connaissance que Dieu a de lui-même.

Ces merveilles théologiques, il les a connues, certes, et lorsque d'un mot il explique que « la foi est un principe actif qui appréhende des doctrines définies », il indique avec exactitude quels en sont les deux éléments essentiels : la lumière et l'objet, le principe subjectif et le principe objectif, tous deux essentiellement surnaturels, dont la conjonction fait jaillir l'acte de foi, qui nous donne pour ainsi dire le regard de Dieu.

Il n'ignore pas cela, mais ne s'y appesantit pas. Il aime mieux insister sur le caractère psychologique de la foi :

> Croire, dit-il, c'est sentir comme une vérité redoutable que nous sommes les créatures de Dieu ; c'est entrer pratiquement dans le monde invisible ; c'est *réaliser* que le monde n'est pas assez pour notre bonheur, c'est nous élever jusqu'à Dieu, réaliser sa présence, attendre sa visite, essayer d'accomplir sa volonté...

C'est parce qu'il a réalisé cela intensément qu'il est encore aujourd'hui le guide spirituel de beaucoup d'âmes religieuses, et qu'il peut les introduire dans les profondeurs de Dieu que seul connaît l'Esprit de Dieu et ceux à qui, par la foi, cet Esprit est communiqué.

P. B.

L'Église et la civilisation au Moyen Age

Tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la chrétienté médiévale ne peuvent que se réjouir de voir paraître, grâce à M. G. Castella et à Mme M.-Th. Burgard, une traduction française de l'ouvrage de G. Schnürer, *Kirche und Kultur im*

Mittelalter (1). L'édition allemande, qui a achevé de paraître en 1929, avait déjà permis de reconnaître chez l'auteur, en même temps qu'une grande clarté d'exposition, un sens aigu des problèmes essentiels et une très large information, qui est loin de se limiter à la bibliographie germanique du sujet. Toutes les qualités du livre se retrouvent dans la traduction qui nous est offerte, et dont nous souhaitons vivement que le premier volume soit bientôt suivi des deux autres.

Ce premier volume nous conduit des derniers temps de l'Empire romain à l'époque de Charlemagne. Qu'on ne s'attende pas à y trouver une « histoire de l'Église », au sens propre du terme. L'auteur s'attache moins à retracer le détail des faits qu'à comprendre la portée des principaux événements et à expliquer comment s'est peu à peu constituée la civilisation occidentale du Moyen Age. Synthèse que seul pouvait tenter un érudit familier depuis longtemps avec ces problèmes, et riche de toute son expérience de professeur d'Université. C'est précisément cette synthèse qui est trop souvent absente des « histoires de l'Église » connues et utilisées chez nous. Nous sommes reconnaissants à M. Schnürer de nous aider à combler cette lacune.

Peu de lectures, par exemple, sont plus suggestives que celle des pages où M. Schnürer indique comment la civilisation chrétienne s'est peu à peu dégagée des cadres de l'empire romain, empruntant largement à Rome sans se laisser entraîner dans la chute de sa domination politique. L'étude sur saint Ambroise, le beau chapitre intitulé « Morale et culture chez saint Augustin », l'histoire de l'époque de Léon le Grand, marquent les principales étapes de cette évolution et nous font apercevoir, d'une étape à l'autre, un véritable progrès vers une civilisation chrétienne.

L'auteur a étudié avec la même attention l'aspect religieux des invasions barbares, c'est-à-dire le problème de l'arianisme. Il a cherché aussi à déterminer les rapports de l'Église et de l'État dans la monarchie franque, et il a bien montré comment une trop étroite protection de l'État sur l'Église a été une cause de faiblesse pour la chrétienté mérovingienne; protection qui a, plus tard, quelque peu faussé l'expansion,

(1) G. Schnürer, *L'Église et la civilisation au Moyen Age*, t. I. Préface de M. Ed. Jordan. — Paris, Payot, 1933.

pourtant magnifique, de l'Église au temps de Charlemagne. « Sous le règne de Charlemagne, on considérait aussi trop l'Église comme une institution chargée en premier lieu de sauvegarder la civilisation ; d'encourager les lettres, les arts, l'exploitation économique ; on risquait aussi de perdre de vue sa mission essentielle spécifiquement religieuse... » Et M. Schnürer reconnaît ici le danger qui demeure toujours au fond d'un humanisme mal compris : « ... la dernière phase de cette évolution coïncide avec la fin du moyen âge, quand les dignitaires ecclésiastiques se préoccupèrent d'encourager la culture intellectuelle et économique beaucoup plus que de guider leurs ouailles et de promouvoir la vie religieuse » (pp. 560-561).

On lira aussi avec le plus grand intérêt les pages que, dans divers chapitres, M. Schnürer consacre à un problème actuel entre tous, le problème missionnaire. Comment les antagonismes politiques ont toujours compromis l'œuvre des missions quand la conversion et la conquête allaient de pair, comment au contraire les peuples païens ont accueilli sans arrière-pensée les missionnaires qui ne représentaient pas, en même temps que l'Église, un souverain ennemi ou un peuple rival, on s'en rendra compte en lisant l'histoire des échecs des missions franques en Germanie (où les Irlandais furent au contraire reçus avec sympathie). On le comprendra encore en voyant les mêmes Irlandais échouer auprès de leurs voisins et rivaux Anglo-Saxons, qui furent convertis par des moines romains, indépendants de toute compromission politique.

Une courte préface de M. Ed. Jordan, où est analysée et discutée l'idée, souvent trop confuse, de chrétienté médiévale, souligne l'intérêt d'un ouvrage qui rendra les plus grands services, non seulement aux historiens, mais à tous ceux que préoccupe le problème de la civilisation chrétienne.

François Henry.

DOCUMENTS

L'attitude du Parti du Centre allemand à l'égard de la dictature nationale-socialiste

I. — Déclaration du parti populaire bavarois

Dans la discussion sur la déclaration gouvernementale de-
nt le parlement bavarois, le Parti populaire bavarois a fait
déclaration suivante :

.. Notre parti a toujours cultivé les idées chrétiennes, na-
nales et sociales. Dans la déclaration du gouvernement, le
sident du Conseil a parlé de la volonté de favoriser la col-
oration des confessions chrétiennes, et de donner à la mo-
chrétienne son plein rôle dans la vie de l'État. Nous
endons par là que le gouvernement a déclaré sa volonté
garder notamment le caractère de l'école confessionnelle
e garantir la liberté de conviction religieuse, et la liberté
Églises de toutes les confessions chrétiennes, comme cela
ixé dans les concordats. Nous sommes prêts, de par toute
e orientation antérieure, à donner au gouvernement
e plein appui dans ce sens.

re parti est un parti d'idée nationale. C'est pourquoi,
e début de la révolution de 1918, il s'est employé et il a
au premier rang contre la désagrégation de la vie de
peuple par la révolution. Il peut rappeler qu'il a tou-
eu pour but d'établir le pouvoir de l'État sur les forces
nales du peuple. Il a toujours lutté contre le libéralisme
socialisme matérialistes. Le Président du Conseil a
la lutte contre les idées du socialisme matérialiste, qui

a toujours été considéré par nous comme un danger pour notre peuple, d'autant plus que, dans ses dernières conséquences, il aboutit au bolchevisme, ennemi de l'État et de la société. Il y a donc là un but de lutte commun.

Le parti populaire bavarois a lutté avec une particulière ardeur et une conviction intime pour le maintien du Reich allemand comme État fédéral, et le maintien de la Bavière comme État allemand. Il a poursuivi ce but dans la conviction qu'il n'y avait à redouter de ce fait aucun affaiblissement de la force politique du Reich à l'intérieur comme à l'extérieur, et qu'au contraire la joyeuse ardeur de cohésion interne du Reich allemand n'en serait que fortifiée, mais surtout que la variété et la richesse du peuple allemand dans sa culture et sa vie économique seraient conservées, et qu'ainsi on aurait les meilleures conditions pour réaliser les aspirations grand-allemandes.

L'évolution actuelle a suivi une autre voie. Nous ne pouvons réprimer la crainte que l'histoire ne confirme pas cette tendance, et nous espérons que néanmoins la richesse et la variété culturelle du peuple allemand seront maintenues, et que le chemin le meilleur restera ouvert pour la réalisation de l'idée grand-allemande.

Nous saluons avec plaisir les paroles du Président du Conseil, qui, au nom du gouvernement bavarois, n'abandonne pas l'espoir et la conviction que la vie culturelle et économique de la Bavière pourra être maintenue et développée pour le bien du peuple allemand tout entier. Il n'est pas besoin de souligner que nous serons heureux si cet effort du gouvernement obtient un plein succès, et que de notre côté nous sommes naturellement prêts à soutenir le gouvernement dans cet effort, pour l'amour de la Bavière et de l'Allemagne.

En rappelant que le Cabinet bavarois est maintenant constitué au complet, le Président du Conseil a répété qu'il faut liquider le passé, et qu'il tend la main à tous ceux qui sont de bonne volonté et prêts à collaborer sur les bases indiquées, et qu'en outre il souhaite que les forces chrétiennes et morales de tous les partis et de toutes les conceptions, qui sont derrière les hommes représentés dans le Cabinet, puissent être groupées pour le bien de notre peuple bavarois et allemand. Nos déclarations ci-dessus ont certainement indiqué une base pour cette rencontre de toutes les forces nationales, chrétiennes et morales. Nous exprimons aussi l'at-

tente que la vie de l'État, construite sur ces forces, sera établie sur une base juridique solide, et que toutes ces forces se verront garantir la même protection de droit et la même sécurité légale dans l'État.

(*Bayerischer Kurier*, 1er mai 1933.)

II. — Discours-programme du Président du Parti du Centre wurtembergeois

Dans une séance du comité du parti du Centre wurtembergeois, le chef de ce parti, Dr Beyerle, prononça un discours-programme sur les tâches du Centre dans le nouvel État. Il déclara notamment :

Le Centre ne participe actuellement au pouvoir ni dans le Reich ni dans les pays. C'est dire qu'il n'a aucune influence directe sur la conduite des affaires publiques. Mais cela ne signifie pas qu'il n'ait point sa part, comme toujours, au souci du développement et de la forme future du peuple allemand.

Le Centre est, de nature et de volonté, un parti national. Le bien du peuple tout entier est notre loi suprême. Partant de cette disposition fondamentale, de notre amour pour la patrie, nous continuerons à donner le meilleur de nous-mêmes pour collaborer à un heureux avenir de l'Allemagne. La collaboration dans la vie politique n'est possible que quand on compte raisonnablement avec les forces et les événements donnés. Il serait contraire au véritable bien du peuple d'essayer d'agir contre le gouvernement actuel et de lui susciter des difficultés. Notre devoir doit être au contraire de rendre utile, dans l'évolution actuelle, notre expérience et la force spirituelle de notre mouvement, pour que cette évolution nouvelle conduise à une heureuse fin.

La force spirituelle du Centre réside dans la conception chrétienne d'empreinte catholique. Nous sommes profondément convaincus que dans la transformation actuelle, qui fera époque dans la vie du peuple et de l'État, les vérités et les commandements de la foi chrétienne et de la morale chrétienne sont indispensables, et nous avons appris avec satis-

faction que le Chancelier lui-même tient en haute estime les forces et les valeurs de la religion chrétienne, et qu'il demande leur collaboration pour l'État.

C'est là le point où nous nous rattachons. Notre collaboration a pour tendance fondamentale celle de favoriser de toutes nos forces la réalisation, dans le nouvel État, de l'effort d'instauration chrétienne, et de servir ainsi le bien véritable du peuple allemand.

Partant de cette conception fondamentale, le parti et son groupe parlementaire auront à soutenir le gouvernement en tout ce qui est utile au bien du peuple, en tout ce qui sert à l'affermissement de la nation vers l'extérieur et à sa guérison à l'intérieur, à tout ce qui sert à la lutte contre la révolution et le crime, et à l'amélioration économique, au soutien des faibles et des miséreux, à la défense contre l'immoralité. Mais de cette conception fondamentale découle aussi pour nous le droit et le devoir de mettre en garde contre les voies et mesures qui, en définitive, ne peuvent conduire à une évolution favorable du nouvel État. La norme fondamentale de notre vouloir politique, c'est la loi morale chrétienne.

(*Bayerischer Kurier*, 12 avril 1933.)

III. — Les organisations catholiques d'Allemagne sous la dictature nationale-socialiste

a) *Lettre du Chancelier Hitler au cardinal Bertram, archevêque de Breslau*

A l'occasion de sa tournée de Confirmation en Silésie, nous apprend un grand journal catholique bavarois, le cardinal Bertram a fait d'importantes déclarations sur la situation des groupements catholiques et des associations religieuses, et il a donné des renseignements sur le contenu d'une lettre adressée par le Chancelier du Reich en réponse à une lettre du cardinal :

Le cardinal invite les milieux catholiques, les groupements

et organisations catholiques à collaborer avec confiance et abnégation aux grandes tâches de notre époque, et à ne pas prendre de décisions sans entente préalable avec leurs dirigeants. Nous nous efforçons, ajouta-t-il, d'encourager l'activité des organisations catholiques, de les inciter à plus d'entrain au travail et à la fermeté des principes, afin que soit fourni un labeur plus fécond répondant aux tâches de l'heure présente.

Le cardinal poursuivit : J'agis en accord avec les manifestations du présent gouvernement du Reich en rappelant ceci :

Le nouveau gouvernement ne veut pas seulement tolérer l'Église catholique. Il attache une grande importance à ce que l'Église déploie ses forces dans la vie du peuple, dans la lutte contre le mouvement d'impiété, contre le bolchevisme et le marxisme, contre l'immoralité et la soif de jouissance. Il ne veut pas refouler l'Église dans la sacristie, il veut que l'Église, par les forces intellectuelles et morales qui lui sont propres, fasse ce que le pouvoir de l'État veut faire par les moyens d'autorité pour la guérison du peuple allemand.

Il n'est pas besoin pour nous de nouvelle invite à cette activité catholique. Le clergé et le peuple savent combien tout l'épiscopat allemand, chaque année, dans sa prévoyante sollicitude et avec une pleine franchise de parole et de plume, dans des instructions aux pasteurs des âmes et dans des exhortations, s'est adressé à tous les milieux du peuple, les appelant à la lutte contre le mouvement d'impiété et contre la libre-pensée, contre le marxisme, contre le socialisme et le communisme hostiles à l'Église, contre l'immoralité publique et la destruction de la vie de famille, et tout particulièrement pour la protection de l'éducation chrétienne de la jeunesse.

Le Cardinal termina en déclarant :

Les associations catholiques de jeunesse, de jeunes gens et de jeunes filles, les groupements catholiques, les associations professionnelles et les groupements ouvriers se sentiront rassurés si je leur communique, comme extrait de la lettre si riche de contenu de M. le Chancelier Hitler en date du 28 avril, la déclaration suivante qui lui fait honneur :

Le gouvernement n'a aucune intention d'agir contre les associations catholiques, dès lors qu'elles n'ont pas de tendances politiques de parti, en hostilité contre le régime

actuel. Le gouvernement ne souhaite pas de conflits avec les deux Églises d'Allemagne; il désire une collaboration sincère pour le bien de l'État et pour le bien des Églises.

Toutes ces considérations sont de nature à inciter les associations catholiques à ne pas regarder l'avenir avec anxiété, mais à demeurer conscientes de la précieuse collaboration qu'elles sont appelées à fournir pour le bien du peuple allemand et pour sa guérison. Puissent la conduite et l'activité des associations catholiques être orientées dans cet esprit, dans la fidélité à ce principe : « Tu appartiens d'abord à ton Dieu, puis à ta terre natale et à ton peuple. »

(*Germania*, 19 mai, et *Bayerischer Kurier*, 20 mai 1933.)

b) *Un communiqué des autorités ecclésiastiques*

Dans la presse non catholique a été répandu un communiqué de la « Communauté de travail des Catholiques allemands » (Arbeitsgemeinschaft katholischer Deutscher) *à Berlin. Ce communiqué dit :*

Il arrive de plus en plus que des dirigeants d'associations, ligues et groupements catholiques, nous demandent par quelles formalités ils pourraient se joindre au soulèvement national. Pour examiner cette question et pour tenir compte du besoin d'union et d'agrégation des associations dans la communauté du peuple allemand sous la direction d'Adolf Hitler, nous avons donc désigné comme directeur pour le Reich (*Reichsobmann*) le conseiller de gouvernement Dr Eugen Müller, à Berlin, Lichtenfelde-Ost, Promenadenstr., 11. Les présidents des associations, ligues et groupements qui sont disposés à collaborer, sont donc priés de s'adresser immédiatement au Dr Müller.

Les autorités ecclésiastiques compétentes déclarent à ce sujet :

Quant à la direction et à la forme à donner aux organisations catholiques, c'est l'autorité ecclésiastique qui décide.

D'après les informations qui nous sont parvenues, les autorités ecclésiastiques officielles ignorent absolument toute transformation des organisations catholiques dans le sens du

communiqué ci-dessus. Selon les assurances données par le gouvernement du Reich, l'autonomie et le caractère propre des associations catholiques sont garantis pour le présent et pour l'avenir. La création de l'organisme central sus-indiqué s'est faite sans que les autorités ecclésiastiques aient été consultées.

Après cette communication authentique émanant des autorités ecclésiastiques, les chefs des associations catholiques continueront donc à se régler uniquement sur les instructions des évêques, et ils se détourneront des organisations du genre de celle-là.

(*Bayerischer Kurier*, 22 mai 1933.)

A TRAVERS LES REVUES

Antireligion

Une nouvelle revue est consacrée presque entièrement au mouvement antireligieux dans le monde. **Demain?** est un bulletin mensuel d'information non politique, qui concerne le mouvement religieux, l'athéisme international et spécialement l'antireligion en U.R.S.S. Il est l'œuvre de quelques intellectuels orthodoxes, en liaison avec les protestants des éditions « Je sers ». Ils font une œuvre de documentation objective dont les catholiques ne peuvent se désintéresser. Notons, entre autres, une étude sur *l'Église orthodoxe en U.R.S.S.* et une *Chronique antireligieuse mondiale* qui publie un appel des Sans-Dieu de France aux Libres Penseurs pour la création d'un front unique contre la religion. Cet appel est motivé par les progrès de l'activité religieuse dans tous les domaines, progrès « qui sont visibles aux yeux de tous ». L'Église catholique notamment,

sous l'énergique impulsion de Pie XI, a pris un masque « social », est devenue une Église de « gauche », amie du peuple et des travailleurs, « pacifiste et anti-capitaliste ». Elle a « complètement transformé ses méthodes, elle a centralisé son action, tous les catholiques du pays agissent aujourd'hui avec ensemble sous la direction d'un état-major installé au cœur même de Paris, qui s'appelle *Action Catholique*, qui est composé surtout de Jésuites et qui obéit directement aux ordres de Rome ».

Inutile de relever toutes les inexactitudes de détail. Ce qui est intéressant, c'est d'avoir reconnu l'importance de notre effort et que l'Église

est devenue un adversaire redoutable, qui pénètre partout, qui emploie les formes les plus perfides et les plus modernes de propagande (cinéma, radio, théâtre, etc...).

En conséquence, l'appel invite à l'action commune pour obtenir

la suppression des relations diplomatiques avec le Vatican. Relations coûteuses, qui ne peuvent être d'aucun profit, mais qui facilitent énormément la direction de l'Action Catholique en France par le Pape.

On demande aussi la dissolution des congrégations, la suppression de l'enseignement religieux même dans les écoles libres, la suppression de tout budget religieux (Alsace-Lorraine, Missions, etc...), etc...

Enfin on lance l'idée d'un Congrès national « pour l'organisation d'une lutte de masse contre l'Église ».

D'autre part, **Demain?** reproduit une statistique relevée dans l'ouvrage de MM. Carl Schweitzer et Walter Künneth, intitulé *Freidenkertum und Kirche* (Wichern Verlag, Berlin, 1932), sur l'apostasie des masses en Allemagne. Jamais, semble-t-il (mais il faut toujours se méfier des statistiques), le mouvement d'apostasie dans l'Église catholique n'a été aussi intense que durant les années d'après-guerre. Voici les chiffres :

Années	*Nombre des dissidents*	*Proportion*
—	—	—
1919	33.842	1,68 pour mille
1920	44.704	2,21 — —
1921	40.447	2,00 — —
1922	24.500	1,21 — —
1923	18.075	0,89 — —
1924	22.430	1,11 — —
1925	34.752	1,72 — —
1926	43.316	2,14 — —
1927	41.865	2,07 — —
1929	14.984	0,74 — —

La proportion d'apostasie de l'Église évangélique est plus forte encore et s'élève jusqu'à 4,64 pour mille en 1926. Pour la ville de Berlin, en 1930, il y eut 70.000 apostasies, soit 23,3 pour mille.

Le Semeur d'avril-mai 1933 (organe protestant de la Fédération Française des Associations chrétiennes d'étu-

diants) consacre un numéro spécial au Congrès National de la Fédération, qui s'est tenu à Strasbourg en février-mars 1933. M. ZANDER y rendit aussi témoignage à l'Église russe orthodoxe. Il rappelle les milliers de martyrs et ajoute :

Cette tragédie du peuple russe, cette gloire de notre Église pose une question à tout le monde chrétien. L'Église russe est-elle quelque chose de séparé de toutes les autres? Ses souffrances et ses martyrs appartiennent-ils à elle seule?... Mais si nous nous sentons responsables les uns des autres et unis au Christ, ce n'est pas leur sang qui a coulé devant Dieu, c'est le sang de l'Église, c'est notre sang, et nous devenons en lui membres de leur martyre et de leur gloire.

Memento

Esprit, 1er juin. — EM. MOUNIER, *Vision socialiste et vision chrétienne.*

Études Missionnaires, janvier-mars 1933. — Voici le premier numéro de cette revue trimestrielle qui se publie chez Desclée de Brouwer et Cie. On y trouve de très intéressants articles, et notamment celui de PIERRE DEFFONTAINES sur « l'aide de la géographie humaine au travail missionnaire », et de Mgr BEAUPIN : « Société des Nations et problème missionnaire ».

QUESTIONS POLITIQUES ET SOCIALES

CIVIS. *La question préalable.*

Celle de la sincérité en matière internationale.

MARCEL PRÉLOT.
Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Politiques de l'Université de Strasbourg.

Le système fasciste. Rien que l'Etat.

Au moment où les tendances fascistes triomphent en plusieurs pays d'Europe, une étude impartiale des fondements idéologiques de l'étatisme faciste est plus que jamais actuelle.

JEAN LAPIERRE. *Chronique politique et sociale.*

France — Italie.

ALEXANDRE MARC. *Le destin de la jeune Europe.*

Inquiétude, déceptions... Où trouver la force de réagir?

DOCUMENTS

La vie politique en U.R.S.S. : Une nouvelle épuration du parti.

Analyse du décret du 28 avril 1933.

Le projet britannique de désarmement, par A.-D. TOLÉDANO.

Les syndicats chrétiens allemands.

A travers les revues. Encore le nationalisme!

Billet de Civis

La question préalable

Il faut dire toujours la même chose, parce que c'est toujours la même chose.

Tout se passe en ce moment, dans le concert des nations, comme si la plupart de celles qui ont de plein gré souscrit aux engagements de la Société des Nations en avaient soudain perdu le souvenir. Et ce qui n'est pas moins surprenant, c'est qu'il semble que la chose aille de soi. Il n'est question que de nouveaux pactes, dont on espère qu'ils entraîneront par des liens puissants les volontés prêtes à se dérober. On ne se dit pas que c'est la notion même de pacte qui est en péril. C'est elle qu'il faut consolider avant d'aller plus avant.

Les peuples qui s'épuisent en pourparlers ont-ils un sincère désir de s'entendre ?

Sont-ils résolus à observer les conventions signées ?

Promettent-ils de conformer leurs actes intérieurs aux manifestations extérieures de leur activité diplomatique ?

Voilà sur quoi il est urgent de se mettre d'accord. Les faits de chaque jour sont la preuve que toute besogne sera vaine qui ne commencera pas par le commencement, j'entends par la restauration d'une loyauté internationale. Faute de quelques principes, communs et communément acceptés, de morale naturelle, le temple où l'on se réunit pour les cérémonies de la conciliation reproduit la tour de Babel, et les gens qui s'y enferment finiront par s'entretuer sur l'autel même de la concorde.

Je le demande, ces ambassadeurs donnent-ils tous l'impression de parler au nom d'un pays qui s'est engagé formellement, dans le mode le plus solennel, et qui a promis de collaborer pour la paix et la sûreté des nations, d'accepter certaines obligations pour ne pas recourir à la guerre, d'entretenir au grand jour des relations internationales fondées sur la justice et sur l'honneur, d'observer rigoureusement les prescriptions du droit international, reconnues désormais comme règle de conduite des gouvernements ?

Vous souriez ? J'ai le regret de rappeler que ce sont là les termes mêmes de l'article premier du statut de la Société des Nations. Je souhaite naïvement qu'on invite tous les peuples qui en font partie à les relire, à les commenter, à en

faire objet d'instruction dans les écoles, à les graver dans le marbre et dans le bronze. Qu'on institue au besoin une méditation annuelle de cinq minutes qui périodiquement remettra les peuples en face de leur promesse, c'est-à-dire de leur conscience. Ou bien alors que chacun retourne dans la jungle, avec son remington et son browning.

A-t-on jamais vu un accord se réaliser avec un pareil dédain de ses conditions élémentaires ? Il est arrivé souvent que le fond des cœurs reflétât médiocrement la couleur des propos échangés dans les chancelleries et les ambassades. Mais une certaine retenue, forme élémentaire de l'habileté, imposait un silence du moment aux provocations tapageuses. La tribu berbère qui implore l'aman se garde de crier son espoir secret d'égorger un jour ses vainqueurs. Il y a toujours eu des éclats de voix dans l'opinion publique à l'heure même des négociations. Mais ce qui dans l'occurrence est grave, c'est le haut rang des personnages qui tiennent des discours enflammés et qui ne craignent pas de démentir par leurs écarts de langage le ton des entretiens officiels. Et ce qui est non moins grave, c'est de voir ceux qui ont pour fonction de former l'âme nationale, de l'incliner aux dispositions favorables à l'entente, prendre plaisir à l'affoler.

Nous avons laissé lentement s'assoupir à nouveau le sens de la solidarité humaine, que quatre ans de souffrance générale avaient éveillé. Autour de la naissante Société des Nations, nous avons négligé de cultiver l'état d'esprit qui, seul, pouvait donner toute sa vigueur à une institution dont la force est dans le gouvernement des esprits. Peu à peu, et sans oser protester, la conscience universelle a toléré des incartades belliqueuses dont la violence n'a fait que croître. Il a été donné à notre époque, en face de dix millions de croix de bois, de voir une nation catholique armer du fusil des fillettes de douze ans, et transformer de futures mères en prêtresses du carnage. En dehors du Vatican, dont la voix a d'ailleurs été entendue, qui a protesté dans le monde contre ce fait, inouï dans les annales des nations chrétiennes ?

Mais d'autres cas plus récents méritent d'être mis en lumière.

Je lisais dernièrement, dans le livre d'André Viollis sur le Japon, la déclaration du général Araki, ministre de la guerre à Tokio. « Notre pays, dit le général, est déterminé à propager son idéal sur les sept mers, à l'étendre et à le répandre sur les sept continents de la terre, même s'il faut employer la force. Nous sommes les descendants des dieux. Nous devons régner sur le monde. »

Je fais observer qu'il ne s'agit pas là d'une rodomontade d'étudiants après boire. L'homme qui s'exprimait ainsi était ministre de la guerre, il occupait un rang éminent dans ce

parti militaire qui règne au Japon par la terreur, et recourt à l'assassinat pour châtier le crime de tiédeur nationaliste. Cette voix est celle d'un des grands de l'État qui proteste à Genève de son amour de la paix et feint de ravager la Chine du Nord à contre-cœur, par devoir rigoureux de procéder à une opération de police. Comment l'honneur nippon qu'on affirme chatouilleux s'accommode-t-il de ce double langage, voilà qui demeure pour nous plein d'obscurité. Ce qui est clair, c'est que la classe aujourd'hui maîtresse des destinées du Japon brûle d'imposer au monde entier l'idéal délicat qui tient pour la plus haute des vertus civiques de s'ouvrir le ventre avec un poignard en l'honneur du prince.

Il faudrait aussi rapprocher du discours officiel du chancelier Hitler les idées répandues à foison dans son livre Mein Kampf *et les manifestations oratoires de son ministre Goering, exaltant l'unique excellence de la race germanique, et proclamant son droit à l'hégémonie du monde.* Mein Kampf *réédité et tiré à plusieurs centaines de mille exemplaires va devenir le manuel obligatoire du bon Allemand.*

Si le Japon, l'Allemagne, l'Italie, se croient également destinées par un décret divin à posséder l'empire de la terre et à le conquérir par tous les moyens, il est vain de les convier à la table de Genève. Il faut les inviter à aller au dehors vider entre eux cette querelle de primauté. On s'adressera, pour organiser l'ordre international, aux nations qui n'ont pas pour la vie humaine le magnifique dédain de M. von Papen, pour qui les tranchées sont le lieu le plus désirable pour mourir, la mort la plus naturelle *(le mot est de lui), même pour un adolescent, étant l'extermination par les lance-flammes, les gaz ou le couteau de tranchée.*

Il y a là une question préalable de sincérité et de loyauté. Entretenir à l'intérieur un nationalisme congestionné, provoquant et dominateur, ne s'accorde pas avec les assurances diplomatiques multipliées à l'extérieur. Pour entrer dans la Société des peuples, il faut être capable de vivre en société. On ne peut cultiver à la fois l'olivier, et ce qu'un orateur nationaliste allemand appelait la « merveilleuse fleur de haine ». Le choix s'impose.

Il faudrait plaindre d'ailleurs ceux qui ne verraient de remède à la menace des mauvaises consciences que dans l'espoir toujours fuyant d'une sécurité uniquement fondée sur les armes. On fait le jeu des violents en leur abandonnant le droit. Notre rôle est d'aider le droit à enchaîner la force. Cela, certes, sans imprudence et sans illusion. Mais aussi sans répit, quelque éloigné que semble le but. La sagesse le commande, quand ce ne serait pas déjà le devoir.

CIVIS.

Le Système Fasciste

Rien que l'État

Le plus remarquable, sans doute, dans l'évolution accomplie par le fascisme depuis dix ans qu'il occupe le pouvoir, c'est l'étatisation croissante de ses formules et de ses réalisations.

Le contraste s'avère total entre certaines prémisses de 1922 et les aboutissements de 1932. Appelé au pouvoir contre le socialisme, pour assurer la sauvegarde du capitalisme menacé, le fascisme a, lui-même, mis ce dernier en surveillance et, ainsi que l'observe justement M. Georges Roux, « si ce n'est pas encore tout le socialisme, c'est au moins la préparation au socialisme (1) »...

Comme il est loin ce stade libéralisant où Mussolini martelait devant la Chambre de Commerce Internationale, alors réunie à Rome, ce *Credo* qui, chez nous, transportait d'allégresse les disciples attardés de Paul Leroy-Beaulieu ou d'Yves Guyot :

« Je crois que l'État doit renoncer aux fonctions économiques.

« Je crois que le gouvernement doit laisser à l'initiative privée le maximum de liberté d'action... et renoncer à toute législation d'intervention ou d'entrave...

(1) Georges Roux, *L'Italie Fasciste*, Paris, Stock, 1932, p. 113.

« Je crois que cet ensemble de forces qui, dans l'industrie, dans l'agriculture, dans le commerce et dans les transports peut être désigné sous le terme général de *Capitalisme*, n'est pas prêt à périr. Il me paraît, au contraire, prouvé que tous les systèmes d'économie dite *associée*, et qui négligent la libre initiative, sont voués à la faillite (1). »

C'était aussi le moment où le *Popolo d'Italia* représentait le *Duce* sous les traits d'Hercule accomplissant son huitième travail et le plus dur de tous : la séparation des Chemins de fer et de l'État.

Aujourd'hui la même poigne s'emploie à courber sous le Politique les destins de l'Économique et ceux du Spirituel.

A l'inverse du socialisme son rival, le fascisme, avant d'être une doctrine, a été une action. Il s'ensuit que, si le premier a tenté ailleurs de se réaliser au détriment de sa doctrine qui s'est décomposée et effritée, le second, au contraire, en se consolidant, en s'institutionnalisant, a précisé simultanément ses principes et constitué son système. Il s'est manifesté d'abord comme une affirmation de la primauté du pouvoir politique, puis comme une entreprise d'absorption de toutes les forces vives de la société par l'État. Alors que le néo-socialisme voudrait « socialiser sans étatiser », le fascisme, au contraire, tend à la « nationalisation » intégrale, et cela dans un sens beaucoup plus vrai et plus profond que le collectivisme traditionnel.

Le socialisme n'a jamais réussi à apaiser le débat intérieur qui l'obsède quant à la nature de l'État. Contraire-

(1) Discours prononcé à l'inauguration du Congrès de Rome de la Chambre de Commerce Internationale le 18 mars 1923.

ment aux croyances du vulgaire, les réformateurs des principales obédiences ont toujours aspiré à la résorption du Politique dans l'Économique, et Marx même a promis que le dépérissement de l'État suivrait de près sa conquête par le prolétariat.

Le fascisme, lui, ne connaît pas de telles incertitudes. Il est étatiste dans son essence même. Jamais il ne parle d'affaiblir l'État et de réduire ses pouvoirs. Déjà, lorsqu'ils étaient encore socialistes, certains théoriciens du nouveau régime s'élevaient contre la dissolution et l'évanouissement de l'autorité, dogme de l'École orthodoxe. Dès ce temps, selon la tradition blanquiste, ils se proposaient de saisir brutalement les leviers de commande pour les utiliser à leurs fins révolutionnaires. Aujourd'hui, maîtres de l'État, ils affirment sa primauté totale et absolue. Ils entendent contenir en lui la production des biens et les manifestations de la pensée. Ils exaltent sans mesure sa puissance sans limite.

Exposer complètement ce qu'est l'étatisme fasciste ne conduit, par suite, à rien moins qu'à l'étude complète du nouveau droit public italien. Nous ne voudrions ici qu'insister sur le phénomène d'hypertrophie de l'État se manifestant outre-monts et qui peut assez aisément s'enclore en ces deux formules : « Rien que l'État », « Tout dans l'État ».

« *Rien que l'État* », la maxime, sous cet aspect tranchant, ne se trouve pas, croyons-nous, dans les discours ou les écrits fascistes. Elle nous paraît cependant très exactement traduire la pensée qui les inspire tous. Selon la doctrine officielle de l'Italie nouvelle, seul, politiquement, l'État existe et, seul, il a des droits. Ni l'individu, ni les collectivités, ni les personnes physiques, ni les personnes morales, n'ont de réalité sociale ou de pouvoirs propres. Les uns et les autres ne vivent que par l'État et

trouvent leur fin dans l'accomplissement des fonctions que leur attribue l'ordonnancement étatique.

« *Tout dans l'Etat* », ce principe, par contre, a été proclamé par Mussolini lui-même. Il a, depuis, été répété et commenté à satiété. On en a même fait découler l'expression d' « État totalitaire », destinée à caractériser un système politique dans lequel tout existe au sein de l'État, demeure et se déroule en lui, où aucune manifestation d'activité individuelle ou collective, qu'elle soit économique, spirituelle, mondaine, sportive ou charitable, n'est ignorée de lui et indifférente à ses organes.

« Rien que l'État », « Tout dans l'État »; ces deux aphorismes sont d'ailleurs complémentaires. Le premier pose les prémisses intellectuelles dont l'autre tire les conséquences politiques. Nous consacrerons aux fondements idéologiques de l'étatisme fasciste les développements qui suivent, réservant pour une prochaine étude l'examen de la conception « totalitaire » de l'État.

I

L'étatisme fasciste repose, cela va de soi, sur la primauté de l'État. C'est l'axiome fondamental d'où tout le reste découle. Rien d'étonnant donc à ce que sa démonstration ait particulièrement préoccupé les théoriciens du régime. Beaucoup se sont contentés de simples affirmations, mais plusieurs sont allés plus loin et ont proposé une explication scientifique ou mystique de la prééminence étatique.

L'ancien Garde des Sceaux, Alfredo Rocco, a fait appel à la sociologie et sa thèse prend une importance particulière, tant du fait du rôle joué par son auteur dans l'élaboration de la législation fasciste que de l'insertion même

de l'une de ses formules favorites en tête de la Charte du Travail (1). Sergio Panunzio, dans une remarquable leçon introductive à son cours de « Doctrine de l'État », a montré les fondements psychologiques du sentiment de l'État (2). Mussolini lui-même a appliqué la théorie sorelienne du « Mythe » à l'exaltation de l'État, tandis que Giovani Gentile et ses disciples faisaient de celle-ci l'aboutissement de leur philosophie « actualiste ».

* * *

Pour le sociologisme fasciste, tel que l'expose Alfredo Rocco dans ses divers écrits ou discours, la société humaine n'est pas une réalité sociale. Elle existe seulement en tant que fait biologique. Par contre, les sociétés humaines particulières appelées nations sont, non seulement un fait biologique, mais encore une conception sociale. Pourvues d'une organisation unitaire, elles possédent une personnalité, elles ont leur vie propre; elles naissent, se développent et prospèrent; elles grandissent, déchoient et meurent comme se forment, croissent, s'affaiblissent et disparaissent les organismes vivants.

Mais la réalité de la nation transcende celle des êtres humains, et sa durée dépasse celle de la vie des mortels. Ceux-ci se succèdent dans son sein, éléments infimes et

(1) Alfredo Rocco, *La dottrina del fascismo ed il suo posto nella storia*. Discours prononcé à l'Université de Pérouse le 30 août 1925, Milan, 1925. Cet essai contient la substance de toutes les autres publications faites depuis par l'ancien Garde des Sceaux, soit en Italie, soit dans les revues françaises ou étrangères.

(2) Sergio Panunzio, *Il sentimento dello Stato*. Le texte de la leçon inaugurale du cours de doctrine génerale de l'État à l'Université royale de Rome, donnée le 28 janvier 1928, a d'abord été publié dans le numéro de juillet-octobre de la *Rivista Internazionale di Filosofia del Diritto*. Il a été ensuite reproduit en volume avec une autre étude et d'importantes notes complémentaires.

éphémères, selon un continuel processus d'intégration et de désintégration. La Nation demeure, tandis que les générations s'écoulent, car elle est quelque chose de plus et de mieux que la somme de ses membres en un instant donné. Elle forme l'unité sociale par excellence qui, à travers le temps, reste toujours identique à elle-même, avec son patrimoine propre, essentiellement spirituel, que chaque âge reçoit de ses prédécesseurs et doit transmettre, non seulement intact, mais enrichi, à ceux qui viendront après lui. Comme dans l'hypothèse de Mæterlinck où le corps social de la ruche, de la fourmilière ou de la termitière serait un corps vivant dont les abeilles, les fourmis ou les termites ne constitueraient que les organes différenciés, la collectivité seule est un tout organique dont les individus ne sont que les membres, essentiellement dépendants.

La Nation est le produit naturel de l'évolution unitaire d'une collectivité ayant depuis longtemps en commun les traditions, la langue, le territoire. Mais la société nationale par elle-même n'est rien. Livrée à elle seule, elle ne pourrait se développer, ni tout simplement subsister. C'est par l'État qu'elle existe d'abord, qu'elle réalise ensuite ses fins. Selon la terminologie scolastique qu'utilise parfois la littérature fasciste, la société est la matière dont l'État est la forme. Or, de même que la matière tend à la forme, la société nationale tend à l'État. « Sicut materia appetit formam, societas appetit Statum (1). » C'est l'État qui unifie et organise la société, de telle sorte que celle-ci ne saurait exister sans lui et en dehors de lui. Bref, si, analytiquement, Société, Nation, État, peuvent se distinguer, synthétiquement et pratiquement, ces données se confondent et s'identifient.

(1) Sergio Panunzio, *loc. cit.*, p. 68.

Du fait même que l'État absorbe la société et qu'il réalise ses fins, il reçoit de celle-ci son caractère transcendental. Il devient, comme elle, « une réalité historique et définitive (1) ». Comme elle, il possède sa vie propre, ses fins et ses buts différents et supérieurs à ceux des citoyens. Aucun droit individuel ne passe avant le droit de l'État ni ne peut conserver contre lui sa valeur. Toutes les libertés sont des concessions révocables faites par l'État dans l'intérêt social et national.

La soumission à l'État, qui découle d'abord de la nature physique de la société, procède aussi des exigences psychologiques de la nature humaine. Celle-ci possède inné le sens de l'État, qui est une forme du sens de la sociabilité.

Analogue au sentiment du vrai et du beau, celui-ci, dit Sergio Panunzio, est une donnée immédiate de notre conscience (2). Alors que nous doutons de tant de concepts théoriques et pratiques, rien n'est plus sûr dans l'intime de notre être que le sentiment de l'État. C'est un élément premier, inanalysable, un point ferme ; il existe depuis que l'homme est homme, car l'idéal unitaire de la société constitue pour l'esprit humain un besoin éternel et un idéal inextinguible. Quoique ses aspects et ses manifestations varient dans le temps et l'espace, il ne relève point cependant de l'empirisme, mais appartient au contraire, selon la formule de Jean-Baptiste Vico, à « l'histoire idéale et éternelle (3) ». Sous son influence, des

(1) Expression de Bottai, *Der italienische Fascismus* (Le fascisme italien), dans Handauer-Honegger : *Internationaler Fascismus* (Fascisme internat.), 1927, p. 5.
(2) Sergio Panunzio, *loc. cit.*, p. 70.
(3) Cf. J. B. Vico, *De uno universi furis et fine uno.*

milliers d'hommes acceptent de subordonner leur activité à une fin unique et à un unique pouvoir.

Jadis, l'unité de la famille primitive ou de la société antique découlait de la nature des choses, de leur contexture physique, de la consanguinité et du voisinage. Aujourd'hui, par contre, au sein de ces immenses collectivités que constituent les nations modernes, on ne saurait parler de liens personnels ni même territoriaux entre des millions d'individus répartis sur des centaines, parfois des milliers de kilomètres. Le lien n'est souvent ni visible ni tangible, si bien que le sentiment de l'État s'avère un phénomène d'une grandeur mystérieuse et qui tient du sublime, puisque le mécanisme physique de la contrainte ou l'action physiologique des liens du sang ne sauraient l'expliquer.

Il est le sens de l'unité morale et sociale du peuple dont l'État est l'expression vivante, la personnification politique et juridique. L'action coercitive du pouvoir reçoit de lui son fondement et son appui psychologique ; elle se spiritualise grâce à lui et se trouve suivie, acceptée, sollicitée même par la conscience individuelle.

On peut comparer au sentiment national le sentiment de l'État. Cependant, analytiquement, il ne se confond pas avec lui, car le sens de l'unité étatique et des devoirs envers elle se passe du support d'une même origine ou d'un commun destin spirituel. Il n'en reste pas moins que la coïncidence des limites et des composants d'une nation avec les limites et les composants d'un État ne dote celui-ci d'un puissant élément d'unification. De même que la Nation est la forme qualifiée « aristocratique » — dit Sergio Panunzio — de la Société, l'État fasciste est aussi l'État par excellence, parce qu'il est un État national. La doctrine nouvelle intègre, sur ce point, la tradition nationalitaire italienne, qui doit à Mazzini sa

mystique, à Spaventa sa philosophie, à Mancini sa formule juridique.

Ce qui prouve la solidarité du sentiment national et du sentiment de l'État, c'est que les mêmes événements ou les mêmes mouvements les exaltent tous deux. La Grande Guerre a montré la nécessité de l'État et le caractère essentiel du pouvoir de commandement. De même, l'après-guerre et la crise de l'État qui l'a accompagnée, l'affaiblissement du pouvoir, conséquent au conflit mondial, ont fait directement saisir par la masse ce qui n'était jusqu'alors discerné que par une élite intellectuelle ou civique. Il en va de l'État comme de la santé dont on ne connaît le prix que dans la maladie. Le sentiment de l'État est apparu d'autant plus vif et plus impulsif que l'État lui-même était plus menacé. Le besoin d'ordre et d'autorité, qui n'est qu'un de ses aspects négatifs, s'exprime alors avec autant d'intensité que le besoin de manger et de boire. Si paradoxal que cela semble, c'est le dépérissement et l'évanouissement même de l'État libéral et pseudo-démocratique, ce sont les grèves générales atteignant les centres nerveux et l'appareil circulatoire de l'État, les services publics et les moyens de communication qui, moderne et vivante version de l'apologue de Menenius Agrippa, ont instruit le peuple italien du prix infini de ce don suprême de la civilisation qu'est le régime d'État. Le sentiment commun du besoin de l'État a en quelque sorte recréé l'État. C'est pour Sergio Panunzio un nouveau *Cogito, ergo sum*. « L'État se sent — nous dit-il —, donc l'État existe. »

***

Mais, donnée sociologique ou psychologique, la réalité de l'État n'en reste pas moins une simple constatation

de fait. Il ne s'agit que d'un « indicatif ». Comment celui-ci sera-t-il transformé, « hypostasié », selon l'expression d'un philosophe, en « impératif (1) » ?

La réponse fasciste quitte ici le domaine des réalités observables, sur lesquelles elle s'était jusqu'alors appuyée, pour relever désormais de la croyance.

La Nation-État est déclarée divine « parce qu'elle est l'expression complète du devenir de l'esprit et qu'ainsi elle renferme en soi le genre et l'espèce ; parce qu'elle est la synthèse de l'universel et de l'individuel, et qu'ainsi elle renferme en soi les raisons de notre droit autant que de notre devoir, les raisons de l'extension de notre individualité autant que de ses limites (2) ».

Dans une semblable formule, il n'est évidemment plus question de l'État dont la notion relative se dégage de l'histoire ; il s'agit d'un État idéal, d'un phénomène spirituel. Telle est d'ailleurs très exactement la définition que Mussolini lui-même donne de la substance de l'État qui, « dans son apparition et ses développements, est une manifestation de l'esprit (3) ». L'État est un *Mythe*, mais un *Mythe* au sens sorélien du terme, qui ne veut pas dire illusion, mais, au contraire, croyance et foi, source de passion et d'action.

L'auteur des *Réflexions sur la Violence* l'a dit dans une page essentielle et qu'il est indispensable de rappeler ici : « Il n'y a aucun procédé pour prévoir l'avenir d'une manière scientifique ou même pour discuter sur la supé-

(1) Cité par E. Duthoit, dans *Le rôle économique de l'État*, Paris-Lyon, 1923, p. 57.

(2) B. Giuliano, *L'esperienza politica dell'Italia*, Florence, 1924, p. 200.

(3) B. Mussolini, Discours du 10 mars 1929, cité par Gerhard Leibholz, *La Structure de l'État fasciste*, dans *Les Documents de la Vie Intellectuelle*, 20 mars 1930, p. 427.

[illegible] que peuvent avoir certaines hypothèses sur d'autres. Mais d'autres exemples mémorables nous démontrent que les plus grands hommes ont commis les erreurs prodigieuses en voulant ainsi se rendre maître des forces, même les plus vaines. Et, cependant, nous ne saurions agir sans sortir du présent, sans raisonner sur cet avenir qui semble condamné à échapper toujours à notre raison. L'expérience nous prouve que les constructions, d'un avenir indéterminé dans le temps, peuvent avoir une grande efficacité et n'avoir que bien peu d'inconvénients ; lorsqu'elles sont d'une certaine nature, cela a lieu quand il s'agit de mythes dans lesquels se retrouvent les tendances les plus fortes d'un peuple, d'un parti ou d'une classe, tendances qui viennent se présenter à l'esprit avec l'insistance d'instincts, dans toutes les circonstances de la vie, et qui donnent un aspect de pleine réalité à des espoirs d'action prochaine sur lesquels se fonde la réforme de la volonté. Nous savons que ces mythes sociaux n'empêchent nullement l'homme de savoir tirer profit de toutes les observations qu'il fait au cours de sa vie et ne font point obstacle à ce qu'il remplisse ses occupations normales. Il faut juger les mythes comme des moyens d'agir sur le présent, et toute discussion sur la manière de les appliquer matériellement sur le cours de l'histoire est dépourvue de sens. C'est l'ensemble du mythe qui importe seul ; ses parties n'offrent d'intérêt que par le relief qu'il donne à l'idée contenue dans la construction [illegible] »

Benito Mussolini, dont on connaît les attaches avec le théoricien de la violence, répugne comme son maître à l'*Utopie*, c'est-à-dire à un système philosophico-politique, au dessin précis, produit d'un travail intellectuel et dont

[illegible] Georges Sorel, *Réflexions sur la Violence*, Paris, 2e éd., 1910, pp. [illegible]-[illegible].

il conviendrait d'appliquer les conséquences point par point. Au contraire, le *Duce* affirme la fécondité du *Mythe* qui n'est pas une description de choses, mais une expression de volonté (1). Qu'importe alors qu'il y ait ou non correspondance préalable avec la réalité matérielle! Par l'action qu'il engendre, par « le puissant appel d'air » qu'il détermine, l'État-mythe s'avère une réalité, non point sans doute la réalité qui n'est pas, mais la réalité qu'il crée et qui, elle, existe effectivement (2).

Nous sommes ici au cœur de la philosophie du fascisme. Le succès politique du mouvement n'a été tel que parce qu'il était accordé intellectuellement au climat spirituel de l'Italie d'après-guerre. La conception de Georges Sorel se trouve en effet rejointe, renforcée et dépassée par l'école idéaliste, néo-spiritualiste ou encore actualiste, dont Giovanni Gentile est le chef (3). Celle-ci réduit, comme l'on sait, l'Être au Connaître, la réalité à l'Idée. L'État fasciste apparaît ainsi comme une création toute spirituelle, comme une idée qui s'applique vigoureusement, mais qui reste néanmoins une Idée (4), car il n'y a rien dans le monde que ce que veut la pensée et c'est la connaissance elle-même qui a, elle-même encore, créé son propre objet. Seulement, ce moi voulant et auteur

(1) G. Guy-Grand, *La philosophie syndicaliste*, Paris, 1911, p. 88.

(2) Pierre Lasserre, *Georges Sorel, théoricien de l'impérialisme*, dans *Cahiers de la Quinzaine*, 18-XVIII, Paris, 1928, p. 43.

(3) Deux juristes, MM. Volpicelli et Spirito, ont fondé en 1928 une revue : *Nuovi studi di Diritto, Economia e Politica*, qui s'efforce de construire une théorie générale du droit reposant sur le fondement de la philosophie « idéaliste » de Giovanni Gentile. Cf. Francesco Olgiati : *Una « nuova » concezione storistica del Diritto*, dans *Rivista Internazionale di Scienze Sociali* (janvier 1931).

(4) *Relazione e proposte della Commissione presidenziale per lo studio delle reforme costituzionali*, Rome, 1925, p. 8. Cette commission était présidée par G. Gentile.

des choses n'est pas le moi individuel, c'est un moi collectif, un moi social et national, dont la personnalité unique et transcendantale — celle de l'État, en définitive — absorbe les individus et existe seule. Le droit n'est que la volonté de l'État. C'est son moi voulu, toujours dépassé par son moi voulant. Les normes sont ainsi en continuel devenir et découlent de l'histoire politique : l'historicisme est le corollaire juridique de l'étatisme.

Ainsi, de quelque côté qu'il se tourne, qu'il invoque la science, le sentiment ou l'idéal, le fascisme répond toujours de même : L'État est une réalité, la réalité suprême ; bien mieux, la réalité exclusive.

II

En affirmant ainsi la primauté, sinon l'exclusivité de l'État, le fascisme se place tout naturellement au contrepied de l'individualisme classique en honneur dans l'Europe occidentale au XIXe siècle et au premier quart du XXe siècle.

Toutes les doctrines issues de celui-ci, dans leurs divers aspects : libéraux, démocratiques et même socialistes, s'appuient sur les prémisses de la philosophie formulée par l'*École du Droit de la Nature et des Gens*, idéologie immanente aux révolutions anglo-américaines et transcendée par la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Selon celle-ci, l'Individu constitue la fin de l'État et la société politique a comme raison d'être de permettre, grâce à son organisation juridique, le jeu de l'activité spontanée et autonome des gouvernés, but, condition et moyen de la prospérité individuelle et collective.

La Société, fondée sur le Contrat, est nécessairement de structure atomistique et mécaniste. Elle est la somme des êtres vivants au sein d'une génération donnée. Elle se dissout dans les individus qui la composent. Ses buts se résorbent dans la multitude des fins que tous et chacun se proposent. L'autorité publique n'a d'autre fonction que d'assurer l'autonomie des volontés particulières et leur conciliation, en laissant à chacun le maximum de liberté possible dans le développement de son activité propre, sous la seule réserve que la liberté des uns n'entravera pas la liberté des autres.

L'Homme, selon le précepte d'Emmanuel Kant, est une fin, qui ne doit jamais être réduit à la valeur d'un moyen. Par suite, l'individu possède des droits innés, droits antérieurs et supérieurs à l'État que celui-ci devra respecter. La définition et la garantie des droits individuels sera le problème fondamental du droit public.

Initialement, le libéralisme réclame le droit à la liberté individuelle. Plus tard la conception démocratique requiert la liberté politique, c'est-à-dire la participation de tous au gouvernement de la chose publique. Enfin, le socialisme revendique la Justice sociale, c'est-à-dire le droit au produit intégral du travail (1).

Vis-à-vis de ces frères rivaux, mais contre lui associés, le fascisme s'insurge. Pour lui, la réalité sociologique, psychologique ou éthique, ce n'est pas — venons-nous de voir — l'Individu, mais l'État. Alors que le libéralisme prétend sous la plume de Benedetto Croce que « l'État est une simple abstraction, une représentation générale »,

(1) Le schéma de la doctrine individualiste que nous traçons ici ne vise pas à reproduire exactement les données de celle-ci, mais plutôt à la présenter sous l'aspect grossi et quelque peu déformé que lui prête la vision fasciste.

la doctrine fasciste, sous celle de Giovanni Gentile, déclare qu'Il est un Être d'un type nouveau et unique absorbant ses composants individuels ou collectifs. Ils ne s'agit plus seulement de la prépondérance de l'intérêt particulier, de la personnification morale traditionnelle, mais d'une nouvelle ontologie sociale, où l'État hypostasié affirme sa primauté (1).

« La Nation — dit l'article 1 de la Charte du Travail — est un organisme doué d'une existence de buts et de moyens d'action supérieurs, en puissance et en durée, à ceux des individus, isolés ou groupés, qui la composent (2). »

La Société nationale obéit donc à des devoirs propres de conservation, d'expansion, de perfectionnement, totalement distincts des fins des individus dont elle est provisoirement composée et en éventuelle contradiction avec les objectifs et les intérêts de ceux-ci. Sa grandeur et sa durée dépassent incomparablement le médiocre et court destin des chétives individualités qui la forment. Par suite, l'individu ne peut être considéré comme la fin de la société ; il n'en est qu'un moyen : le problème fondamental du droit public est celui du droit de la société et de l'assujétissement de l'individu à ses fins. Il y a priorité du devoir des individus sur les droits de ceux-ci.

Le rapport qui unissait traditionnellement l'individu à la collectivité est ainsi complètement renversé. Ce n'est pas la collectivité qui sert l'individu, mais l'individu qui sert celle-ci et qui s'absorbe en elle.

Sans doute, le fascisme déclare-t-il le fait de la personnalité commune à tous les hommes « acquisition défini-

(1) Cf. Roger Crosti, *La conception fasciste de l'État*, dans *l'Europe Nouvelle* du 22 octobre 1932, p. 1259.

(2) Joseph Delpech et Julien Laferrière, *Les Constitutions modernes*, Paris, 1928-1931, supplément, p. 42.

tive de l'esprit », mais en même temps il modifie profondément le contenu de cette personnalité. Le concept purement négatif, selon lui, d'une liberté juridique, considéré comme une sphère soustraite à l'action de l'État, à raison du postulat éthique de l'autonomie individuelle, se transforme en notion positive du devoir-fonction, se traduisant par la participation active de l'individu à la réalisation de l'État (1). Mais, de cette participation, l'individu n'est point juge, il est dans une situation constante de réquisition forcée, et tout le mécanisme constitutionnel est conçu pour faire seulement de lui un sujet ou un agent, pour lui interdire toute influence gouvernante.

Sans doute aussi, la doctrine fasciste assure que subordination ne veut pas dire annulation. Elle admet que le destin de l'individu, malgré ses faiblesses et sa précarité, importe à la société, que, s'il n'est pas la fin de celle-ci, il ne lui est cependant pas indifférent. Par suite, l'État identifié à la société nationale a intérêt à la prospérité de chacun. En considération de l'intérêt social, l'État doit protéger et favoriser l'activité des individus, leur garantir les conditions nécessaires au libre développement de leurs facultés, car la suppression ou même la diminution des personnalités compromet les intérêts bien entendus de la collectivité. Tel est en particulier, comme on le verra dans la seconde partie de notre étude, le raisonnement sur la liberté économique sous-jacent à la Charte du Travail. Dans le cours normal de la production et des échanges, il est utile de laisser le champ ouvert à l'initiative individuelle, car l'aiguillon de l'intérêt est le plus sûr moyen d'obtenir le maximum de résultats avec le minimum d'efforts. Mais la liberté économique n'est pas reconnue dans

(1) Carlo Costamagna, *Premesse allo Studio del nuovo Diritto italiano*, dans la *Rivista di Diritto Publico*, décembre 1931, p. 583.

l'intérêt individuel, elle est admise seulement dans celui de la société nationale se réalisant dans l'État. Comme la liberté tout court, elle ne se maintient et ne subsiste que dans la mesure où elle sert la collectivité. Le jour où elle menacerait d'entrer en concurrence avec l'intérêt national interprété par l'État, elle lui serait impitoyablement et immédiatement sacrifiée.

Par suite, dans le système « statocratique » et « totalitaire », l'État étant la source du Droit et ayant seul des droits, la notion de droits individuels disparaît et les rapports entre les citoyens et l'État se trouvent exclusivement situés sur le plan du devoir.

La conception fasciste, qui fait de l'État une entité concrète vivante et autonome, une unité éthique, politique et économique, fin sociale et idéale de ses membres, élimine la notion de l'individu sujet de droits publics.

Ceci découle, non seulement des prémisses philosophiques que nous venons d'analyser, mais encore ressort du droit positif. La loi du 9 décembre 1928 sur le Grand Conseil fasciste, qui établit à son article 12 une distinction entre les matières constitutionnelles et les matières législatives, n'indique pas, parmi celles-ci, les droits individuels naguère définis par la Charte albertine. C'est là le signe évident que ces libertés ne relèvent plus du nouveau droit constitutionnel issu de la revision fasciste. Il ne s'agit en effet ni d'une inadvertance, ni d'un sous-entendu, mais d'une élimination délibérément voulue en harmonie avec la doctrine de l'État fasciste, qui considère comme dépassés la théorie des libertés individuelles en même temps que le principe individualiste... Il n'y a plus place pour l'individu sujet de droit en face de l'État. Le citoyen est simplement l'objet de la norme générale de subordination aux fins étatiques et des lois constructives qui assurent son application.

III

Que le fascisme soit une réaction anti-individualiste, c'est un point de vue rarement contesté et au surplus difficilement contestable. Par contre, la position de la doctrine italienne d'aujourd'hui vis-à-vis des collectivités sociales, beaucoup plus difficile à déterminer, a donné lieu à de nombreuses erreurs d'interprétation.

En effet, non seulement le fascisme se rencontre dans sa critique de l'individualisme avec les doctrines traditionnalistes ou syndicalistes, mais il compte aussi parmi ses théoriciens des traditionnalistes et surtout des syndicalistes qui n'ont pas renoncé à présenter les constructions mussoliniennes comme la réalisation de leurs principes.

Lorsque le fascisme parle de « sociétés particulières » dont la réalité et les buts spécifiques seraient la pierre angulaire de sa théorie, les formules dont il use évoquent invinciblement le langage de l'école traditionnaliste. Alfredo Rocco fait directement écho à de Bonald ou à Joseph de Maistre, à moins que ce ne soit à Renan, à Taine, à Paul Bourget ou à Charles Maurras, c'est-à-dire tous ceux que groupe en France le même drapeau de la « Contre-Révolution ».

De même, le fascisme paraît s'inspirer du sociologisme le plus authentique, celui de Comte et celui de Durkheim, pour affirmer la réalité propre du groupe et sa prépondérance sur ses composants individuels.

Mais les réminiscences sont accidentelles et les concordances incomplètes. En effet, comme l'observe Silvio Trentin (1), la primauté de l'idée de « groupe » sur celle

(1) Silvio Trentin, *Aux sources du fascisme*, Paris, 1931, p. 197.

d' « individu » et la subordination de l'individu aux sociétés, unités organiques assimilatrices de leurs éléments constitutifs, devrait nécessairement conduire à cette alternative :

ou bien la solution traditionnaliste qui personnifie les prérogatives souveraines dans la volonté d'un sujet unique, monarque désigné par une investiture divine ou héréditaire, en vertu de l'histoire nationale (1) ;

ou bien la solution syndicaliste privant l'État de tout rôle dans le processus d'unification de la vie sociale et refusant aux gouvernants tout droit d'imposer leur volonté aux gouvernés. On conçoit alors la société politique comme une sorte de fédération de services publics, « qu'administrent les détenteurs de la plus grande force ayant, non plus le droit de commander, mais le devoir d'assurer le fonctionnement ininterrompu et productif de ces services (2) ».

Or le fascisme n'admet ni l'une ni l'autre de ces deux conceptions.

Il n'est point traditionnaliste, mais révolutionnaire ; il ne s'est point arrêté, comme certains l'avaient cru, à la solution conservatrice du retour au Statut ; il a, au contraire, réduit à presque rien les prérogatives de la Couronne. Quant aux collectivités intermédiaires, il les a assujetties par une centralisation rigoureuse tout à fait opposée aux conceptions du néo-monarchisme français. Les créations mussoliniennes sont de style consulaire ou impérial et nullement d'ancien régime. Elles réalisent, comme nous le verrons, une absorption de toutes les forces

(1) J. de Maistre, *Soirées de St-Pétersbourg*, 3 entretiens, Paris, 1872, I, p. 207 ; Bonald, *Législation primitive*, Discours préliminaire, 5e éd., p. 41.

(2) Duguit, *Traité de droit constitutionnel*, 3e éd., 1927, t. I, pp. 665 et s.

vives du pays qui laisse bien loin derrière elle les modèles napoléoniens.

Pas davantage le fascisme ne saurait se confondre avec le syndicalisme ; celui-ci tend à la limite, à la destruction de l'État ; celui-là au contraire renforce et exalte l'État. L'organisation corporative a réalisé l'étatisation du syndicalisme.

Dans la synthèse tentée par le fascisme du Nationalisme et du Syndicalisme, les deux éléments ont révélé, à un moment donné, leur antinomie. L'un a dû faiblir et se soumettre à l'autre. En vertu même des postulats sociologiques, psychologiques et mystiques que nous avons analysés plus haut, la Nation l'a emporté sur le Métier.

*
* *

La notion de droit public subjectif, rejetée tout à l'heure en ce qui concerne les personnes physiques, se trouve ainsi pareillement éliminée en ce qui regarde les personnes morales. Ayant écarté l'individu, le droit nouveau ne parvient point à se rétablir sur un fondement dualiste : l'État d'une part, les corporations de l'autre.

D'aucuns ont semblé croire qu'après avoir restauré l'autorité gouvernementale dans tout son prestige et sa force, le fascisme avait libéré les collectivités intermédiaires et spécialement les groupements professionnels, puis les avait intégrés dans la constitution de l'État rénové. Ils en concluaient que le système juridique d'outre-monts comportait ainsi, sous l'ordonnancement juridique supérieur de l'État, une pluralité d'ordonnancements juridiques secondaires et qu'une telle construction — réserve faite de la place attribuée aux individus — se rapprochait très sensiblement de la théorie institutionna-

liste française préfigurée d'ailleurs en Italie par Santi Romano.

Mais — nous le démontrons ailleurs — l'État syndical ou corporatif du fascisme est tout autre chose (1). C'est un État hypercentralisé où le milieu professionnel, loin de s'organiser lui-même spontanément et librement, se trouve administré hiérarchiquement par des organes politiques spécialisés. Ni la logique des institutions, ni le droit positif d'outre-monts n'admettent de dualisme juridique. Comme l'a fort bien établi Carlo Costamagna — auteur d'un important *Traité de Droit corporatif* — la Charte du Travail ne reconnaît pas plus aux syndicats qu'aux individus de droits subjectifs. C'est exclusivement sur le principe du devoir que celle-ci fonde l'organisation professionnelle, c'est comme une fonction et non comme un droit que les statuts syndicaux analysent la propriété ; c'est le maintien de la discipline de la production et du travail » qui est le but des associations de métiers ; c'est la subordination aux intérêts supérieurs de la production » qui doit permettre aux syndicats de concilier les intérêts opposés lors de la conclusion de conventions collectives ; c'est la même règle objective qui inspire les jugements de la magistrature du travail, et ce principe est au fond que la transcription en termes économiques de la norme universelle du droit fasciste : la subordination individuelle ou collective aux fins transcendantes de l'État.

Dans ce cas, il paraît impossible, à moins de vouloir se faire à soi-même illusion, de parler encore d'*autorité*, au sens donné à ce terme dans le système juridique préfascistes. — Si certains s'obstinent outre-monts à maintenir

(1) Cf. Marcel Prélot, *La Théorie de l'État dans le droit fasciste*, dans les *Mélanges Carré de Malberg*, Paris, 1933, pp. 459 et s.

les figures traditionnelles dont ils usaient naguère, il faut voir dans leurs tentatives obstinées de conciliation un nouveau témoignage de ce tempérament conservateur, propre aux juristes, qui leur fait si souvent verser le vin nouveau dans les outres vieillies. L'effort pour user des catégories libérales dans l'élaboration d'un droit absolutiste procède évidemment de scrupules infiniment respectables, mais qui ne sauraient, toutefois, masquer le caractère artificiel de la tendance qui les inspire. Incontestablement, la logique est du côté de la jeune école de droit fasciste lorsqu'elle préconise contre ses anciens maîtres une rénovation de la technique parallèlement à celle des concepts informateurs.

Il y aurait le plus grand intérêt à suivre sur ce point les tentatives faites outre-monts pour abandonner l'ancien subjectivisme de Jellineck qu'Orlando avait fait régner quasi sans conteste dans le droit public de la péninsule et pour fonder la législation fasciste sur un système d'objectivisme radical inspiré des travaux de Léon Duguit. Mais cette recherche nous entraînerait dans un domaine où triomphe l'abstraction (1). Plus concret et, au surplus, peut-être plus immédiatement probant sera, avant de conclure, d'observer l'application de la maxime « Rien que l'État » sur le terrain de la politique familiale où se retrouvent les mêmes équivoques qu'en matière syndicale.

*
* *

Lorsque l'on considère superficiellement ou rapidement la nouvelle législation italienne du mariage ou de l'enfance, celle-ci paraît faire siennes nombre de revendications qui, en France, sont celles des ligues et associations

(1) Cf. les conclusions de notre étude précitée.

familiales. Sur nombre de points, les innovations du droit civil fasciste accèdent aux requêtes formulées du point de vue même de la « cellule sociale ».

Mais cette coïncidence dans les résultats concrets résulte, comme tout à l'heure, d'affinités surtout négatives. Les familiaux sont anti-individualistes ; le fascisme l'est aussi, l'accord peut donc exister entre eux jusqu'à un certain point. L'opposition, par contre, apparaît complète sur les buts fondamentaux.

Pour les « familiaux », la famille a une mission à remplir. Elle exerce une fonction physique et morale de « recrutement de la race ». Elle accomplit celle-ci sous la direction du père. Le droit aide à la transmission de la vie, mais il ne saurait y contraindre. La protection de la femme ou l'éducation des enfants peuvent légitimer et même exiger une intervention de l'État ; cependant, d'une façon générale, les « familiaux » ont vis-à-vis des pouvoirs une défiance instinctive. Ils savent l'extrême délicatesse présidant aux relations familiales et le caractère presque toujours fâcheux des interventions extérieures, spécialement administratives. Une pudeur et comme un mystère entourent les relations du foyer. La famille ne demande à la loi que de ne point la mettre en condition économique ou morale telle qu'il lui soit impossible de se sauver elle-même. Pour le reste, elle entend vivre son destin propre de « société naturelle dont le père est le chef (1) ».

Or, les orientations du fascisme sont toutes différentes. A côté de l'adoption de mesures qui, du point de vue moral ou technique, peuvent marquer un retour heureux à de sages principes ou correspondent à d'utiles inno-

(1) André Rouast, *La Famille*, t. II du *Traité pratique de Droit civil* de Planiol et Ripert, Paris, 1926, p. 4.

vations, apparait surtout la tendance à absorber dans le droit public ce qui forme, précisément, le droit privé par excellence. Le contrôle de l'État s'exerce sur la famille comme il le ferait sur l'administration d'une œuvre d'assistance ou de prévoyance. « La réglementation des devoirs de charité et d'assistance ne semble plus tenir compte de l'affection naturelle jugée suffisante pour laisser à la liberté et à la conscience des membres de la famille le soin de se venir en aide (1). » L'idée des droits de l'autorité familiale a cédé nettement le pas à celle d'une fonction publique exercée par celle-ci en vue d'une fin conforme à l'intérêt collectif.

L'État considère l'union des conjoints comme « un acte d'abdication et de sacrifice des individus dans l'intérêt de la société (2) ». Il pénètre à l'intérieur du foyer. Il s'y livre aux investigations les plus arbitraires. Il y prononce les sanctions les plus sévères. « Pour une violation de la loi morale, pour le non-accomplissement d'un devoir qu'un meilleur esprit de charité aurait imposé, on assistera à l'emprisonnement des autorités familiales (3). »

Cette disposition du code pénal n'est d'ailleurs nullement isolée. Elle procède de la ligne de conduite générale adoptée dans la législation civile elle-même. En matière de tutelle, par exemple, les autorités familiales ont vu restreindre considérablement leurs droits par les contrôles répétés du juge ainsi que par le nombre ou le

(1) André Colin, *La famille dans la législation italienne*, Paris, 1931, p. 382. Nous nous référons d'autant plus volontiers aux conclusions de cette excellente thèse que son auteur, tout en faisant les réserves que nous indiquons, y témoigne d'une certaine faveur à l'égard des réformes fascistes.

(2) Alfredo Rocco, *La legislazione*, dans *Civiltà fascista*, pp. 297 et ss.

(3) André Colin, *loc. cit.*, p. 385.

caractère vague des cas de déchéance et de suspension prononcés même sur recours de l'intéressé.

Le principe de hiérarchie, si fortement affirmé dans l'État, est méconnu là même où il est le plus naturel. « De l'excès de complaisance envers le père de famille, on est passé d'emblée à l'excès inverse (1). » L'admission de la recherche de la paternité, les facilités mises à la reconnaissance des enfants adultérins, la large possibilité de légitimer les enfants naturels par décret royal, la possibilité d'adopter ceux-ci, les multiples mesures civiles ou pénales destinées à éviter les abus de la puissance paternelle manifestent que la sollicitude du législateur va surtout à la vie qui monte.

Mais cette attention n'est pas inspirée par l'humanité ou le respect envers la débilité du jeune âge : elle s'adresse, en bloc, à la génération qui vient, qui sera la substance de l'État de demain et qui déjà dépend de celui d'aujourd'hui. Mussolini le déclare : « L'éducation ne doit appartenir qu'à l'État (2) », et l'officieux *Popolo d'Italia* commente : « L'éducation familiale est égoïste (3). » En fait, le père de famille est obligé de confier ses enfants aux organisations fascistes, aux *Balillas* ou aux « Avant-Gardes », à moins que ce ne soit aux « Petites Italiennes ». Non seulement, de l'autre côté des Alpes, l'enseignement de l'école n'est politiquement ou philosophiquement neutre ni en fait ni en droit, mais encore il n'existe aucune contre-partie de temps libres où la famille puisse former les siens, soit elle-même, soit en le confiant à des organisations de son choix. Le régime fasciste prend en main l'éducation intellectuelle, physique ou morale de

(1) André Colin, *ibid.*
(2) Discours du 25 mai 1929, cité par A. Colin, *eod. loc.*
(3) Juillet 1931, *ibid.*, p. 385.

l'enfant pour l'assimiler en lui et résorber sa personne au moment où elle est encore essentiellement malléable et plastique dans le grand Tout étatique.

*
* *

A-t-il vous-nous forcé la pensée du fascisme? Nous croyons au contraire avoir présenté la nouvelle doctrine dans toute son originalité et toute son ampleur. Tout placée là où elle aime se considérer elle-même, « à son rang dans le développement de l'histoire » que remplit la lutte entre « le principe d'organisation incarné dans l'État » et celui de désagrégation, « représenté par les individus et par les groupes (1) ».

Le Fascisme reprend aux yeux de ses fidèles la tradition brisée de l'Empire Romain. Depuis la chute des Césars se poursuit un duel grandiose dont les alternatives variées remplissent le monde :

D'abord, les invasions barbares et le Moyen-Age ont été une période d'émiettement de l'autorité et d'évanouissement de l'idée de pouvoir. Puis la Renaissance a marqué un retour offensif de l'État et le début d'une période organique, dont le point culminant est marqué par la fin du XVIIe siècle. Mais, au XVIIIe, le principe de désagrégation a repris le dessus avec la Révolution française. Tenues quelque temps en respect par le redressement du sentiment national et par l'empire napoléonien, les forces destructives l'ont emporté, après 1815, sous les couleurs séduisantes du libéralisme d'abord, du démocratisme

(1) Alfredo Rocco, *La crise de l'État, En Italie : La solution fasciste*, dans *La Revue des Vivants* de juillet 1927, p. 947.

ensuite, du socialisme enfin, condamnant l'État à la décrépitude et à la ruine.

Mais le Fascisme s'est dressé. C'est là son rôle historique et sa valeur propre. Il ferme le cycle des défaillances de l'État et ouvre l'ère moderne de sa reconstruction et de sa puissance.

Ni l'Individu, ni la Famille, ni le Métier, ni la Commune, ni la Province, ni la Personne humaine, ni les Sociétés nécessaires, ni les Collectivités intermédiaires... *Rien que l'État...*

MARCEL PRELOT,
Professeur à la Faculté
de Droit et des Sciences Politiques
de l'Université de Strasbourg

NOTES ET RÉFLEXIONS

Chronique politique et sociale

France — Italie

Une « Exposition fasciste » est ouverte à Rome depuis plusieurs mois. Avec une merveilleuse ingéniosité, utilisant dessins, graphiques, images et reliques (profanes, bien entendu), elle raconte, explique et ressuscite l'épopée fasciste.

Dès l'abord, des devises, écrites en caractères géants, citations du nouvel Évangile sur les murs du Temple, créent l'« atmosphère », et le visiteur, instinctivement, se découvre : « Croire — Obéir — Combattre » — « Ordre — Hiérarchie — Discipline ».

Voici des pensées de Mussolini : « *Memento audere semper.* » — Les Romains (l'histoire ancienne de Rome est évoquée jusqu'à l'obsession) disaient : Si tu veux la paix, prépare la guerre. Contre cette maxime, qu'on ne s'élève point par idéologie, ou par faiblesse congénitale. « Le patriotisme n'est une vertu que s'il s'accompagne de sacrifice. — A l'heure de la victoire, la longue souffrance arrache des larmes de joie même aux yeux qui ont beaucoup vu et beaucoup pleuré. — Nos morts n'ont pas discuté : ils ont accepté. — Et voici la conséquence : « Au nom de Dieu et de l'Italie, je jure d'o-« béir sans discuter aux ordres du Duce, et de servir de tou-« tes mes forces, et s'il est nécessaire au prix de mon sang, « la cause de la Révolution fasciste. »

Pénétrons dans le Saint des Saints, le « *Sacrario* » : une grande rotonde. Face à l'entrée, une croix géante et nue aux

reflets d'acier. A ses pieds, des couronnes, une jonchée de fleurs. Sur les parvis, le mot « Présent! Présent!... » répété à l'infini, en lettres blanches sur fond gris, et couvrant tout. Un soldat en armes. Silence absolu des vivants. L'hymne fasciste, venant comme d'un rêve... C'est la salle des martyrs, consacrée à tous ceux qui tombèrent pour la grandeur de la nation ou le triomphe du nouveau régime. Impossible de se défendre d'une impression de respect, de pitié pour les victimes, de sympathie irraisonnée pour les jeunes créateurs d'une Italie nouvelle.

Les progrès matériels accomplis en Italie (routes, canaux, agriculture, etc., etc.) sont considérables. Ils représentent peut-être, en notre vieille Europe, un succès sans précédent. Mais notre intention n'est pas de les décrire : nous voudrions exposer rapidement le problème très complexe des relations franco-italiennes.

La tension actuelle doit-elle aboutir fatalement à une guerre — comme on le dit sans ambages de l'autre côté des monts? (1)

Ce n'est pas en quelques pages qu'on peut exposer toute la profondeur et la complexité du différend franco-italien. En voici cependant les données essentielles, ramenées à leur plus simple expression :

1° *Parité navale*

C'est pour le gouvernement fasciste une pure question de prestige. Il est bien évident, en effet, que la France ne peut consentir à la parité navale. Elle perdrait toute indépendance dans la Méditerranée. Obligée de répartir ses unités sur toutes les mers du globe, la parité signifierait pour elle infériorité grave, et compromettrait, notamment, la liberté de ses communications, d'importance vitale, avec l'Afrique du Nord.

Aucun accord ne peut intervenir sur cette base. Mussolini le sait et le comprend. Mais il a soin de garder cette question toujours ouverte, afin de tenir son peuple — j'allais dire ses troupes — en haleine.

(1) « La guerre avec la France est inévitable et prochaine », nous ont déclaré à Rome de nombreuses personnalités.

2° *Relations avec la Yougoslavie*

L'Italie fasciste accuse la France de comploter son encerclement en protégeant l'existence, sur la rive opposée de l'Adriatique, d'une grande Yougoslavie bien armée.

L'Italie prétend, d'autre part (revendication exprimée avec violence par la presse, le cinéma, etc.), qu'en l'empêchant d'occuper la Dalmatie, les Alliés ont renié leur signature au Pacte de Londres (26 avril 1915).

C'est abuser singulièrement de l'ignorance populaire. L'Italie a-t-elle, oui ou non, fait accord avec la Yougoslavie par le traité de Rapallo (12 novembre 1920) et par celui de Rome (27 janvier 1924)? En compensation de la Dalmatie, où elle garde Zara, sans parler des îles, elle a obtenu Fiume, et l'annexion de 500.000 Slovènes. Si quelqu'un peut se plaindre, finalement, au nom du principe des nationalités, régulateur de tous les traités de paix, ce n'est pas le gouvernement de Rome (peu nombreux sont les Italiens établis sur cette côte escarpée de la Dalmatie), mais plutôt le voisin Yougoslave.

En remplissant loyalement ses devoirs d'alliée envers le gouvernement de Belgrade, la France n'a d'intention hostile contre personne. Elle travaille seulement à garantir la paix. Constamment agressive au contraire, l'Italie (elle en donne du moins l'impression) vise à faire jaillir de cette Macédoine, qui depuis des siècles a été le tourment de l'Europe, l'étincelle qui mettra le feu aux poudres. Tous les moyens sont bons pour créer des incidents, et la vieille théorie allemande des « droits historiques » est largement exploitée. Il est vrai, la République de Venise a eu jadis des comptoirs sur la côte dalmate. Mais les rois de France, et d'autres encore, n'ont-ils jamais rien possédé en Italie?...

3° *Révision des traités*

Depuis 1928, le gouvernement fasciste s'est déclaré officiellement partisan de la révision des traités. Il est devenu révolutionnaire en Europe. A toute occasion, il soutient avec violence les revendications des États vaincus (Allemagne, Hongrie, etc.).

Pourquoi?

Parce que l'Italie, selon lui, n'a pas achevé son unité nationale, et n'a pas obtenu les colonies auxquelles elle a droit.

L'Exposition Fasciste met en vive lumière cette revendication. Voici quelques citations de Mussolini, qu'elle reproduit en caractères géants :

« Nous qui avons affronté les ennemis et leurs feux, nous balaierons aussi les saboteurs de la victoire. » Un peu plus loin : au premier rang des « saboteurs de la victoire » figurent... les Alliés. Mussolini lance une attaque toute spéciale contre le président Wilson, puis il déclare (attention aux dates, elles ont une extrême importance), 9 mai 1919 : « Il pourrait se faire que la digestion des trois banqueteurs, qui à Paris ont dévoré l'univers, soit particulièrement laborieuse et difficile », 15 mai 1919 : « C'est une opinion répandue en Italie que l'histoire ne finit pas à Versailles » ; et le 30 mai suivant : « Nous sommes encore à la comédie diplomatique, mais sous peu, *nous pourrions nous trouver en plein drame.* »

Qu'on ne dise pas : les accords intervenus depuis ont réglé toutes ces questions. En 1933, le Duce réitère les menaces du « comitadj ». Il annonce le chambardement de l'Europe, entend faire disparaître « l'hégémonie militaire serbe dans les Balkans », qu'il entraînera dans la ruine de « l'hégémonie militaire française ».

Surpeuplée et relativement pauvre, l'Italie entend s'assurer des débouchés par l'annexion et de provinces yougoslaves, et de territoires faisant partie de la France extérieure. Tel est le programme minimum.

4° *La question tunisienne*

Les revendications concernant la Tunisie ne sont qu'une manifestation aiguë de cette fièvre d'expansion.

Un professeur de droit, très informé de la politique extérieure de son pays, nous disait à Rome que la Tunisie était le principal « os de discorde » entre la France et l'Italie.

— Je croyais cependant que l'ère crispinienne était passée ; depuis, il y a eu la guerre et la victoire commune...

— Réfléchissez, me dit-il : l'Italie compte 42 millions d'habitants ; dans quinze ans, elle en aura cinquante. Comment faire vivre et prospérer cette masse humaine, sur un territoire grand comme la moitié de la France, pauvre en matières premières, et coupé du monde extérieur par d'infranchissables barrières douanières ?

L'émigration, il n'y faut pas songer. D'abord elle n'est guère souhaitable. C'est une perte de force pour l'Italie, et presque toujours une cause de grande déception pour les malheureux qui s'expatrient.

— J'ai remarqué, dis-je, à l'Exposition fasciste, les dioramas saisissants destinés à frapper l'imagination des foules, et à les détourner de l'émigration.

— Puisque l'émigration n'est pas désirable, et qu'elle est d'ailleurs actuellement impossible (de toutes parts reviennent nos émigrants; pour ne parler que d'un seul pays : la France, en une semaine, vient de nous en renvoyer treize mille), avoir des colonies de peuplement est pour l'Italie une nécessité vitale.

La Tunisie pourrait encore recevoir un très grand nombre d'Européens. La population française n'est certes pas en excédent. Vous pouvez donc, sans nuire à vos intérêts présents, ni futurs, nous ouvrir beaucoup plus largement l'accès de la Tunisie. La mise en valeur qui en résultera profitera au bien commun, et l'élément européen se trouvera opportunément renforcé dans une zone travaillée par le nationalisme arabe.

— C'est bien difficile, répondis-je. Quand les Italiens seront devenus, en Tunisie, trois ou quatre fois plus nombreux que les Français, vous ne manquerez pas de faire valoir un titre à notre expulsion... Or, ce n'est pas vous qui avez consenti les frais, les sacrifices et les peines du premier établissement. Nous avons pacifié et civilisé le pays. Impossible de passer la main : la France ne se renonce pas elle-même.

Jadis, il nous est arrivé de travailler « pour le roi de Prusse ». Nous sommes trop pauvres, aujourd'hui, pour recommencer pareille politique.

— Faites-nous au moins justice, reprit mon interlocuteur. Le Traité de Londres (d'où a dépendu notre entrée dans la guerre) nous donne droit à des « compensations coloniales ».

5° *La question des compensations coloniales*

Voici l'article XIII du Traité de Londres, dont prétend s'autoriser la revendication italienne :

Art. XIII. — Dans le cas où la France et l'Angleterre augmente-

raient leurs domaines coloniaux aux dépens de l'Allemagne, ces deux puissances reconnaissent en principe que l'Italie pourrait réclamer quelques compensations équitables, notamment dans le règlement en sa faveur des questions concernant les frontières des colonies italiennes de l'Erythrée, de la Libye et des colonies voisines de la France et de la Grande-Bretagne.

Avec l'Angleterre, l'affaire paraît réglée : l'Italie se déclare satisfaite de la cession du Djubaland consentie par traité le 9 novembre 1921.

Avec la France, déclare le gouvernement fasciste, la question des compensations coloniales ne peut être encore considérée comme résolue. La bande de territoire concédée, aux confins de la Tunisie et de la Tripolitaine, entre Ghât et Ghadamès, ne suffit pas, en effet, à l'appétit d'un État qui veut être le continuateur de l'Empire romain. L'Italie rêve d'un domaine colonial étendu de la Méditerranée à l'Atlantique, et dont la France principalement serait appelée à faire les frais (cession d'un large « couloir » coupant en deux l'Afrique équatoriale française, et permettant la jonction, au lac Tchad, de la Somalie et de la Tripolitaine; cession du Cameroun ex-allemand, etc.). Au Gouvernement de Londres, on demanrait simplement une petite partie de l'Afrique orientale anglaise, et du Soudan égyptien.

Rêve que tout cela! Sans doute, et la preuve en est que, vis-à-vis de l'Angleterre, la presse fasciste fait montre d'une grande courtoisie et modération. On entend bien ne pas se brouiller avec l'Angleterre pour quelques ambitions coloniales. C'est la France qui est visée. Elle est mise en demeure de consentir de nouveaux sacrifices. On veut lui arracher « le jaune de l'œuf », comme dit élégamment l'*Azione Coloniale*.

A notre avis, la question ne paraît pas tout à fait insoluble. On peut estimer, en effet, que le domaine cédé par la Grande-Bretagne représente une valeur supérieure à celle des oasis abandonnées par la France. Mais les attaques fascistes ne prédisposent point à une entente. Quant à la cession d'un pays sous Mandat, elle n'est point à l'ordre du jour; l'Italie ne peut avoir sur ce point, à l'heure actuelle, aucune espérance.

*
* *

Une question se pose, de grande importance : Mussolini est-il aujourd'hui le maître, ou le prisonnier de son peuple? Ce régime d'hypertension dans l'effort et la discipline ne peut durer que si des satisfactions sont constamment offertes à l'amour-propre national. A leur défaut, il ne reste d'autre ressource que de surexciter les convoitises, de chauffer à blanc les jalousies et les haines. « Politique de prestige ou la mort! » tel paraît être le dilemme où chaque jour plus étroitement est enfermé le Gouvernement fasciste.

Pour son malheur, il existe encore en Europe de grandes nations résolues à défendre leur place — même grande — au soleil.

Sûres de leur droit et confiantes en leur force, elles ont l'âme assez pure pour ne vouloir que la paix, assez haute pour ne pas redouter la guerre.

Faisant son examen de conscience, la France peut dire qu'elle ne doit rien à son ancienne alliée, sinon peut-être quelques minimes compensations en Afrique, et quelques ménagements d'amour-propre. Une certaine presse, chez nous, ferait sagement d'observer plus de réserve à l'égard du régime fasciste (chacun chez soi) et surtout devrait renoncer à cribler d'épigrammes la valeur militaire du peuple italien, notre proche parent, qui s'est montré, au cours des plus dures campagnes, capable d'endurance et de sacrifice, voire d'héroïsme.

Soyons justes.

En toute occasion, essayons de « détendre l'atmosphère ». Les échanges intellectuels entre Rome et Paris peuvent beaucoup à cet égard Il faut les multiplier.

Enfin, ne perdons pas confiance en l'avenir : l'histoire des peuples est pleine de revirements providentiels : après la Triplice, les accords franco-italiens de 1902; après des siècles de rivalité, l'Entente cordiale...

JEAN LAPIERRE.

Le destin de la jeune Europe

Le désarroi du monde actuel est devenu par trop sensible pour que l'on puisse le nier purement et simplement. Ceux-là mêmes dont la sagesse désabusée se voile d'un scepticisme commode n'osent plus mettre en doute l'étendue du mal qui ronge notre société et s'attaque tout particulièrement à la jeunesse. L'inquiétude qui mine les jeunes Européens se révèle comme trop profonde pour être assimilée à une simple crise de puberté. La guerre, — la « Grande Guerre », comme on a l'habitude de dire, — suffit-elle pour expliquer la violence de cette inquiétude et les ravages qu'elle a déterminés?

*
* *

Et d'abord, il n'y a pas eu de guerre : il y a eu *des* guerres. Celle de 1914 a frappé les imaginations. Mais elle fut précédée et suivie d'autres conflits soit militaires soit économiques. Ces derniers ne sont pas les moins dangereux. La guerre économique qui a éclaté en 1929 et qui continue toujours ne le cède en rien quant aux dévastations, aux cruautés et aux souffrances humaines dont elle s'accompagne, à la guerre de 1914. Seules l'inertie humaine et l'hypocrisie de l'opinion publique empêchent de le reconnaître.

Tous ces conflits, loin de constituer la cause du désarroi universel, n'en sont que les manifestations les plus aiguës. La « Grande Guerre » que les vieillards bienveillants invoquent pour expliquer la démoralisation de la jeunesse n'explique, en réalité, rien du tout : qu'une pareille folie ait été possible, voilà ce qui, au premier chef, apparaît comme inexplicable! Essayer de réduire la crise actuelle que la jeunesse ressent avec tant d'acuité à n'être qu'une conséquence de la guerre, c'est expliquer une maladie par ses symptômes. De même qu'un accès de fièvre ne constitue pas la maladie mais

la révèle, *les* guerres, quelles qu'en soient les étiquettes, ne font que manifester le désordre profond de notre époque.

Certes le conflit armé de 1914 a contribué puissamment à précipiter les événements et à affaiblir l'organisme corrompu de notre société. La jeunesse d' « après-guerre » conservera toujours l'empreinte particulière dont l'ont marquée, à l'époque de son enfance, les années 1914 à 1918. La famille déséquilibrée par l'absence du père, l'ordre quotidien ébranlé par l'excitation nerveuse de l'arrière, les privations matérielles, les inquiétudes et les incertitudes, — telle fut l'*atmosphère fébrile* de notre enfance. Notre vie débuta ainsi sous le signe contradictoire de l'exaltation et de la lassitude, de l'oppression et de l'anarchie, de l'espoir et de la déception.

*
* *

La déception : elle ne devait plus lâcher sa proie. Au sortir de la guerre elle s'est emparée, peu à peu, de nos cerveaux et de nos cœurs. Les jeunes Européens, qu'ils appartinssent aux pays vaincus de l'Europe Centrale ou aux pays dits « victorieux », se sentirent envahis par un doute universel. Soudain le monde familier semblait céder de toutes parts...

L'idéal politique de la société occidentale a perdu son attrait aux yeux de la jeunesse. Le mouvement historique qui s'inspire d'idées « libérales » continue, il est vrai, son expansion géographique : depuis la guerre, de nouveaux États se sont convertis au régime républicain — mais il marque un recul certain sur le plan de l'esprit. L'idéal dit « démocratique » a fini par triompher, — du moins en apparence : mais en triomphant, il a perdu son caractère d'idéal. *Les aspirations des jeunes ne peuvent être comblées*, semble-t-il, *par des formules parlementaires* qui leur paraissent périmées et singulièrement vaines. Déjà un peu partout des régimes s'instituent qui battent en brèche l'édifice vermoulu du libéralisme. La Russie exalte la dictature du prolétariat. L'Italie élève l'État au rang d'une divinité. D'autres pays s'inspirent plus ou moins de leur exemple. La jeunesse brûle les idoles

du XIXe siècle et s'oriente vers des solutions nouvelles qu'elle cherche avec toute la fougue mais aussi toute la maladresse qui lui sont propres.

Cette déception politique se double d'une déception économique. Car les jeunes Européens ont été particulièrement choqués par *les déficiences de l'économie moderne*. Le désordre actuel manifeste clairement que le monde n'est plus en état de civilisation. Les jeunes Allemands se refusent à travailler pendant 60 ans pour payer les dettes « contractées » par d'autres. Les jeunes Français, les jeunes Anglais ou les jeunes Belges se montrent rebelles à la logique des dettes et ne font preuve d'aucun empressement pour tenir « leurs » engagements envers les États-Unis. Tous ces jeunes hommes s'étonnent d'apprendre que l'on brûle le blé au Canada ou en Argentine, que l'on détruit le café ou le coton, que l'on arrête la production des mines pendant que tant de gens ont faim et froid. Un système qui conduit à de pareils excès est condamné aux yeux de la jeunesse.

Les adeptes du désordre établi exaltent, il est vrai, les vertus de la libre concurrence et se posent en défenseurs intransigeants de la sacro-sainte propriété. Mais le jeune Européen ne se laisse pas convaincre à la légère. Libre concurrence? — Quand il jette un coup d'œil sur le monde, il constate que la vie économique est de plus en plus dominée par des cartels, des trusts, des groupements d'intérêts plus ou moins occultes. Partout se dressent des barrières douanières, des murs infranchissables sur lesquels les Etats affichent des restrictions et des prohibitions. *Tout concourt à paralyser et à rendre vaine l'initiative personnelle.* Est-il possible de désigner cet état de choses comme un régime de libre concurrence?

Quant à la propriété, elle se transforme à vue d'œil. Depuis la guerre, elle perd de plus en plus son caractère traditionnel. De personnelle et familiale, elle devient abstraite et spéculative. Certes le Code la reconnaît et la loi la respecte toujours : mais souvent le nom seul s'est conservé, la réalité qu'il servait à désigner n'existant plus. Si le système actuel n'a-

vait pas contribué à *abolir le sens de la propriété*, pourrait-on employer constamment l'expression singulière de « propriété anonyme »?

Ce régime étrange qui se réclame d'idées dont il sape le fondement, a institué, dans tous les pays, un état de chômage endémique. Les jeunes souffrent particulièrement de se sentir condamnés à l'inaction, réduits à végéter pendant des années sans espoir de redressement. « La jeunesse sans travail, a écrit un essayiste allemand, c'est le suicide de notre société! »

∴

Ces déceptions politiques et économiques se développèrent avec d'autant plus d'intensité qu'elles coïncidèrent, chez les jeunes Européens, avec la conscience de l'amoindrissement progressif de l'importance spirituelle et matérielle de l'Europe. Après avoir été le « centre du monde », l'*Europe devint une simple péninsule de l'Asie*. Pendant que, de 1919 à 1929, grandissait le prestige des États-Unis, la « vieille » Europe enregistrait, non sans amertume, son propre déclin. La Russie, attirée par les étendues asiatiques et l'idéal de vie américain, faisait sécession et abandonnait les dieux de l'Occident à leur crépuscule. L'Allemagne, secouée par les épreuves successives de la défaite, de la révolution et de l'inflation, croyait trouver une panacée dans la rationalisation industrielle importée des U.S.A. Dans tous les autres pays s'épanouissait brusquement un *engouement irrésistible pour le style de vie américain*. Le « standard of living » des ouvriers en bâtiment de New-York troublait tous les esprits. La voiture automobile « fabriquée en grande série » semblait incarner, aux yeux du monde ébloui, le génie yankee. Les jeunes hommes, coiffés d'une casquette à la Douglas, roulant les épaules à la Dempsey, discutaient chiffres de production et records de vitesse. Désormais la machine était reine et l'argent roi. Et les jeunes ne juraient que par le « réalisme » *made in U.S.A.*

*
* *

Ce « *réalisme* » correspondait, certes, à un besoin sincère, à un goût certain du réel, à un retour vers la simplicité. Mais ce qu'il y avait de sain dans ces différentes tendances fut rapidement étouffé par les abstractions et les mythes inhumains. La réalité? — Elle n'était que production, matière, quantité! Cet appauvrissement du monde habitable s'accompagnait, par un phénomène de choc en retour, d'un désir fébrile d'arrêter la fuite du réel, de saisir au vol l'instant qui passe, de retrouver, au-delà de toutes les abstractions, le goût de la vie. Rechercher l'ivresse de la sensation, vivre sa vie, jouir, tous ces thèmes que l'on retrouve à toutes les époques, se sont soudain amplifiés pour se fondre en une symphonie heurtée et brutale de la satisfaction. Loin de moi l'intention de médire de la réaction violente qui, dans certains pays, — tout particulièrement dans les pays germaniques et anglo-saxons —, opposa la franchise de la jeunesse à l'hypocrisie de la société bourgeoise. Mais cette réaction salutaire eut vite fait, sous l'influence du matérialisme ambiant, de dégénérer en *hâte morbide de jouir* conduisant aux pires excès.

*
* *

Ballottés entre la jouissance et le désespoir, les jeunes d'Europe finirent par s'apercevoir que la voie qu'ils suivaient conduisait au *suicide* sous toutes ses formes, physiques ou spirituelles. On ne peut vivre sans certitudes : or, tous les principes et tous les systèmes semblaient englobés dans la faillite retentissante du monde moderne. L'ère du renversement des valeurs, prévue par Nietzsche, était arrivée. Un vent de scepticisme — non point souriant et quiet, mais chargé de haine et de germes de mort — soufflait en rafale emportant les feuilles mortes de l'ancienne sagesse. Déjà des voix s'élevaient pour annoncer le « déclin de l'Occident » et la fin de la civilisation blanche. Les jeunes ne trouvaient pas « leur place toute faite, en naissant, serrés et encastrés

comme un grain de maïs dans la quenouille compacte » (Paul Claudel) : ils étaient jetés dans un monde hostile, sans maîtres, sans guides, sans lumière. Il leur fallait découvrir en eux-mêmes la *force de réagir*, pour échapper à l'inertie de la médiocrité et aux prestiges du néant. Cette force de résistance et de renouvellement, l'ont-ils trouvée?

*
* *

Telle est la question qui se pose et à laquelle notre génération est appelée à répondre non seulement en observant « ce qui se fait », mais aussi et surtout *en agissant*. Les jeunes élites européennes semblent exécuter actuellement, quelles que soient les divergences et les nuances qui subsistent, un mouvement *convergent*. L'attitude que ces jeunes tendent de plus en plus à prendre comporte quelques caractéristiques importantes qui sont à retenir, d'ores et déjà : — *La constatation de la faillite libérale*, du désordre stérile, de l'injustice et la répugnance que les illusions parlementaires et pseudo-démocratiques éveillent dans les âmes d'élite. — *Le refus de tous les conformismes*, y compris du conformisme de la négation et de ceux-là également qui se couvrent d'oripeaux « révolutionnaires ». — *Le goût de la construction* et de l'ordre qui distingue la nouvelle génération.

Si la « jeune Europe » veut échapper à la fatalité qui semble peser sur elle, il faut qu'elle ait le courage d'édifier un ordre nouveau mis au service de l'homme.

ALEXANDRE MARC.

DOCUMENTS

La vie politique en U.R.S.S.

Une nouvelle Épuration du parti

Point n'est besoin d'être nombreux pour être forts; il est même toujours avantageux de sacrifier, dans une large mesure, le nombre à la qualité. Telle est la conviction du Parti communiste russe, conviction qui se traduit, à intervalles plus ou moins réguliers, par les « épurations » auxquelles il se livre sur ses propres rangs. Ces opérations, qui ont pour but de débarrasser le Parti des éléments inutiles ou malfaisants ayant réussi soit à s'y maintenir, soit à s'y introduire, atteignent, suivant les cas, des masses plus ou moins nombreuses. Si elles sont imposées par le règlement même du Parti, elles sont, on le conçoit, entre les mains de l'homme au pouvoir, un excellent moyen pour réduire au silence l'opposition.

Cette année, le Comité Central du Parti communiste russe vient de décréter qu'une telle « épuration » aurait lieu et qu'elle commencerait le 1er juin (1). *Les circonstances politiques font penser qu'elle prendra*

(1) La décision en avait été prise déjà et promulguée le 10 décembre dernier en ces termes (*Izvestija*, 11-12-33) :

« S'appuyant sur l'ordonnance de la XVIe Conférence du parti, relative à l'épuration (avril 1929), le Comité Central du Parti Communiste de l'Union décide :

« 1°) de se livrer, au cours de l'année 1933, à une épuration des membres et candidats du parti;

« 2°) de suspendre, à dater de la publication du présent décret, l'admission de nouveaux candidats ou de nouveaux membres du parti, sur tout le territoire de l'Union Soviétique, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. »

Il semble cependant que l'on ait, en haut lieu, hésité sur l'opportunité de l'exécution de ce décret. Depuis décembre, en effet, il n'en était plus question, à ce point que la Société des vieux bolchéviks qui avait elle-même suspendu, le 7 janvier, l'admission de nouveaux membres, de peur sans doute qu'un choix malheureux

une envergure inaccoutumée; aussi nous a-t-il paru intéressant de faire connaître en sa propre teneur le document qui la promulgue et qui en détermine à la fois le but, l'orientation et les procédés (1). *Nous y joindrons quelques commentaires qui aideront à en saisir la portée.*

De l'épuration du Parti

Ordonnance du Comité Central et de la Commission centrale de contrôle du Parti Communiste de l'Union soviétique (28 avril 1933)

I. — Nécessité de l'épuration

L'exécution en 4 ans du plan quinquennal, le triomphe de l'industrie en U. R. S. S., le progrès du mouvement des kolkhozes et l'énorme accroissement numérique de la classe ouvrière ont soulevé un nouvel enthousiasme dans l'activité politique du prolétariat et de la paysannerie. Cet enthousiasme (2) a permis au Parti, durant la dernière période de 2 ans 1/2, d'augmenter ses effectifs de 1.400.000 hommes, en les portant à 3.200.000 (membres du parti : 2.000.000; — candidats : 1.200.000).

ne lui fasse admettre des sujets que le parti serait amené bientôt à rejeter de son sein), se résolut à ouvrir à nouveau ses rangs le 12 avril dernier, ce qu'elle ne fit pas sans avoir pris le vent près des autorités du parti. Celles-ci semblaient donc décidées alors à ne pas donner suite, au moins pour le moment, au décret de décembre. Aussi, en dépit de ce décret, la décision du 28 avril a-t-elle pu paraître, dans une certaine mesure, inattendue. (*Toutes les notes sont du traducteur.*)

(1) *Izvestija*, 29-4-33.

(2) Le fait d'être du parti vaut, en ce qui concerne le travail, le logement et la nourriture, des avantages qui sont loin d'être négligeables, sans compter un appréciable élément de sécurité personnelle. Aussi n'est-ce pas toujours l'enthousiasme pour la doctrine qui pousse à solliciter l'admission dans le parti; l'aveu va d'ailleurs en être fait aussitôt.

Toutefois, au cours de ces admissions en masse accomplies parfois sans l'information et le soin suffisants, se sont glissés des éléments étrangers qui utilisèrent leur situation au profit de leurs intérêts arrivistes et personnels et qui, tout en jurant fidélité au Parti, s'efforcèrent en fait de mettre obstacle à sa politique.

D'autre part, en raison de l'insuffisante éducation marxiste-léniniste des membres du Parti, un bon nombre de camarades, au demeurant honnêtes et prêts à défendre le pouvoir soviétique, ne se montrèrent pas assez persévérants, ne comprenant pas l'esprit et les exigences de la discipline du Parti, ou bien encore trop peu instruits politiquement et ne connaissant pas suffisamment le programme, le règlement et les décisions fondamentales du Parti, ne purent pas promouvoir activement sa politique.

Considérant ces circonstances, la session plénière du Comité Central et de la Commission Centrale de contrôle du Parti communiste de l'Union soviétique, en janvier dernier, décida de procéder en 1933 à une épuration et « de l'opérer de telle manière qu'elle assure dans le Parti la discipline de fer prolétarienne et que les rangs du Parti soient purifiés de tous les éléments peu sûrs, inconstants et encombrants ».

En cela le Parti s'inspirait des ordonnances du IIe Congrès du Komintern du 30 juillet 1920 en vertu desquelles, « dans les pays où ils travaillent légalement, les partis communistes doivent procéder à des épurations périodiques (ré-enregistrement) des effectifs de leurs organisations, afin de les purifier systématiquement des éléments petit-bourgeois qui, inévitablement, s'y agrègent ».

En conformité avec ces directives, notre Parti a procédé à un ré-enregistrement en 1920, à une épuration du Parti en 1921, à une épuration des cellules industrielles en 1924, à un contrôle des cellules rurales en 1925 et à une épuration en 1929/30 (1). Comme on le sait, ces épurations et ré-enregis-

(1) Les grandes épurations ont toujours marqué un nouveau zigzag dans la ligne générale. Celle de 1921 coïncida avec la NEP et

trements ont consolidé les rangs du Parti, accru sa force de combat et augmenté en chacun de ses membres la responsabilité à l'égard du travail du Parti.

II. — Tâche propre et orientation de l'épuration

L'épuration vise à élever le niveau idéologique des membres du Parti, à consolider le Parti lui-même au point de vue politique et dans son organisation, à augmenter la confiance qu'ont en lui des millions de sans-parti.

Ce but sera atteint, dans l'épuration, par les moyens suivants :

a) une autocritique franche et loyale des membres et des organisations du Parti;

b) un contrôle du travail de chaque cellule du point de vue de l'exécution des décisions et ordonnances du Parti;

c) une coopération des masses de travailleurs sans-parti;

d) l'exclusion des personnes qui ne satisfont pas aux exigences de la haute vocation de membre du Parti.

Seront exclus du Parti :

1°) les éléments étrangers ou hostiles à la classe ouvrière, qui se sont introduits par fraude dans le Parti et y demeurent pour le désagréger;

2°) les gens à double visage qui vivent en trompant le Parti, dissimulant leurs aspirations réelles, et, sous le couvert d'un faux serment de fidélité, s'efforçant d'entraver la mise en œuvre de sa politique;

3°) ceux qui, de façon ouverte ou cachée, enfreignent la

exclut du Parti environ 200.000 camarades. En 1929 la carte du parti fut retirée à plusieurs centaines de mille d'entre eux. Les épurations partielles n'atteignirent que quelques dizaines de milliers d'individus. — On prête à Staline l'intention de donner à nouveau un sérieux coup de barre pour sortir le pays de l'impasse où semble l'avoir engagé la politique d'industrialisation et de collectivisation agricole à outrance. L'épuration atteindrait dans ce cas le chiffre impressionnant de 800.000 à 1.000.000 d'individus.

discipline de fer du Parti et du gouvernement, n'exécutent pas leurs décisions ou font peser sur celles-ci le doute et le discrédit par des bavardages sur leur caractère « irréel » et « irréalisable (1) »;

4°) les ralliés (2) qui, en union étroite avec les éléments bourgeois, se refusent à lutter effectivement contre les ennemis de classe, et, en fait, ne combattent pas les koulaks, les resquilleurs, les fainéants, les voleurs et les dilapidateurs de la propriété commune (3);

5°) les arrivistes, les embusqués, les embureaucratisés qui, au sein du parti et au service de l'État, ne cherchent que la satisfaction de leurs intérêts égoïstes, se détournant des mas-

(1) On voit à quoi doit se ramener cette « autocritique franche et loyale » dont le décret semble faire si grand cas quelques lignes plus haut. Il n'est pas plus permis d'émettre des doutes sur les possibilités de réalisation du second plan quinquennal qu'il n'est permis de juger des résultats du premier. On voit aussi combien a pu baisser dans les rangs mêmes du parti la confiance dans le bien fondé de l'actuelle « ligne générale ».

(2) Litt. : ceux en qui revit ou renaît l'esprit bourgeois et qui, après les avoir abandonnées, reviennent à des conceptions a-communistes ou anti-communistes de la société.

(3) La paresse, le vol, la dilapidation du bien commun, sont les gros obstacles à l'instauration de l'idéal communiste. A l'usine, cela se traduit par un travail de médiocre ou mauvaise qualité et souvent même par un rendement quantitatif très inférieur au taux prévu par le plan; à la campagne, c'est une mauvaise préparation du terrain, un gaspillage ou même un détournement des grains mis en réserve pour l'ensemencement, des semailles faites à la hâte et sans soin, une récolte rentrée en de mauvaises conditions et... un grand souci de se servir soi-même copieusement aux dépens des livraisons exigées par l'Etat. Il en va ainsi dans toutes les branches de l'activité économique et sociale. Sans doute les « brigades de choc » s'efforcent de parer au dommage; mais que représentent-elles en nombre au regard de la masse ouvrière et paysanne? Le parti épuré ne comprendra vraisemblablement pas plus de 2.500.000 hommes sur une population totale de plus de 160.000.000 d'individus, un peu plus de 1,5 o/o. On a bien vu qu'il fallait faire appel à la « conscience » et l'on a parlé, à satiété, du caractère « sacré » de la propriété collective. Quelle ironie pour les apôtres du matérialisme et de l'athéisme militant!...

ses, pleins de dédain pour les besoins et les revendications des ouvriers et des paysans;

6°) les gens aux mœurs dissolues (1), portant, par leur mauvaise conduite, atteinte à la dignité du Parti dont ils souillent le drapeau.

En ces derniers temps il est entré dans le Parti, à titre de membres, un certain nombre de camarades dévoués à la classe ouvrière et qui ont, de fait, dans les entreprises et les kolkhozes, manifesté leur dévouement, mais qui n'ont pas acquis les connaissances politiques les plus élémentaires nécessaires à un membre du Parti communiste : programme, règlement, décisions les plus importantes du Parti (2). Ces communistes, le Comité Central et la Commission centrale de contrôle recommandent, lors de l'épuration, de les ramener à l'état de *candidats*, non pas en guise de punition, mais pour assurer leur éducation politique et leur meilleure préparation, afin que dans un an la question puisse être posée de leur nouvelle admission comme *membres*, s'ils peuvent d'ici là acquérir les connaissances politiques nécessaires aux membres du Parti.

Les mêmes circonstances ont amené dans les rangs des *candidats* au Parti un grand nombre de camarades qui non seulement n'ont pas les connaissances politiques élémentaires nécessaires à un candidat, mais encore manquent de persévé-

(1) On verra plus loin ce qui, dans la pensée communiste, doit être rangé sous ce nom : ivrognerie, corruption des mœurs, antisémitisme, etc.

(2) La formation politique est donnée d'une façon générale et obligatoire à l'école. Elle fait aussi l'objet de nombreux cours et conférences dans les « clubs ». En outre l'enseignement de la doctrine politique est donné dans des institutions spéciales : écoles du parti, universités communistes, etc., tandis qu'un très grand nombre de revues, cours par correspondance ou par radio, veulent en assurer la diffusion. Cet immense effort, on le voit, n'a pas rendu jusqu'ici ce qu'on en attendait, même en ce qui concerne les membres du parti; aussi verra-t-on plus loin recommander aux épurateurs de ne pas se montrer trop exigeants sur ce point des connaissances politiques chaque fois que l'attachement et le dévouement au parti ne pourront pas être mis en doute.

rance et d'endurance au point de vue de la discipline du Parti. Ces camarades, le Comité Central et la Commission centrale de contrôle recommandent, lors de l'épuration, de les ramener du rang de *candidats* au rang de *sympathisants*, afin que dans un an la question puisse être posée de leur admission comme candidats ou comme membres du Parti, si l'examen les révèle mûrs pour cela.

III. — Voies et moyens de l'épuration

L'épuration est une expression de l'autocritique bolchéviste de notre Parti. Elle doit se faire « sans acception de personne », du point de vue de l'accomplissement des décisions les plus importantes du Parti par ses membres et ses candidats, de la participation de ceux-ci à l'émulation socialiste et au travail de choc, de leur lutte active en faveur du plan financier industriel et de la réalisation des principales tâches agricoles, de leur lutte contre le chômage volontaire et la dilapidation de la propriété socialiste.

De tous les membres du Parti, la commission d'épuration doit exiger la connaissance du programme du Parti, de son règlement et de ses décisions principales. On ne peut être communiste et ignorer le programme et le règlement du parti auquel on appartient, ainsi que ses décisions les plus importantes en matière de politique ou d'organisation. Toutefois, au cours de l'examen individuel des connaissances politiques, les commissions d'épuration ne poseront pas aux intéressés de questions difficiles, embarrassantes, insidieuses. Elles tiendront compte du niveau intellectuel général des intéressés, afin de ne pas laisser hors du Parti des camarades, en particulier des ouvriers et des kolkhozniks, qui auraient donné des preuves absolues de leur fidélité au Parti et de leur dévouement à l'édification socialiste, tout en n'ayant pas eu la possibilité de hausser au degré suffisant le niveau de leurs connaissances politiques.

L'épuration ne doit être considérée, ni par ceux qui l'exé-

cutent, ni par ceux qui y sont soumis, comme un acte de méfiance inconsidérée du Parti à l'endroit des communistes de telle ou telle cellule. Les commissions prendront toutes mesures utiles pour que l'épuration se fasse dans une atmosphère de camaraderie où chaque membre du Parti sentira qu'il ne s'agit pas d'un châtiment, mais plutôt d'aider le Parti lui-même à prendre conscience de ses défauts et à les extirper (1).

Les commissions d'épuration et tous les membres du Parti sont tenus de s'opposer résolument à quiconque tenterait de mettre à profit l'épuration pour régler ses comptes personnels ou satisfaire des intérêts de groupe. Ils s'opposeront aussi aux querelleurs et aux intrigants, ainsi qu'à tous ceux qui reprocheraient à un communiste sa fidélité à suivre la ligne du parti, à combattre en faveur de la discipline du parti, d'un régime d'économie, de la réalisation du plan financier industriel, de l'accomplissement à temps voulu des approvisionnements en céréales (2), de la préparation aux semailles de printemps,

(1) La première annonce de l'épuration, en décembre dernier, jointe à l'application rigoureuse du nouveau système de passeports intérieurs, avait jeté l'anxiété au sein du parti. Il n'est pas douteux que ces recommandations aient pour but de calmer l'inquiétude compréhensible des intéressés. Les opérations analogues qui ont eu lieu précédemment ont suffisamment montré, cependant, la singulière « atmosphère de camaraderie » qui y règne d'ordinaire. Lorsqu'on parle d'épuration, il est impossible que les noms de Trotzky, de Kamenev, de Zinoviev (pour ne citer que les principaux) ne reviennent pas spontanément à la mémoire. Si délicats d'ailleurs que puissent être les procédés, l'exclusion n'en demeure pas moins grosse de redoutables conséquences pour ceux qui en seront l'objet.

(2) Il semble bien que, si générale qu'elle soit, l'épuration vise en premier lieu les effectifs ruraux du parti. L'économie agricole ne « rend » pas. On ne peut en accuser les décisions du gouvernement; il faut trouver les coupables parmi ceux qui sont chargés de les exécuter. Ici l'épuration a d'ailleurs commencé depuis de longs mois. Bon nombre de kolkhozes ont été mis au « tableau de déshonneur », et les communistes en vue qui les dirigeaient mis au ban du parti. Puis on a créé des « sections politiques » dans toutes les stations de tracteurs et de machines agricoles. Ces sections sont composées

aux récoltes et à leur répartition, ou d'une manière générale lui reprocheraient sa fermeté en ce qui concerne l'exactitude et le soin que doivent mettre dans leur travail les membres du parti placés sous les ordres de tel ou tel camarade. Il faudra en même temps s'opposer non moins résolument à qui traiterait de querelleurs et d'intrigants tous ceux qui loyalement s'efforceront, durant l'épuration, d'aider le parti à découvrir dans ses rangs les éléments étrangers, inconstants et peu sûrs, et à révéler les manquements, défauts, erreurs et négligences dans le travail de tel ou tel camarade ou de toute une organisation.

Dans la lutte contre la corruption des mœurs et l'inconduite des membres du parti (ivrognerie, corruption des mœurs, collusion avec des éléments étrangers, antisémitisme et autres choses semblables, incompatibles avec la vocation de communiste) les commissions d'épuration ne toléreront, en aucun cas, que l'on fouille avec minutie et esprit de chicane dans la vie privée des individus (1). Ces commissions feront porter principalement leur attention sur la manière dont le membre du parti exécute les besognes à lui confiées par le parti, et combat pour la réalisation et l'accomplissement de ses décisions.

L'épuration se fait dans des réunions publiques des cellules, en faisant appel aux sans-parti (dans les cellules importantes on procédera par corporation, par brigade ou par section, par kolkhoze, sovkhoze, etc.). Dans ces réunions, lecture sera d'abord donnée d'un communiqué de la commis-

principalement d'ouvriers d'usines, venus des villes, choisis avec soin par le parti, et en relations très étroites avec le G. P. U. L'épuration générale, dans les campagnes, a donc été préparée déjà de longue main, et c'est ici sans doute que l'on assistera aux plus importantes hécatombes.

(1) Prudente restriction. De multiples enquêtes ont révélé que, d'une manière générale, le membre du parti, malgré les exhortations qu'il en reçoit et en dépit de la conscience qu'il devrait avoir pour sa « haute vocation », ne brille pas par la moralité de sa vie privée estimée du point de vue, cependant bien large en certains domaines, de la morale communiste.

sion d'épuration sur le but et les objectifs de l'opération; on entendra également un rapport du bureau de la cellule sur la situation de l'organisation soumise à l'examen, et on en délibérera.

Sont soumis au contrôle d'épuration tous les membres du parti et les candidats au parti, à l'exception des membres et candidats du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle du Parti Communiste de l'Union et des membres de la Commission de Révision de ce même Comité Central, parce qu'ils ont été désignés par le Congrès du Parti; de même que les chefs des sections politiques des Stations de Machines et Tracteurs, déjà contrôlés par le parti lors de leur nomination. Toutefois, sur la demande motivée de telle ou telle réunion ou de tel ou tel groupe de membres du parti, l'un ou l'autre membre ou candidat du C. C. de la C. C. de C. et de la Commission de Révision, ou encore tel chef de S. M. T. ou de sovkhoze devront se soumettre à l'épuration.

IV. — Organisation et Direction

La haute direction de l'épuration pour l'étendue du territoire de l'Union appartient à une Commission Centrale spéciale composée des cam. Rudzutak (Président), L. M. Kaganovitch, Kirov, Iaroslavsky, Schkiriatov, Iéjov, Stasova, Piatnitzky.

Cette Commission Centrale nommera des commissions analogues pour les régions et les provinces ainsi que pour les républiques nationales.

Ces dernières commissions organiseront les commissions de rayons.

A chacun de ces degrés seront choisis comme membres des commissions d'épuration des camarades ayant autorité, constants dans leurs idées, politiquement instruits, n'ayant jamais adhéré à d'autres partis, ni figuré dans l'opposition, communistes éprouvés par un stage de 10 ans au moins dans

le parti. La liste des membres de la Commission sera publiée en temps opportun dans la presse locale afin que la Commission Centrale puisse examiner les dépositions ou plaintes qui seraient faites contre eux.

Les membres et candidats du parti mécontents de la décision de la Commission d'épuration pourront faire appel, dans le délai d'un mois, à la Commission supérieure, jusques et y compris la Commission Centrale et le Congrès du Parti qui en est l'organe suprême.

Le travail des commissions d'épuration doit se faire sous le contrôle de tout le parti, y compris les organisations soumises à ce contrôle et en particulier la presse locale. Toute cellule peut, au cours d'une réunion générale, soumettre à la critique n'importe quelle décision d'une commission d'épuration et en faire appel, ce qui ne veut pas dire l'abroger.

Les membres des commissions se souviendront que, pour toute infraction à l'esprit démocratique qui doit régner à l'intérieur du parti, pour toute grossièreté et pour tout manque de tact au cours de l'opération, ils auront à répondre devant le parti pour le déshonneur jeté par eux sur l'épuration.

*
* *

L'épuration commencera le 1er juin dans les provinces de Moscou, de Léningrad, de l'Oural, du Donetz, d'Odessa, de Kiev et de Vinitza, dans les régions de Sibérie Orientale et d'Extrême-Orient, ainsi que dans la République de Russie Blanche. Elle sera terminée au plus tard à la fin de novembre de la présente année.

*
* *

Le Comité Central et la Commission Centrale de Contrôle sont assurés que tous les membres du parti et les travailleurs sans-parti honnêtes prendront une part active à cette

élimination des rangs du parti de tous les éléments indésirables et étrangers; que cette épuration resserrera autour du parti, toujours plus étroitement, les masses d'ouvriers et de kolkhozniks; qu'elle affermira et renforcera les organisations du parti et augmentera leur force de combat pour la réalisation des objectifs du second plan quinquennal.

Un avenir prochain nous révélera avec plus de précision au service de quelle orientation nouvelle de la « ligne générale » se sera faite cette nouvelle « épuration ». L'opposition, sans nul doute, s'en trouvera diminuée au sein du parti, mais l'immense masse des mécontents ne va-t-elle point s'en trouver singulièrement grossie? L'édifice communiste parviendra-t-il à se construire sur des espoirs trompés et sur de continuelles et cruelles désillusions?

C. D.

Le projet britannique de désarmement

Le 19 mai dernier, un véritable coup de théâtre s'est produit à la Conférence du désarmement.

Le délégué de l'Allemagne, M. Nadolny, a fait une importante déclaration, qui contenait notamment le passage suivant :

> Le peuple allemand... croit que le projet britannique constitue une base sur laquelle ces problèmes pourraient trouver leur solution. *C'est pourquoi je peux déclarer, au nom de mon gouvernement, que nous acceptons ce projet, non seulement comme terrain de discussion, mais comme base de la future convention même.* Pour autant que nous aurions des modifications à proposer, elles seront conformes à cette nouvelle attitude.

Or, depuis la reprise des travaux de la Conférence, la délégation allemande avait refusé d'accepter le projet en question comme base de la future convention. Malgré les laborieuses négociations poursuivies entre cette délégation et la délégation britannique, l'attitude du Reich était restée intransigeante; tout au plus pouvait-il accepter de discuter le texte du projet; on annonçait par ailleurs que la délégation allemande présenterait de nombreux amendements.

Cette attitude, jointe à la publication, par M. von Neurath, Ministre allemand des affaires étrangères, d'un article dans lequel il dénonçait l'échec de la Conférence et laissait prévoir *le réarmement prochain du Reich*, jointe aussi aux déclarations du vice-chancelier von Papen exaltant l'esprit de Potsdam et la renaissance du militarisme allemand, éveilla, non seulement en France et en Grande-Bretagne mais aux États-Unis également, une inquiétude telle que, dans un discours à la Chambre des Communes, lord Hailsham, ministre de la Guerre, laissa prévoir que des sanctions seraient prises au cas où le gouvernement du Reich passerait des paroles aux actes. Ce fut ensuite l'avertissement énergique donné par M. Roosevelt dans son message du 16 mai, concernant *l'inter-*

diction d'augmenter les armements existants au-delà des limites imposées par les traités.

Le lendemain 17 mai, le chancelier Hitler faisait, devant le Reichstag spécialement convoqué à cet effet, des déclarations fort importantes par lesquelles, tout en revendiquant l'égalité des droits pour son pays, il affirmait la volonté de l'Allemagne de continuer à collaborer à l'œuvre de paix.

La nouvelle attitude prise à Genève par la délégation allemande vis-à-vis du projet britannique apparaît donc comme un témoignage (sincère ou non) de ses dispositions pacifiques que le gouvernement du Reich a tenu à donner au monde. Le projet en question va donc désormais servir de base aux travaux de la Convention. Il nous a paru intéressant d'en indiquer ici les dispositions les plus importantes.

Rappelons que la conférence avait été, lors de sa première session (janvier-juillet 1932), saisie d'abord du projet de Convention élaboré par la Commission préparatoire du Désarmement, puis de deux plans américains (l'un relatif à la suppression des armes offensives, l'autre proposant une réduction d'un tiers d'une certaine catégorie d'effectifs dits « éléments de défense »), enfin de deux projets français (plan Tardieu dont le trait le plus intéressant portait sur l'internationalisation de certaines armes et de certains effectifs; plan Herriot (1) qui proposait notamment l'unification des systèmes militaires des différents États du continent européen). Quant à la délégation britannique, elle avait attendu jusqu'au 30 janvier de cette année pour soumettre un premier plan, ou plutôt des propositions concrètes : ces propositions comportaient en premier lieu une affirmation solennelle du non-recours à la force, le principe de l'égalité des droits (déjà reconnu le 11 novembre dernier), la réduction des effectifs à un type continental uniforme (proposition Herriot), l'adoption des principes contenus dans la seconde proposition Hoover.

Dans la première moitié de mars, la venue au pouvoir du chancelier Hitler et l'attitude intransigeante de la délégation allemande au sujet de la suppression de la Reichswehr et de son remplacement par une armée de milice, mettent en dan-

(1) Ce dernier a été présenté le 14 novembre 1932, donc au cours de la deuxième session de la Conférence.

ger l'avenir de la Conférence. M. Mac Donald accourt à Genève, et, à la surprise générale, il soumet à la Conférence un projet de convention préparé d'avance à Londres, sans doute.

Ce projet est très complet : 96 articles, alors que le projet de Convention élaboré par la Commission préparatoire du désarmement n'en contenait que 60. Il se caractérise avant tout par le fait qu'il porte des *chiffres de réduction* — c'est la première fois que ces chiffres apparaissent dans un projet.

On remarquera d'abord que la première partie est intitulée Sécurité : concession très importante à la thèse française. Elle tend à renforcer le pacte Briand-Kellogg en proposant qu'en cas de guerre ou de menace de guerre les parties tiennent une conférence en vue du maintien de la paix, mais *aucune sanction* n'est prévue. Relevons, à l'article 4 (1), comme la préfiguration d'un Directoire mondial des grandes puissances; les États-Unis et l'U. R. S. S. seraient ainsi amenés à collaborer directement à l'œuvre de paix.

La deuxième partie du projet, relative au désarmement proprement dit, donne satisfaction à la thèse française visant à comprendre dans les effectifs les formations paramilitaires, puisqu'elle assimile à des effectifs militaires les forces de police qui possèdent un armement déterminé et sont soumises à un entraînement de caractère militaire (art. 12) (2). Le

(1) *Art. 4.* — Toutes les conclusions auxquelles pourra aboutir cette conférence devront, pour être valables, être acceptées par les représentants des Gouvernements des États-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon et de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ainsi que par la majorité des représentants des autres gouvernements prenant part à la Conférence, non compris, dans chaque cas, les parties au différend.

(2) *Art. 12.* — Aux fins du calcul des effectifs, on peut ne pas tenir compte de toute force de police ou formation similaire qui ne présente pas au moins une des caractéristiques suivantes :

a) Armes collectives (pistolets-mitrailleurs, fusils-mitrailleurs, mitrailleuses, engins d'accompagnement, etc.);

b) Instruction de caractère militaire autre que l'exercice en rangs serrés, instruction physique ou instruction technique dans l'emploi des armes individuelles;

c) Matériel de transport, de transmission ou du génie, d'une

projet se rallie également au système d'uniformation des

nature telle ou en quantité telle que la force en question puisse être employée en unités dans des opérations tactiques.

Le fait qu'une force possède une ou plusieurs de ces caractéristiques la fera entrer en principe, en tout ou partie, dans les calculs des effectifs des forces armées terrestres. Les cas douteux seront soumis à la Commission permanente du désarmement, qui formulera une décision après avoir examiné les possibilités militaires de ladite force à la lumière de toutes les caractéristiques sus-mentionnées et en tenant compte, en particulier, des conditions suivantes de nature à confirmer sa décision :

i) Encasernement;
ii) Instruction par groupes de cent hommes ou plus;
iii) Organisation de type militaire;
iv) Instruction militaire reçue antérieurement.

Tableau I

TABLEAU DES EFFECTIFS JOURNALIERS MOYENS QUI NE DOIVENT PAS ÊTRE DÉPASSÉS DANS LES FORCES ARMÉES TERRESTRES

(*Note.* — Ce tableau ne contient que les chiffres proposés pour les pays de l'Europe continentale. Il devra naturellement être complété par l'adjonction des chiffres concernant toutes les autres Parties.)

Partie	*Forces armées terrestres*	
	Stationnées dans la métropole	*Total, y compris les forces d'outre-mer*
—	—	—
Allemagne	200.000	200.000
Belgique	60.000	75.000
Bulgarie	60.000	60.000
Espagne	120.000	170.000
France	200.000	400.000
Grèce	60.000	60.000
Hongrie	60.000	60.000
Italie	200.000	250.000
Pays-Bas	25.000	75.000
Pologne	200.000	200.000
Portugal	50.000	60.000
Roumanie	150.000	150.000
Tchécoslovaquie	100.000	100.000
U.R.S.S.	500.000	500.000
Yougoslavie	100.000	100.000
Chacun des autres États de l'Europe continentale	*Pas de chiffre distinct*	50.000

types d'armées continentales sous la forme de milices à service réduit de huit mois (art. 16) (1).

On prendra connaissance avec un intérêt particulier du tableau I relatif aux effectifs terrestres. On remarquera notamment que la Pologne se voit attribuer une armée aussi nombreuse que celle de l'Allemagne — dont les effectifs atteindraient, il est vrai, le même total que les troupes françaises métropolitaines. En supposant un conflit entre Allemagne, Italie et Hongrie d'une part, France, Belgique, Pologne et Petite-Entente de l'autre, on arriverait au total de 400.000 hommes pour le premier bloc (450.000, y compris les troupes d'outre-mer) contre 810.000 (1.025.000 y compris les mêmes troupes).

A la section II (*Matériel*) (2), conformément aux résultats acquis par la première Conférence du désarmement, il est

(1) *Art. 16.* — La durée totale maximum du service, pour les effectifs des forces armées de terre stationnées dans l'Europe continentale (à l'exclusion des troupes mentionnées à l'article 15 ci-dessus et du personnel visé à l'article 18), ne devra pas dépasser huit mois.

(2) **Section II** (*Matériel*)

CHAPITRE PREMIER. — ARMEMENTS DE TERRE

Art. 19. — La limite maximum du calibre des pièces de l'artillerie terrestre mobile sera fixée pour l'avenir à 105 mm. Les pièces terrestres mobiles existantes dont le calibre n'excédera pas 155 mm. pourront être conservées, mais toutes les pièces d'artillerie de remplacement et toutes les nouvelles pièces d'artillerie ne devront pas dépasser la limite maximum de 105 mm.

Aux fins de la présente section, une pièce du calibre de 4",5 (114,5 mm.) sera, pour les pays dont le canon-type est de ce calibre, considérée comme équivalant à une pièce de 105 mm.

La limite maximum du calibre des pièces de la défense des côtes est fixée à 406 mm.

Art. 20. — Aux fins de la présente Convention, la définition du char de combat est la suivante :

« Un char de combat est un véhicule automoteur entièrement blindé, armé, conçu pour se mouvoir en terrain varié, généralement au moyen de chenilles, et pour surmonter les obstacles du champ de bataille. »

Art. 21. — La limite maximum du poids des chars de combat est fixée à 16 tonnes.

prévu une limite maximum aux pièces de l'artillerie terrestre mobile et aux chars de combat. Pour les armements navals, le projet (art. 25 et suiv.) vise à l'établissement, après l'achèvement des programmes navals des deux pays, d'une trêve navale franco-italienne jusqu'en 1936, date à laquelle expirera le traité naval de Londres de 1930. Les autres articles prévoient des mesures conservatoires à observer jusqu'à la prochaine conférence navale. La Grande-Bretagne poursuit ainsi son dessein d'amener la France et l'Italie à souscrire au traité de Londres.

En ce qui concerne les armements aériens, le projet préconise la suppression complète de l'aéronautique militaire et navale et le simple contrôle de l'aéronautique civile. On se rappelle que notre délégation réclamait l'internationalisation de l'aéronautique civile et la mise à la disposition de la Société des Nations des avions de guerre les plus puissants. L'écart sur cette question est donc sérieux entre les projets français et anglais.

André-D. Tolédano.

Les syndicats chrétiens allemands

Le dimanche 28 mai a eu lieu, dans la grande salle de la Maison des Syndicats Chrétiens (Christliches Gewerkschaftsheim), *l'assemblée trimestrielle de l'Union centrale des ouvriers de fabrique et des travailleurs des transports* (Zentralverband christlicher Fabrik-und Transportarbeiter). *Un grand discours fut prononcé sur le sujet suivant : « Pourquoi les syndicats chrétiens se sont-ils placés sous la conduite du chancelier Hitler ? » L'orateur, Andreas Hölzl, militant du syndicalisme chrétien, déclara notamment :*

C'est pour donner à l'ouvrier chrétien un asile correspondant à ce qu'il veut, à ce qu'il souhaite, c'est pour écarter

l'idéal marxiste qui nuit à toute la nation, et c'est enfin pour créer la communauté du peuple au moyen des principes chrétiens, et pour résoudre ainsi la question sociale, qu'a été fondé le mouvement des syndicats chrétiens. Ce mouvement a un fier passé, il est en même temps chrétien et national, et par conséquent social.

Le mouvement syndicaliste chrétien-national travaillait un petit coin de terre où grandissaient des hommes qui portaient dans le pays les idées chrétiennes nationales et sociales. La bêche à la main, ils ont cultivé et agrandi péniblement ce coin de terre, ils l'ont défendu avec ténacité et sans peur...

Et maintenant a surgi un mouvement nouveau, celui du national-socialisme; son travail a la puissance d'une charrue à moteur, il a d'un seul coup modifié toute la situation. Ce mouvement est né du besoin de changer, il est devenu un mouvement de réforme, il tend vers l'unification.

Se placer en dehors de cette révolution nationale, ce serait refuser de travailler à l'œuvre de reconstruction. Collaborer est le commandement urgent de l'heure présente. Pour cela, il ne faut en réalité presque aucune transformation en ce qui concerne le syndiqué chrétien. Le nouveau mouvement vise à l'entente sociale des classes, il tend à cultiver les idées nationales et chrétiennes, à détruire le marxisme nuisible au peuple, à intégrer les travailleurs dans l'État, l'économie et la société. Il n'a pas pu et il ne peut y avoir parmi nous de tendance opposée à celle-là.

Or s'il en est ainsi, il n'y a plus de motifs pour maintenir l'existence autonome des syndicats chrétiens-sociaux. Ils peuvent donc, sans s'exposer au soupçon d'avoir changé de but, s'intégrer dans le mouvement national. Dans l'unité de ce mouvement, ils peuvent aider à réaliser des buts extrêmement précieux pour la société et pour notre peuple. C'est pour ces raisons, et non par égoïsme, que les syndicats chrétiens se sont placés sans réserve sous la conduite du chancelier du Reich, Adolf Hitler.

(*Bayerischer Kurier*, 28 mai 1933.)

A TRAVERS LES REVUES

Encore le nationalisme !

Le Bulletin Catholique international, qui, depuis des années, mène une courageuse campagne pour établir une mutuelle sympathie entre catholiques des diverses nations, s'est, depuis quelques mois, transformé. Je veux parler du format, non des idées. Le format s'est agrandi. Les idées n'ont pas changé, et le B.C.I. poursuit sa tâche. Œuvre délicate, car

maintenir un juste équilibre entre deux positions extrêmes, non point par affadissement des vérités partielles que chacune d'elles peut renfermer, mais par souci de mesure et d'équité envers toute conviction sincère, est sans doute l'idéal le plus difficile à réaliser puisque ceux qui l'ont tenté — hommes ou partis — se sont toujours trouvés représenter une minorité et toujours ont été l'objet des attaques convergentes autant que passionnées des groupes dont ils s'efforçaient de réduire les aspérités dans l'intérêt de la paix sociale ou de la paix religieuse... mais toujours aussi l'avenir leur a rendu justice...

Un de ces points délicats, que M. Maurice Vaussard aborde dans le n° d'avril, est de savoir si « l'idée de patrie est en danger », et, au nom des catholiques, il donne la réponse qui s'impose, et qui est négative :

A la vérité, pour des catholiques, l'idée de patrie ne peut pas ne pas demeurer respectable et même sainte. Il en faudrait rétablir le juste prestige si l'on pouvait prouver qu'il est réellement en baisse parmi les jeunes, et cependant ne pas cesser de combattre le nationalisme. C'est l'attitude qui dès l'origine a été la nôtre, s'il nous est permis de nous compter, sans présomption, pour reprendre une autre expression de Mauriac, parmi « les pieux laïques qui ont, aujourd'hui, l'audience de nos jeunes gens ».

Cette idée de nationalisme est bien difficile à préciser. **Le Temps** a publié là-dessus quelques réflexions, où le vrai et le faux s'enchevêtrent, de M. Jacques Boulenger :

Nationalisme est le nom d'une théorie d'origine germanique et qui a trouvé sa première expression sérieuse dans les Discours à la nation allemande de Fichte, comme on sait. Le mot désigne donc un système établi pour justifier et glorifier le patriotisme; il désigne plus populairement un patriotisme exacerbé, devenu presque une religion avec sa mystique et sa théologie, et en outre fort agressif.

Rien de plus juste. Il est peut-être moins exact de définir le patriotisme par

ce sentiment d'amour qu'éprouve l'homme pour la collectivité dont il fait partie et qui participe de son sentiment d'amour de lui-même, de son égoïsme...

Cela est vrai, si l'on remarque que cette piété à l'égard de la patrie, qui est un de nos principes de vie, peut aider à combattre l'égoïsme aussi bien que l'exploiter. Ce dernier cas se produira chaque fois que le patriotisme implique une

forte et souvent haineuse volonté de différenciation vis-à-vis de l'étranger.

On appellera donc patriote

celui qui met l'accent sur l'amour qu'il éprouve pour sa nation, et nationaliste celui qui le met sur la haine qu'il sent pour les autres collectivités nationales.

Cela ne prouve pas que le partage soit toujours aisé. On s'en aperçoit à la discussion qui oppose **Notre Temps** à diverses personnalités de gauche pourtant fort peu nationalistes. Il s'agit de cette réunion franco-allemande qui eut lieu voici quelques semaines entre jeunes français démocrates et jeunes hitlériens. Qui a raison, de M. Jean Luchaire qui fait passer son désir de compréhension avant sa sensibilité démocratique et pacifique, ou de M. Victor Basch qui a été « saisi de stupeur et d'indignation » lorsqu'il apprit pareille collusion ?

Comment, me suis-je demandé, était-il possible que des jeunes hommes appartenant à des groupements de gauche pussent entrer

en contact cordial avec des hitlériens? Comment ne leur a-t-il pas répugné de mettre leur main dans celles des militants qui se sont proclamés zélateurs enthousiastes du Führer?...

Touchante indignation chez un aussi farouche pacifiste! et M. Luchaire ne sera-t-il pas ému de ce frémissement pathétique et démocratique? Il en sera si bien ému que, sur le même mode vibrant, il va répondre :

Quelle attitude la France pacifique doit-elle adopter vis-à-vis de l'Allemagne hitlérienne?

Pour lui cette question est

un nouvel aspect de la querelle des générations. Il est absolument impossible de comprendre le phénomène hitlérien... si l'on ne tient pas compte de la notion « génération ». Jamais Hitler n'aurait réussi s'il ne s'était appuyé sur les trois quarts d'une jeunesse prête à n'importe quelle aventure parce qu'elle avait faim et parce qu'aucune perspective de travail ne s'offrait à elle... Dans une certaine mesure, une génération vient, au-delà du Rhin, d'en remplacer une autre. Cruellement. Mais le fait est là...

Que faut-il donc faire? Tourner le dos à cette Allemagne nouvelle,

au risque de nous en faire une ennemie irréductible, prête à tout pour briser le cercle d'excommunication dont elle aurait été entourée?

Refuser de « maintenir le contact *indispensable à la paix...* »? Non! Et M. Luchaire pense que

la nouvelle génération (de France) refuse d'être aussi intransigeante que ses aînées en ce qui concerne le caractère sacré des principes démocratiques, libéraux, parlementaires.

Le parlementarisme, en effet, est en si peu brillante posture que personne n'ose plus aujourd'hui s'en recommander sans réserves, et il est vraiment curieux de voir la pudeur avec laquelle en parlent ceux-là mêmes qui en furent et en sont les soutiens ou les privilégiés. Écoutez encore cette touchante humilité de M. Luchaire :

Il est parfaitement exact que cette génération ne se croit pas dépositaire de valeurs universelles, éternelles — et qu'elle comprend que là où la démocratie parlementaire n'a réussi ni à assurer la vie

dans l'espoir ni la nourriture suffisante, on veuille essayer d'autres régimes. A chacun son destin, sa foi, ses cadres. Mais, pour tous, la paix.

Pour nous qui avons, fort heureusement, d'autres valeurs universelles et éternelles que celles du régime parlementaire, nous ne départagerons pas M. Basch et M. Luchaire. C'est affaire d'orthodoxie ou de ferveur démocratiques, en quoi nous sommes incompétents. Ce qui est juste dans la thèse de **Notre Temps**, c'est qu'

en faveur de cette paix, aucun effort de compréhension, aucune collaboration ne doivent être refusés.

C'est que le véritable esprit de paix est, pour reprendre un mot cité de Carlyle, « un perpétuel effort pour comprendre sympathiquement tous les actes de tous les hommes ». Cela est vrai, et si nous savions lire avec impartialité, disons même avec sympathie, les discours de Hitler ou de M. Von Papen, nous y distinguerions, à côté d'erreurs dangereuses et scandaleuses (que nous n'avons pas manqué de relever), une attitude générale d'esprit qui marque du moins une ardente conviction et qui requiert explication. Ne vaut-il pas mieux dès lors essayer de comprendre plutôt que de consentir à cette sorte de sensibilité pleine d'horreur et d'effroi qui nous tient lieu trop souvent d'idées claires ?

Memento des Revues

Monde, 20 mai. — A. Rossi, *Perspectives de la politique hitlérienne : nationalisme ou socialisme.*

Le nationalisme sera le seul héritier du « socialisme » hitlérien ; il profitera aussi bien de sa poussée que de sa faillite.

R.-J. Longuet. *Ce qui se passe au Maroc.*

Revue d'Allemagne, 15 mai. — G. Raphaël, *Le problème du Commerce extérieur.* — B. Ischboldin, *Opinions sur l'avenir du capitalisme.*

L'amitié guérinienne, janvier-mars. — Voici un charmant bulletin qui, chaque trimestre, nous portera des nouvelles de Maurice de Guérin et de ses amis. L'animateur en est un M. l'abbé DECAHORS, dont on sait l'érudition et le goût et qui, par une thèse récente, nous rendit plus chère l'énigmatique figure du poète.

L'élégante petite revue qui paraît cette année nous donne un poème daté de La Chênaie 1933, adressé à M. Henri Guillermard, et une lettre, l'un et l'autre remplis de la joie d'une l'amitié « qui nous est née si merveilleusement et de la plus belle source possible, la poésie ».

La Nouvelle Revue française, avril. — G.-Ch. TOUSSAINT, *Le dict de Padma*, traduit du thibétain. — ANDRÉ SUARÈS, *Napoléon*.

Le Correspondant, 25 mai. — Ed. PILON, *Hubert Robert* (1733-1808).

Les Nouvelles Littéraires, 20 mai. — ROGER BREUIL, *Communion humaine*.

Le secret d'une vraie communion avec les hommes ne serait-il pas dans le silence?

Hélas!!!

LES LETTRES ET LES ARTS

JEAN-GEORGES DARNORAS. *La route de Smara.*

Route de l'effort et du « rachat des jours invertébrés », l'aventure de Michel Vieuchange trouve en Dieu sa fin toute naturelle.

P. DUCHESNE. *Picasso*

ou la Comédie du génie.

LOUIS CHAIGNE. *François Mauriac à l'Académie Française.*

ANDRÉ BREÏZ. *Les Comédiens routiers à Paris.*

Nous avions dit leurs débuts ; ils ont tenu leurs promesses.

HENRI GOUHIER. *Théâtre.*

« Crime et Châtiment » au Théâtre Montparnasse.

LA ROUTE DE SMARA

Au bord de l'oued Massa, quand Michel Vieuchange abandonne ses vêtements européens pour prendre le déguisement berbère sous lequel s'engagera l'aventure extraordinaire, le garçon franc et durci dont nous lisons le visage de jeune Français d'après-guerre sur la première photographie du livre, le garçon décidé, attentif à l'arrangement de ses habits de femme, possède à ce moment la connaissance très sûre de l'entreprise voulue, préparée, obstinément méditée, et maintenant conduite au point où s'ouvre sa réalisation. Peut-être songe-t-il au départ, sept années plus tôt, pour la Grèce et l'Orient, et cette Athènes dont il allait, afin de faire revivre celle du Ve siècle, retrouver l'atmosphère immuablement conservée; peut-être songe-t-il à ce voyage, sept ans avant, dont il rapporta un enthousiasme, qui fut « déjà pour lui une respiration de soleil et de liberté ». Jusqu'à cet instant le mûrissement du projet, la préparation de l'expédition, sa mise au point, tout, jusqu'à cet instant, fut l'œuvre d'une équipe de deux volontés unies, de deux intelligences jointes. Le bref adieu de Michel Vieuchange à son frère, c'est pour lui la perte du confident et du compagnon, de celui dont la part jusqu'alors fut égale à la sienne dans le travail en commun. La minute est arrivée où les deux frères se séparent qui avaient conjugué leurs deux énergies : pour l'accomplissement du projet, que tous les deux mirent en acte, il faut que l'un s'arrête à cette limite quand l'autre continue d'avancer, et d'incertains messagers, de lents messages seront dorénavant leur seule liaison; l'un reste, prêt d'ailleurs à porter secours, à sauver si besoin en est et s'il est encore temps; Michel Vieuchange, descendu de l'auto qui

l'a porté jusqu'à ce point et qui va remporter son frère, dépouillé de tous les signes extérieurs qui témoignaient de sa personnalité, attentif à tout dissimuler de ce qu'il est, à n'être plus lui visiblement, seul sur une terre inconnue, s'en remet tout entier à des guides étrangers et incertains. A son frère il donne rendez-vous sur le même bord de cet oued Massa, puis, dans la nuit, avec ses compagnons peu sûrs, il s'avance vers le but fixé ; et d'abord, chaussé à demi d'incommodes babouches que ses pieds ne savent pas tenir, il lui faut marcher sur un chemin de cailloux. Songe-t-il au voyage en Grèce? Mais à la première halte de cet autre voyage, tellement autre, de par le projet formé et l'espérance confiée à son succès, après les premiers pas dont ses pieds sont meurtris, la première fatigue dont son corps est atteint, aux premières pages de ces *Carnets* sur lesquels sans une défaillance, sans un retard, il fixera tant d'aspects des choses, il jettera tant de reflets de la flamme dont il brûle, jusqu'au bout, jusqu'à l'agonie, il écrit : « *Je marche. C'est mon seul but — suivre. Il n'y a plus ni jour ni nuit pour moi. Un seul besoin : atteindre. Je dormirai n'importe où, je souffrirai n'importe quoi.* »

Un seul but... atteindre. Le but atteint, Smara forcée, sur le chemin du retour, sur une autre page des *Carnets*, après tant d'impressions sur la réussite de l'entreprise, sur la possession, si brève, de la ville désirée, prise, il écrira :

« *Je pensais en route : — est-ce un grand mal de ne pas avoir vu Smara au soleil couchant, de ne pas m'être assis devant ses ruines, de ne pas avoir appuyé longuement mes yeux sur ses édifices, sur ses horizons? Peut-être pas. Je ne me sens pas d'humeur à imiter Chateaubriand sur le Forum romain.*

« *Je ne suis pas venu ici pour cela.* »

Ce pour quoi il y est venu, ce qu'il y a été faire, c'est aux *Carnets de route* publiés par son frère, M. Jean Vieuchange, qu'il faut le demander, c'est dans les *Carnets* que nous le lirons, en lettres de feu (1).

(1) *Smara.* Carnets de route de Michel Vieuchange, publiés par Jean Vieuchange. Préface de Paul Claudel. Librairie Plon, Paris.

Sans doute qui apprend l'expérience tentée, l'acte accompli par Michel Vieuchange, s'il y songe en songeant à lui-même et s'il en conçoit une admiration, du même coup conçoit le désir de connaître ce qu'a noté le héros au cours de l'admirable aventure. L'on n'en sait pas assez sur Michel Vieuchange si l'on sait seulement s'il a voulu atteindre Smara, qu'il y passa deux heures, et qu'au retour il mourut, l'on n'en sait pas assez si l'on suppose seulement les obstacles dont il vint à bout, les difficultés qu'il dut vaincre, toutes ses fatigues et toutes ses souffrances, et toute sa volonté. Même il ne suffit pas de savoir qu'il accomplit un tel raid « pour faire quelque chose ». Certes la publication des *Carnets de route* n'a point passé inaperçue. Un tel livre, d'une telle richesse et d'une telle beauté, si grande et haute, quelle occasion d'articles, de commentaires, de comptes-rendus! mais l'on rend trop mal compte d'un témoignage tel que celui-là. L'acte de Michel Vieuchange y apparaît trop sous un seul de ses aspects : de cet aspect physique, extérieur, qui n'est pas rien, qui est beaucoup, même au regard de l'aspect intérieur, spirituel, on a surtout parlé; on connaît surtout cet aspect. Pour avoir lu quelqu'un, ou quelques-uns des articles qui ont accueilli la publication de *Smara, Carnets de route de Michel Vieuchange*, on sait quel projet forma le jeune homme, de reconnaître en plein désert, en pleine zone dissidente, la ville merveilleuse de Smara, déserte elle-même un jour, et le lendemain peuplée de nomades qui y font halte, mais où jamais roumi ne pénétra; on sait que pour accomplir ce dessein il se fia à des guides en qui il ne pouvait avoir confiance, qu'il supporta de très pénibles souffrances, de très dures fatigues, d'abord déguisé en femme berbère, puis, au cœur de l'expédition, au cœur du danger, enfermé, rompu et mi-étouffé, dans un couffin lié au dos d'un chameau; on sait qu'après un premier échec, ses guides ayant exigé demi-tour, au cours d'une deuxième tentative, il atteint enfin Smara, qu'il n'y peut rester que quelques heures; on sait encore qu'au retour, rapportant des carnets de notes, nombre de photographies, quelques échantillons

de plantes et de minéraux, le relevé de ses itinéraires qui permettra d'établir une carte, il est abattu par la dysenterie.

La mort qu'il trouve au terme du voyage est-elle donc un échec? Nous dirons qu'elle est le couronnement de l'entreprise, et la seule lecture des *Carnets* le fait apparaître avec une clarté, une simplicité dont ne sauraient approcher le résumé le plus serré, l'analyse la plus fidèle. Il faut, jour par jour, ligne par ligne, lire ces *Carnets*. Puisque la mort empêcha Michel Vieuchange d'écrire le livre qu'il voulait nous donner sur Smara, et qui eût été un autre livre que celui que nous présente M. Jean Vieuchange, c'est dans ces *Carnets*, publiés avec une fidèle et fraternelle piété, que nous devons chercher l'acte même de ce jeune homme, — dans les *Carnets* où il traçait ces mots : « *Je note tout ici, parce que, ici, je noterai tout — par sincérité. Ma sincérité dans le livre ne sera pas la même.* » Le sens même de l'acte de Michel Vieuchange n'est livré que par la lecture de ces lignes griffonnées jour par jour, presque heure par heure, aux haltes, quelques-unes à dos de chameau, d'autres dans le réduit de Tigilit pendant la longue, la déprimante attente du premier départ pour la suprême étape, pendant le second séjour, après le demi-échec, dans la plus longue, plus pénible attente du départ définitif; le sens même de l'acte, avec tant d'autres choses, nous est livré.

Et d'abord il faut suivre étape par étape le voyage pour toucher la réalité de ce que furent les traverses de ce voyage, ses attentes et ses alertes, les difficultés surmontées, les retards inexplicables subis, les fatigues et les souffrances endurées, pour toucher la réalité d'une volonté tendue vers le but, comme on sent la contraction du cœur en pressant du doigt l'artère gonflée. Cela est salubre de toucher ainsi la volonté d'un Michel Vieuchange. Ces pages sans aucune monotonie, nous pouvons écrire sans aucune répétition, car les mêmes gestes sont différents d'un jour à l'autre, et comme une âme tendue, inflexible, vers le but qu'elle se marqua, se montre différemment selon que les chameaux ont été dociles ou rétifs, les guides empressés ou félons,

surtout selon que le but semble plus proche ou plus lointain! — ces pages offrent d'abord le plus grand intérêt documentaire : que d'observations de toutes espèces, de réflexions de tous ordres, y pouvons-nous lire, dont il nous est permis de faire notre profit! que de notations fines et personnelles, où nous pouvons reconnaître, à la naissance, telle occasion que nous avons perdue, ou négligée! On y trouve des scènes largement dessinées et des esquisses de tableaux; on y lit la préoccupation du présent, de l'actuel, les renseignements pris sur la route; on y voit passer la pensée d'êtres chers qui apporte son réconfort, les souvenirs portés comme un trésor de vie, évoqués comme des confirmations; les projets n'en sont point absents, et c'est d'abord en vue du livre dont ce voyage sera l'objet quelques indications, puis il s'agit d'autres travaux littéraires réservés à l'avenir libéré. Des pages entières sont écrites, aussi près de la perfection que des pages, nous ne dirons pas rédigées, mais achevées, et parfois sont seuls tracés des mots brefs, dans leur brièveté combien saisissants! (« *Manque m'évanouir. Eau. Ça va.* ») Dans ce mélange inimaginable de descriptions étendues, en phrases développées, de simples faits marqués par un substantif sans article, par un verbe sans pronom, de notations vives ou nuancées, de pensées, de souvenirs, d'espérances, où la volonté unique d'atteindre ramasse tout pour tout diriger vers le but, tous les mouvements de l'âme font pénétrer un reflet, voilé ici sous la peinture d'un épisode, dissimulé ici encore sous les préoccupations d'ordre documentaire et là soudain pur, montrant l'âme nue. L'âme qui se révèle dans ces Carnets de route, nous la voyons emplie de l'acte qu'elle a choisi pour elle, qu'elle impose au corps; en se révélant, elle nous livre le sens de cet acte, tout son sens, toute sa portée, du moins dans l'intention, car pour elle-même elle ne réalisera absolument son acte, n'en exprimera l'essence entière qu'à l'agonie; alors, le corps abattu, les Carnets deviennent muets, les Carnets à leurs dernières pages ne portent plus que d'ultimes indications, de suprêmes relevés d'heures et de positions, un dernier croquis,

mais M. Jean Vieuchange nous permettra de tout comprendre en nous donnant, en quelques lignes d'une extrême simplicité, le secret du dernier colloque avec Michel, quelques heures avant de mourir.

Qu'elles sont émouvantes les lignes qui témoignent, aux heures non les plus dures, mais les plus longues, les plus lassantes, pesantes, des relâchements de l'âme tendue! et admirables celles qui marquent les reprises, les sursauts dont on trouve gravée la trace au fil des notes! A l'exception de messages et de nouvelles, si rares, qui lui viennent de son frère, des lettres qui lui parviennent une fois, en lui seul Michel Vieuchange doit chercher, et trouve, réconforts, soutiens et forces. Dans la méditation de la réussite il puise le renouveau du courage défaillant; la prévision du succès lui rend l'espérance. Par dessus tout sa volonté domine. A peine est-il parti que déjà il vit son acte entièrement, et il pense « *à la joie que nous aurons au retour d'avoir fait Smara* », il songe à la vie future, à la vie qu'ils vivront « *avec quelle confiance plus grande en nous, avec quel regard plus assuré sur notre vie!* » Avec ses souvenirs, c'est de cet avenir escompté « *si beau* » qu'il soutient sa marche et il refuse d'admettre un échec malgré toutes les difficultés et les peines : « *On s'y habitue. Et tout ce qu'on a prévu est si facile à accepter. Or j'ai tout prévu, tout accepté. Alors...* » Il avait écrit auparavant : « *Retour à Tiznit ayant échoué, impossible. Il faut aller de l'avant.* » A Tiznit il ne rentrera que mourant, mais n'ayant pas échoué. Pourtant il doit d'abord subir le demi-échec d'une première tentative, se plier à la loi des guides qui font demi-tour, le ramènent à Tigilit, où déjà il s'était rongé d'attendre un retard inexplicablement retardé. Ce second séjour à Tigilit, Michel Vieuchange le supporte mal, qui s'allonge plus péniblement encore. Il avait accepté ce retour en considérant cette première tentative, qui n'avait pas abouti, comme une épreuve, un essai : « *Je vais rester cinq jours ou six ou sept, à Tigilit, me panser, me réparer. Je sais à présent que je puis, en quarante-huit heures, marchant jour et nuit, à chameau, à pied, couvrir 180 ou 200 kilomètres, et pas sur des routes de France, en*

plein djebel souvent (*il faut avoir vu les chameaux là-dedans*). » Enervements, dépressions, découragements sont notés : « *Journées dures à passer* (*comme les nuits*), lit-on... *l'inquiétude, le dépit,... accès de rage...* » Comment ne pas transcrire toute la page où Michel Vieuchange qui, la veille, à ces mots : « *dégoûté de tant de retard, ai bu un coup au fond de la vague* », pouvait ajouter : « *est-ce que cela n'aura pas changé l'allure, la portée de nos vies? N'est-ce pas l'essentiel? Mais il faut réussir. Cela m'a remonté d'un seul coup* », doit, au matin du lendemain, s'avouer qu'il ne retrouve plus en lui la source de son espérance et de sa volonté?

« *Dans cette attente pénible, Smara devient pour moi une chose aride. Moi-même tout entier me dessèche pour ainsi dire; ma tête se resserre autour de cette seule volonté que je sens en moi dure, irrévocable : en finir, atteindre mon but. Et cette évocation même ne me donne point de joie. Je ne puis faire naître cette exaltation qui m'emporte à d'autres moments. Je ne suis que crispé. Je n'ai aucune parcelle de douceur en moi. Je ne peux plus penser aux miens, à l'avenir, au passé. Je me sens dans un éloignement, dans une solitude presque inhumaine. Une seule chose s'impose qui n'admet pas qu'un instant je m'en sépare. Je n'ai plus de ces craintes, maladies, oued Dra enflé, puits desséchés, hommes de mauvaise volonté, fourberie des chikhs, rien de tout cela. Les jours ne comptent plus. Je suis un peu comme le joueur qui perd et qui s'entête.* »

L'instant terrible où tout nous abandonne, où nous sommes éloignés de tout et qu'il ne nous reste que nous-même, en qui nous ne retrouvons rien de ce qui constituait encore notre être volontaire et vivant, rien qu'un entêtement. L'affreux instant se renouvelle immuable. Mais si nous gardons encore le courage de ne pas céder, il finira par passer. L'après-midi de ce jour, Michel peut énumérer quelques souvenirs du temps où il préparait le raid : « *Je m'en souviens avec joie parce que c'est dépassé, parce qu'alors nous avions à entrer dans l'action. A présent nous y sommes. Cela me réconforte.* »

L'épreuve de l'inaction, de l'insupportable attente est surmontée. Michel atteindra Smara. Dans la ville tant désirée,

conquise enfin, il comptait rester trois jours, trois jours il comptait la posséder, et voici que la troisième heure n'est pas écoulée qu'il est forcé de se glisser de nouveau à l'intérieur de ce couffin dans lequel il est arrivé jusqu'ici. « *Je n'ai même pas pu jeter un dernier coup d'œil vers la ville.* »

Michel Vieuchange revient, ayant atteint Smara. Ayant réussi? Eh! sans doute croit-il avoir déjà réussi, mais il devait recevoir de son acte plus qu'il ne lui avait demandé, plus qu'il n'avait désiré. Une autre vie lui était réservée que celle qu'il espérait de vivre ayant accompli son exploit. La joie de l'action transparaît à chaque page des *Carnets*; ils nous indiquent tous les aspects sous lesquels elle lui était promise, elle monte en lui, elle lui est accordée. Jusqu'au moment où il touche le but, c'est la joie escomptée de la réussite, dont un avant-goût lui est offert par la joie de l'action dans laquelle il est entré, dans laquelle il s'enfonce « *comme un coin* ». Après, c'est la joie cherchée elle-même qui lui est livrée, qui coule en lui, en flots de plus en plus pressés jusqu'au torrent aperçu avant lequel il sera terrassé, mais la joie alors sera transmuée en la Grâce.

La réussite de l'exploit, c'est la leçon de la Grâce.

« Rien ne lui coûte (écrit M. Paul Claudel dans une préface qui débute indécise, se continue très belle, et s'achève magnifique), la fatigue, le danger, la faim, la soif, la nourriture grossière, l'eau pourrie, la vermine, les sables et les feux de l'Enfer. Il donne tout son argent, il se confie tout seul à quelques brigands dont la langue même lui est inconnue. Il passe des heures roulé dans un ballot, lié par les quatre membres comme une bête qu'on sacrifie. Une première tentative échoue; il recommence et réussit. Ce n'était pas payer trop cher, car celle-là qu'il désirait a été fidèle au rendez-vous. Il n'a pas plutôt gravi la selle de son chameau comme un trône de torture, il n'a pas plutôt tourné vers le Nord les naseaux de cet animal douloureux, qu'il a reconnu sur sa bouche ce baiser glacé et au fond de ses entrailles ce frisson dévastateur. »

Celle-là qu'il désirait, il la voyait en rêve, dans ce rêve où

il a forcé sa vie de pénétrer pour s'intégrer en lui, comme une haute fille, aux vêtements simples, à l'allure franche et libre, pure, au sourire plein de force, au regard profond plein de clarté, et d'abord elle s'approche de lui comme il l'attendait, puis quand il la prend dans ses bras, la fait sienne, elle s'est métamorphosée et ses bras se referment sur une forme glacée de la mort, mais parce qu'il l'a bravée, qu'il a rejeté sa crainte, elle ne lui présente pas un visage d'horreur. En elle il reconnaît celle qu'il avait désirée sans savoir quelle elle était. Il ignore encore que près de lui déjà elle chemine, mais elle le reconnaît, lui sourit, lui tend les bras.

Le jeune homme qui ne s'est point satisfait de littérature, qui s'est libéré, pour qui « famille, patrie, religion, sont des murs entre lesquels il étouffe », qui s'est enthousiasmé aux leçons proposées par *Les Nourritures terrestres* et *Tête d'Or*, qui s'est voué à des admirations que caractérisent les noms de M. André Gide et de M. Paul Claudel, le jeune homme qui connaît tous les dégoûts, et dont les poèmes clament :

J'ai toutes les faims et toutes les soifs.
Je reste seulement avec ce qui gonfle ma jeunesse.
Seuls sont proches de moi tous les désirs.
Je suis ébranlé par toutes les choses...

dont le roman dresse un héros en quête de *sa* vérité, le jeune homme dont la vie est tellement unie à celle de son frère que leur sont communs travaux et joies, découvertes et projets — et ils se croient appelés par toutes les formes d'activité, à l'opposé d'une dispersion parce qu'ils trouvent partout « l'occasion d'un renouvellement constant », parce qu'ils conservent « le lien secret de tous ces efforts », ces deux jeunes hommes, comment résoudront-ils le problème de l'action, s'il se présente à eux?

Pour eux le problème s'est posé. Leur solution, leur résolution, c'est Smara, ce nom auquel Michel Vieuchange accole comme un titre ces mots « *notre acte de volonté, Smara* ». C'est l'acte de Smara, et c'est le poème de Smara,

épars dans tout le livre, gonflé, plein de l'action, chant d'espérances et de recherches, de volonté, chant du désir et de la possession, chant de la certitude aussi. S'il est loisible de trouver dans le livre matière à plus amples commentaires, s'il est possible d'en parler beaucoup encore, d'en dire beaucoup plus, les gloses restent des accompagnements, des ajouts. Tout ce que l'on peut dire demeure à côté, à propos. L'on ne saurait proférer aucune parole qui atteigne, qui pénètre le fonds même de l'ouvrage, le cœur, l'âme de l'œuvre. Peut-être parce qu'il n'est jamais permis, quand on veut l'exposer, que de saisir un poème à pleines mains pour le présenter, le montrer, et non en extraire aux yeux de la foule l'essence impalpable. Peut-être parce que les mots que prononce la bouche, les mots que la plume écrit sont impuissants à peindre l'âme, l'acte de l'âme, pur et net quand le regard intime, ou le reflet de sa propre flamme, le dépouille soudain de la gangue des gestes qui l'ont accompli. Le poème de Smara, on en peut retrouver les fragments dispersés dans les *Carnets*; du poème unique mûri sans interruption, sans faille ni cassure, vécu d'un bloc, morceaux détachés au hasard de la route, des haltes, des attentes, et quand cela fut possible, c'est toute une page, entière, du poème, comme un chant complet, définitif, éternel, que nous lisons d'un trait, hors des notations d'heures et de distances, hors des soucis du lieu, de l'instant; et d'autres fois, hâtivement transcrits, c'est quelques phrases, des versets, soudés encore, tenant encore aux faits dont ils sortent, dont ils naissent, quelques mots parfois entre des points, comme un cri, une exclamation : départ prévu? sommet visé? ou achèvement? Quand nous arrivons au terme du livre, du voyage, que nous lisons l'horrible mot de la fin, le dernier mot tracé sur le dernier carnet, nous savons bien que nous l'avons lu, et vu, le poème de Smara, et qu'il est entré en nous, qu'il nous a brûlés, mais sommes-nous sûrs de le savoir retrouver en relisant les pages où il est? Et si nous voulons le dire, ce poème, nous connaissons notre impuissance à choisir les mots qu'il demande, qu'il exige, ces mots qui nous semblent perdus, parce que nous croyons qu'ils existent

et que nous ne les retrouvons plus, mais il n'est pas de mots pour former les phrases qui diraient le poème de Smara, comme il n'en est pas non plus pour former les phrases qui diraient cette âme et son acte de volonté, cette âme qui nous est apparue sous tant de lumières et sous tant de jours, sous tant de faces, cette âme dont nous pressentons, dont nous devinons la palpitation puissante, tellement supérieure, par la trempe plus que par la race, et pourtant tellement fraternelle; cet acte de volonté dont nous avons suivi la poursuite acharnée, tenace, dure et victorieuse, la réalisation exacte, mieux l'exécution fidèle, mais que nous ne savons plus définir, car nous trouvons trop facile le terme d'acte gratuit. Et sans doute, ces photographies, ces itinéraires, ces renseignements, ces plantes et ces quelques cailloux paraissent un maigre butin, trop au-dessous de l'exploit. La valeur de l'acte, il la porte en lui-même, pour lui. Si la leçon qu'il nous donne, que nous recevons du témoignage et de l'exemple, est grande et riche et féconde, c'est en plus, c'est par-dessus le marché, c'est une autre valeur, née de l'acte, tombée de lui, qui ne tient plus à lui, qui ne lui appartient plus; la valeur propre de l'acte est en lui.

Michel Vieuchange a voulu faire quelque chose de grand et dangereux. Il a voulu le prix et le risque. Cela est sorti d'une méditation sur cette phrase de Léonard du Vinci, lue dans le *Mystère en pleine lumière* où Barrès l'avait reprise : « Comme une journée bien dépensée donne une joie au sommeil, ainsi une vie bien employée donne une joie à la mort. » La méditation a naturellement, parce que le cœur qui la portait était vrai et sûr, enfanté l'acte. Avant tout, faut-il que la journée dépensée ait un prix, la vie employée une valeur. Smara : « *rachat des jours invertébrés* ». Il s'agit de briser avec le passé mou qui continue, de rompre ce passé, ce présent, pour se donner, à soi autre, un autre avenir, d'un autre ordre, celui de l'action. Le point d'arrêt est aussi le point du départ, de l'engagement dans la voie qu'il faut ouvrir. A la pensée du rachat est unie la pensée du sacrifice. Vers Smara : « *entré dans l'action, dans le cercle... dans l'acte*

même où tout est pur ». L'arrachement à la stagnation, c'est déjà l'essor, et pour qu'aucune illusion, aucun leurre ne soient à cette nouvelle naissance, ne souillent ce recommencement, une épreuve est nécessaire à surmonter, une pierre de touche à toucher. Smara : « *l'impression d'être dans le vrai, dans l'essentiel — d'amasser des actes... le contentement pour les regards en arrière et en avant...* Nous voici forts, par ceci et par cela... » Ce qui était à faire est fait, ce qui a été décidé est exécuté, fini d'exécuter, ce qui a été convoité et visé est atteint et obtenu. Cela maintenant est, cela restera à un état de pureté, de flamme uniques. Smara quittée : « *Le pas est fait qu'il fallait faire.* » « *Nous sommes portés en avant... Elle reste avec nous cette belle conquête... Déjà nos yeux se portent çà et là, furetant, voyant d'autres captures à faire, d'autres choses à entreprendre, d'autres conquêtes où se lancer. Nous pouvons aujourd'hui...* »

C'est pour écrire cette parole que Michel Vieuchange est parti, qu'il a entrepris cela, qu'il a fait cela, qui est Smara. *Nous pouvons aujourd'hui...* Il entendait par là qu'il pourrait tout, que tout s'ouvrirait devant lui, s'offrirait à lui, tout, toute la vie, qu'il pourrait vivre. Il put mourir.

Rien ne lui coûte... Celle-là qu'il désirait... M. Jean Vieuchange dit les derniers instants de son frère en des termes qu'*il faut* transcrire simplement :

« ... Michel m'ayant appelé me parla comme jamais il ne m'avait parlé.

« Dans sa bouche comme de telles paroles sont neuves! J'entends qu'il faut abandonner le plan sur lequel nous avons vécu jusque-là. Avec simplicité il donne son adhésion totale au catholicisme — « *comme Claudel* », me dit-il. Et il fait venir l'aumônier.

« Après un pareil retournement et bien que Michel ne cessât de souffrir, bien que le dénouement demeurât suspendu, il se fit une grande paix en lui : sans cesser de lutter contre la maladie, il envisage la mort avec sérénité et même avec joie. »

L'aventure de Michel Vieuchange trouve sa fin naturelle

en Dieu, dans le Christ; nous en devons le témoignage à son frère, dont les *Carnets*, malgré quelques coupures, attestent qu'il fut celui sans qui rien n'eût pu être fait, rien être entrepris, celui qui était nécessaire, et qui ayant été de moitié dans la préparation, prit aussi sa large part de l'exécution par le soutien qu'il donnait, le secours qu'il tenait prêt, l'épaulement moral aussi réel.

Ce que notre temps nous propose, c'est une attitude à prendre, un comportement devant le monde. Eh! nous n'avons pas à nous comporter devant le monde. Seulement devant Dieu. Et le monde nous prendra comme nous sommes, et comme il voudra. Ce qui importe, l'essentiel, c'est le vrai, c'est précisément ce qui est essentiel et que tout autour de nous travaille à nous dissimuler, dont tout tente de nous éloigner, de nous détourner. Où sont-ils les maîtres qui parlent, en s'adressant à nous, le langage dont Péguy mort à la veille de la Marne nous parle encore, nous parlera toujours? Il s'agit de vivre, c'est-à-dire de se préparer à mourir. Lequel d'entre nous peut déterminer tel acte à poser, et dire : « *Smara fini, je le sens, nos jeunesses seront accomplies, nous entrerons dans un autre âge* »?

Jeunes hommes, nous vieillissons, nous percevons ce glissement du temps qui nous emporte. Folie de se débattre. Lâcheté de se laisser aller. Mais nous ne sentons pas que nous entrons dans un autre âge, parce que nos jeunesses ne sont pas accomplies. Quand le comprendrons-nous? Trop tard? Et nous aurons vécu, à moitié, vains, stériles. Ceux qui prétendent ignorer Dieu parce qu'ils n'en ressentent pas le besoin, quel soin prennent-ils de le chercher? Comment entendront-ils la voix de la Grâce, s'ils ont organisé leur vie dans la surdité aux voix d'en haut? Comment verront-ils le Christ les attendre, s'ils ont négligé d'avancer, de marcher?

Y pensiez-vous, Michel Vieuchange, à la rencontre divine, dans votre entreprise? Les seules traces de cette pensée que nous lisions dans vos *Carnets* sont ces mots, sur la route de Smara :

« *Étendu seul, face au ciel.*

« *A Paris la grandeur des hommes cache sa grandeur. On comprend de Foucauld cherchant à tout prix un Dieu, Mahomet ou Jésus.* »

Et ces autres mots, au retour, réservés, retenus, si clairs :

« *Cette joie profonde, admirable, vient de nos vies renouvelées, ou plutôt poussées hardiment sur un chemin merveilleux que je ne dirai point!* »

L'admirable ligne, la courbe idéale, réelle, parfaite, de votre aventure, ô mon aîné! Le chemin merveilleux que vous cherchiez, que vous avez atteint parce qu'ayant su qu'il était nécessaire de vous y engager, vous l'avez voulu, vous mène jusqu'à Dieu, et vous n'y songiez pas! Mais pas un instant vous n'avez douté, même aux heures les plus dures, les plus sèches, pas un instant vous n'avez douté que la réussite vous ouvre une voie, et qui soit belle. J'ai rappelé vos luttes et vos souffrances, vos peines; j'ai évoqué tout ce que vous avez enduré, supporté, surmonté et dont vos *Carnets* ne cèlent rien. Ils nous disent aussi les joies espérées et cueillies, la joie d'atteindre, de réussir, la joie de comprendre, la joie de considérer tous les efforts suscités par la volonté « pour étayer un acte de nous », la joie du retour, pleine du fidèle exaucement. La joie la plus haute, la paix la plus vaste, ô mon frère qui offrez un tel exemple, qui proposez un tel acte, vous les trouvez sur votre lit d'agonie, quand l'aumônier s'est retiré.

Je vous ai lu, avec toute mon âme, et vos paroles pieusement, fidèlement rapportées m'ont livré davantage de vous que ces photographies que j'ai scrutées sans les pouvoir forcer, mais ces images disent le chemin du corps et il est bon de connaître votre visage. Celui qui vous a lu, ce n'est pas surtout un enseignement qu'il retire de vous; de vous il reçoit, s'il ne veut vous trahir (et comme on vous a souhaité, comme on vous a voulu fraternel!), comme un ordre; en vous il lit une exigence. Votre acte commande un dépouillement, un renoncement préalables à l'action, et le don total. La vie ne doit pas se jouer; il faut la donner.

Cette page surtout reste en nous, la lecture achevée, que

vous écriviez dans le réduit où la vermine vous mangeait la peau, où l'attente vous tenaillait le cœur :

« *Parti de notre mutuel acte de volonté, je cherche dans une course vers le but, à maintenir et à transformer de l'encore précaire jusqu'au définitif.*

« *Car c'est toi qu'il faut atteindre, le lieu qui, foulé, donne aux pas qui ont été vers lui une durable valeur. Toi seul confères à l'effort parce que nous pouvons imprimer notre nom dans ton sol, son autorité, son galbe définitif, le fais passer de l'informe encore à la forme, belle pour chacun. Non plus masse riche de ceci et de cela — Dra, El Akhsas et mes notes — mais un nom seul qui résume, suffisant à lui-même, fait pour passer dans la bouche et l'oreille des hommes, Smara.* »

Pour le faire passer, mon aîné, votre acte, votre mort peut-être nécessaire, y pourvoiront. Vous avez fait que ce nom résume, qu'il est suffisant à lui-même; vous l'avez fait passer dans la bouche et l'oreille des hommes, vous l'avez fait entrer dans le cœur de quelques jeunes gens qui montreront peut-être un jour quel sens ils donnent à ce nom; et si quelques-uns d'entre nous valent mieux, ils n'oublieront pas, gardé en eux comme une semence, comme un germe, lui liant celui de votre frère, votre propre nom, Michel Vieuchange!

JEAN-GEORGES DARNORAS.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Picasso

S'il suffisait pour être peintre de dominer la chose créée par l'intelligence et par la volonté, à l'exclusion de toute sensibilité, Picasso serait un peintre hors de pair. Quel homme! Ses tableaux sont comme des pics des Alpes. Il faut les entrependre par ascension. Il faut même souvent louer un guide. Hélas! Sur un nombre déterminé d'ascensionnistes il y a un nombre presque égal d'accidentés et de tués. Dans les abîmes de l'œuvre de Picasso gisent, conservés par le froid, beaucoup de peintres contemporains que l'état civil compte encore parmi les vivants.

Picasso a débuté comme tout le monde avec une grande modestie — modestie bien savoureuse quand on la rapproche de l'orgueil qui devait lui succéder. Son époque bleue — à laquelle il a infligé des démentis sans nombre — est elle-même précédée d'autres époques auxquelles on ne tardera pas à trouver des noms. Il y montre l'envers de ce music-hall qu'est notre société. Des êtres rendus plus misérables qu'ils ne sont en réalité — comme si ce n'était pas suffisant! — sont représentés avec une pitié qui n'est pas sans faire penser à celle dont Giraudoux dit qu'elle est justement ce qu'on nomme l'amour chez les égoïstes. Ils se voient administrer dans les peintures de cette époque ces purges de l'âme que sont les couleurs bleues. Ensuite ils deviennent tout roses. C'est l'époque rose, bénie naguère, comme la bleue, par

MM. les négociants en tableaux. La sculpture nègre introduite à cette époque dans le milieu des artistes et des amateurs permet à Picasso de saisir le rôle du plastique, c'est-à-dire le rôle des formes primaires. Le cubisme prend naissance. Son idéal semble être d'obéir à la géométrie, et cela à un degré tel que l'homme et la nature se voient dépouillés de l'humain et du naturel et ne deviennent que des prétextes à des constructions impersonnelles d'une valeur métaphysique apparemment transcendantale... L'absolu s'incarne dans l'objet qu'est le tableau et, comme il ne peut exister dans l'espace que des choses physiques, il ne peut exister dans le tableau-objet que des objets. Le tableau devient monde autonome.

Dans ces mondes qu'étaient devenus les tableaux, il fallait cependant réintroduire la couleur qu'on avait commencé par supprimer. On le fit par l'artifice du papier collé, du papier reproduisant en trompe-l'œil du bois, de la pierre, du stuc, ou un rappel de réalité objective sous forme de manchette de journal. La couleur ne fut au début du cubisme qu'une matière, attribut suprême de l'objet. Celle-ci évoqua par la suite, en faisant appel à l'association du spectateur, un monde de formes, de couleurs qu'il était difficile d'inventorier sans une méthode rigoureuse. Picasso n'en manquait pas : il sut peindre les Sommes même du cubisme en faisant usage d'une vraie dialectique et d'une connaissance presque magique des moyens picturaux, matières, métaphores, etc. Témoin les tableaux qu'il disposa comme autant de jalons entre 1918 et 1924. Il est difficile en les regardant de ne pas croire à une sorte d'évolution naturelle du fait cubiste. Il est juste d'ailleurs de reconnaître que le cubisme, si contestable qu'il puisse être dans son principe, est devenu une source considérable d'exégèse plastique — dans laquelle Picasso a la plus large part et qui a joué un rôle immense dans l'histoire de l'art au début du XXe siècle. L'exposition réunie après la guerre à la galerie Rosenberg donnait, il faut le reconnaître, une grande idée de

Picasso — idée que la présente exposition s'acharne à détruire.

Mais entre temps un nouveau Picasso était apparu, un Picasso donnant l'exemple du retour au classicisme des vases grecs, à David, Ingres, Canova même et Torvaldsen. A l'abri de ce retour aux sources soi-disant sûres de l'art, un opportunisme désastreux put se développer, opportunisme qui, après coup, ne fut pas sans influencer son créateur. L'époque Ingres de Picasso est le démenti le plus flagrant infligé au cubisme, démenti faible d'ailleurs et embarrassé : Picasso sacrifie à une clairvoyance à rebours, à une prophétie tournée vers le passé. Il peint la sculpture que les Grecs auraient faite si, sachant ce qui se fera plus tard, ils avaient fait ce qu'ils n'ont pas fait. A ce compte on peut aller loin. C'est ainsi que Picasso justifia, par son éclatant exemple, la sinistre peinture néo-pompier qui aujourd'hui encore n'est pas sans avoir une certaine vogue. Mais il était réservé à Picasso de passer par bien d'autres trous d'aiguilles. C'est ainsi que, sous l'influence du surréalisme, il sut mélanger la magie, les poussières des musés ethnographiques, les relents des âmes en décomposition, les idéographies des peuples primitifs et les autres par lesquelles nous reproduisons sur le papier, sur les globes, les ordres du ciel constellé. Non content d'avoir élaboré une algèbre plastique dont chaque signe contenait l'évolution à travers l'espace et le temps de ce qu'il entendait exprimer, Picasso, après avoir renversé aussi cette table, fit un retour à la sculpture dont les lois lui paraissaient bien plus sûres. Il la mit à la question, la supplia de dire la vérité, toute la vérité... et cela aboutit à une sculpture transposée sur toile, sorte de compendium non seulement des acquis contemporains de la plastique, mais encore de toutes les leçons que l'histoire de l'art venait de recevoir par la découverte d'autres sculptures primitives — cycladiques, ibériques, sardes, etc. Il est juste d'ajouter que dans les sculptures qu'il exécuta dans cette veine il fit étalage d'une vérita-

ble quincaillerie métaphysique du plus mauvais goût. Un autre s'y serait cassé le cou. On se demande par quel prestige — par quel envoûtement — le grand public ne tiqua même pas. Ici on est obligé de s'incliner devant le savoir-faire vraiment génial de Picasso. Il n'est certes pas un snob, mais il possède la clef du snobisme et sait s'en servir avec une maîtrise digne de la plus grande admiration. J'ai même entendu dire que Léon Daudet avait donné une soirée en son honneur — soirée à laquelle Picasso ne s'est, bien entendu, pas rendu.

On a dit que Picasso est un dépanneur de problèmes. On pourrait dire qu'il aime organiser des pannes, des désastres, et qu'il se rencontre dans cet amour avec un grand nombre d'hommes qui, il est vrai, n'ont pas son envergure. Picasso est le peintre de la remise en question des objectifs picturaux. C'est un peintre pour critiques d'art. Exactement le contraire d'Henri Rousseau, qui n'aurait rien compris à toutes ces manigances et qui, lui, est un peintre tout court (ce qui suffit à expliquer qu'aucun critique d'art ne l'ait jamais pris au sérieux, de son vivant du moins).

Picasso s'est d'ailleurs constitué une sorte de port d'attache dans ses desseins et dans ses gravures — adorablement impersonnels, mais suffisamment classiques pour pouvoir servir à une explication de l'art de dessiner et de graver. Chaque fois, avant d'y rentrer, il jette par dessus bord les belles insulaires, les idoles de bois qu'il vient de ravir, et ni les cris déchirants, ni les muettes supplications ne l'empêchent de procéder à la manière forte des grands capitaines. Il est à remarquer néanmoins que l'emploi de cette manière forte coïncidence souvent avec certaines invites de l'actualité, et quand ces coups de barre surviennent à propos d'un événement artistique appelé à faire date, on a peut-être le droit de prêter une oreille complaisante à la voix du soupçon. Comment par exemple ne pas être frappé, sinon choqué, de ce que moins d'un an après la grande exposition Matisse, Picasso donne dans ses toi-

les des échos démesurément grossis et amplifiés de l'œuvre de ce peintre et qu'il se fasse le haut-parleur déformant d'une conception de la peinture qu'un autre s'est efforcé, pendant toute sa vie, de mettre au point? Attendons-nous à voir Picasso, l'année prochaine, tirer les conclusions du fait Borès et introduire ce peintre dans sa synthèse, disons plutôt dans son holding de la peinture moderne. Picasso a de ces ambitions. Il voudrait tout préjuger, l'avenir et, si possible, le passé même. Son intelligence, habituée à tourner autour d'elle-même et à se regarder dans les innombrables miroirs qu'elle s'est créés sous forme de peintures, est une intelligence sans visage, mais elle a une bonne douzaine de têtes qui, greffées sur un seul corps, sont cependant interchangeables, de sorte que chaque jour a sa combinaison.

Nous ne voulons pas poser la question de la grandeur de Picasso. Mais s'il faut, pour être grand, posséder ce qui par rapport à l'intelligence n'est qu'une très humble servante, une âme, cette bonne ménagère dans la maison humaine, alors nous savons bien avec quel terrible ricanement Picasso serait le premier à récuser cette grandeur, car, son âme, toute son œuvre atteste qu'il a cherché à l'étouffer. Nous ne voulons pas affirmer qu'il y ait complètement réussi, mais enfin quand on la cherche parmi ses tableaux, on ne la trouve, petite, agonisante presque, que dans ses premières toiles. Est-ce notre faute si, plus tard, les plus mirifiques déploiements de technique, les audaces picturales les plus fulgurantes, les coups de barre les plus imprévus nous paraissent comme autant de feintes, autant d'alibis pour cacher cette absence, ce manque fondamental dont nous ne nous consolons pas?

On a parlé de mystique picassienne. J'en ai assez dit pour qu'on ait compris qu'il s'agit au contraire d'une anti-mystique caractérisée. A la base de Picasso il y a une impossibilité radicale de se donner, jointe à je ne sais quelle ambition luciférienne d'éblouir, et le mot même de grâce jure avec son nom. Picasso est un acteur presti-

gieux qui se joue, avec des moyens intellectuels et techniques de premier ordre, la comédie du génie. Si le Diable est le singe de Dieu comme le pensait Tertullien, la peinture de Picasso est une peinture diabolique, hélas! dans toute la force du terme.

P. DUCHESNE.

***

François Mauriac à l'Académie Française

« La plus haute gloire que j'ambitionne, me déclarait un jour un écrivain régionaliste, est de faire entrer dans la littérature, et d'immortaliser peut-être ainsi, le nom de mon pays d'origine. » Avec François Mauriac, ce sont des noms de la Guyenne qui entrent à l'Académie : Bordeaux, où il est né il y a cinquante ans, rue du Pas-Saint-Georges, dans le quartier de la Grosse-Horloge ; Langon, où des aïeux agriculteurs cultivèrent la terre; des propriétés de landes et de vignobles : Malagar, près du calvaire de Verdelais, où il va passer ses vacances, où il embrassa pour la dernière fois son ami André Lafon, sur cette même terrasse où il connut, avec une mère tendrement aimée, des soirs aussi resplendissants que ceux d'Ostie où se réunissaient Monique et Augustin, Malagar où, pendant la semaine sainte de l'année 1929, il vit monter de l'abîme, au milieu du désert de l'amour et loin des fleuves de feu, la plénitude du bonheur du chrétien; Château-Lange, entre Talence et Gradignan, sur la route d'Espagne, où il situa la maison de Maria Cross, la chapelle et le jardin de la *Robe prétexte* ; Johanet, qui donna son nom à l'enfant chargé de chaînes, Johanet encerclé de pins et que traverse une voie

de chemin de fer, avec ce roulement des trains que nous entendîmes retentir dans les douloureuses nuits de *Genitrix*.

Rien cependant dans la physionomie de Mauriac qui rappelle un terroir quelconque. Les neiges des Pyrénées semblent suspendues à la barbe biblique de Francis Jammes. Les traits d'Henri Pourrat, d'un si beau, d'un si fier relief, recèlent la gravité et la robustesse des monts d'Auvergne où grimpa son Gaspard. Jean Yole se campe tout droit comme les chênes de sa Vendée, et dans son regard fin flotte la nostalgie de son marais. S'il ne préférait à l'éparpillement mondain son fécond et sage isolement, Mauriac pourrait être un auteur « très parisien ». Un long corps, frêle et nerveux. Un visage aux harmonieuses lignes. De grands yeux pleins de vie, qui s'étonnent facilement, épuisent avec rapidité les images qui les sollicitent, et savent aussi se poser sur vous avec une extrême douceur. De fines lèvres d'où la voix monte suivant un rythme inégal, parfois haletant ou rapide ou brusquement alenti, coupée de silences soudains où il s'évade on ne sait vers quels horizons.

Il a habité rue Vaneau, au temps où il décrivait de romantiques nuits de Paris peuplées du souvenir de Lacordaire, de Perreyve, de Charles Demange ; puis il s'installa rue de la Pompe, entre l'avenue Henri-Martin et le lycée Janson-de-Sailly : il travaillait dans un cabinet exigu, haut situé et plein de livres, où l'on accédait par un escalier partant d'un coin de son salon : je l'y revois, au temps de *Destins*, sous le regard de René-François de Chateaubriand. Sa demeure actuelle donne sur une rue qui porte le nom d'un poète parnassien, à deux pas de l'église d'Auteuil et du couvent bénédictin de la rue de la Source.

Si nous admirons en l'auteur du *Nœud de Vipères* un des tout premiers romanciers de ce temps, nous n'oublions pas que nous avons aimé Mauriac au temps où il était encore à peine connu, et où il écrivait des œuvres qui n'ont plus aujourd'hui beaucoup de prix à ses yeux. J'étais encore un écolier lorsque paraissaient les *Cahiers de l'Amitié de France*, mais une attention de Mme Georges Dumesnil me permit de les lire, pendant la guerre, alors que cette revue avait disparu pour toujours, et je me suis souvent répété, depuis, certains vers de François Mauriac publiés là pour la première fois et où il évoquait, je me souviens, des cris de cigale, une

émeraude d'une eau mystérieuse, la douceur d'un visage « mêlée à celle de la nuit ». Lecteur habituel d'une revue dominicaine — la *Revue des Jeunes* — que dirigeait le R. P. Sertillanges, je guettais à chaque sommaire un nom déjà très cher, marqué d'un signe qui ne me trompait pas et qui m'introduisait dans des royaumes enchantés : le Cayla avec Maurice de Guérin, la rue parisienne du Mont-Thabor avec le jeune Henri Lacordaire, le collège Sainte-Croix de Neuilly avec André Lafon cherchant, la nuit, à sa fenêtre, l'immensité infinie des étoiles.

Nous demandions alors à Mauriac, l'un des plus compréhensifs parmi nos aînés immédiats, ce que lui-même, au même moment, attendait de son maître Barrès : « le secret d'une certaine attitude en face du monde, une certaine manière de se prêter aux perfectionnements de la vie ». Et nous pourrions aussi bien répéter comme lui que, d'écrit en écrit, c'était lui-même « que nous poursuivions », lui « d'abord qui nous intéressait ».

Puis vinrent, d'année en année, les romans lourds de langueur et de fièvre, brûlants comme l'été et comme la sève des pins, riches d'images et de contrastes, attirants et gênants, violents et nuancés, rudes et tendres, religieux et sensuels, désespérants et beaux. Une intense poésie, frémissante à chaque page, nous y fixait et nous assurait de leur victorieuse pérennité (1). Et nous y sentions, malgré les scrupuleuses précautions de l'auteur, l'angoisse sourde, étouffante du chrétien. Et au dernier jour de septembre de 1928, ce fut cette blessure trop cruelle, cette plainte recueillie par la *Nouvelle Revue Française*, et ce défi à Dieu même adressé.

Ce Mauriac nouveau, pas un instant nous ne nous sommes considérés comme isolés de son destin. D'autres se félici-

(1) Ce sera peut-être une grande surprise, dans quelques années — comparable à celle que Thomas Hardy fit à ses contemporains —, de découvrir que chez Mauriac le poète est au moins l'égal du romancier. Je laisse, bien entendu, de côté les *Mains jointes* et l'*Adieu à l'Adolescence*, mais je pense à certains poëmes d'*Orages*, à ces fragments du *Songe d'Atys*, auquel Mauriac ne cesse de travailler. A ce sujet, je me permets de renvoyer le lecteur à mon livre *Vies et œuvres d'écrivains* (Bossuet, éditeur, 1933) où j'ai précisément consacré un chapitre à Mauriac poëte.

taient de ses succès, de son éclatante renommée; ce qui nous attachait, c'était, près des abîmes vertigineux où il nous conduisait, cette angoisse que j'ai dite et, plus que tout sensible, cette faim de vérité et de vie que rien ne pouvait, en dehors de Dieu, combler. Mais quelle joie, pareille à celle d'un matin de Pâques, fut la nôtre lorsque, six semaines après *Souffrances du chrétien*, la petite hostie plus grande que tous les univers apporta la réponse et fit le miracle attendu.

Comment Mauriac, préoccupé dès le début de sa carrière par le problème du romancier catholique, résolu plus tard, semble-t-il, à l'éluder, a su depuis, avec le *Nœu de Vipères* et le *Mystère Frontenac*, apporter à ce problème une solution hautement satisfaisante, je n'essaierai pas de le retracer, cela ayant été fait de main de maître par M. Charles Du Bos, dans son livre vraiment exhaustif : *François Mauriac et le problème du romancier catholique*, qui vient de paraître et auquel je ne veux emprunter que cette phrase centrale : « *Un corps transparent*, volontiers dirais-je que c'est à cela que doit tendre la vérité entre les mains du romancier catholique, que c'est en cela que consiste la délicatesse de sa suprême réussite (1). »

Maintenant la gloire est venue, les honneurs officiels. Nous ne les redoutons pas pour François Mauriac. Cette consécration ne saurait lui ravir la surabondance de jeunesse qui explique pourquoi nous l'aimons. D'autres de nos aînés sont déjà loin de nous : les stigmates d'une vieillesse prématurée les ont marqués à jamais. Mauriac est assuré de ne pas vieillir. Avec lui, et avec les noms chantants de sa Guyenne natale, c'est la jeunesse de France, ensoleillée et pleine de foi, qui entre sous la Coupole.

LOUIS CHAIGNE.

(1) Page 26 (Corrêa, éditeur).

Les Comédiens routiers à Paris

Les Comédiens routiers viennent de présenter, à Paris, *la Compassion de Notre-Dame*. Leur jeune renommée, l'attrait du nouveau, remplirent, par deux fois, la grande salle Pleyel. Beaucoup vinrent là, connaissant les Comédiens routiers seulement par l'opinion. Certains craignaient d'arriver en la fête d'un patronage. Les uns et les autres, ceux qui attendaient trop, ceux qui ne croyaient pas, furent détrompés. Disons tout de suite qu'en cette chose jeune il y a tous les défauts et toutes les qualités des commencements. On dira que les Routiers poursuivent leur effort depuis deux ans. Mais au vrai, deux ans sont peu de chose à qui cherche l'expression complète, le développement parfait d'une formule originale, simple.

M. Léon Chancerel, à qui échoit toute la gloire de l'entreprise, avait divisé son spectacle en deux époques : Vie de la Vierge jusqu'à la naissance de Jésus, puis Vie de la Vierge à travers celle du Christ et la reflétant. Une suite de tableaux, d'œuvres peintes animées, menait le spectateur de la porte du Paradis à la porte du Paradis, d'Adam à Marie triomphante. Une manière d'unité idéale, une ligne symbolique était ainsi assurée au spectacle, par-dessus les spectacles. On s'efforçait en même temps d'en relier les scènes par un fil humain, — tout légendaire qu'il semble à l'ordinaire — : le juif errant « dirigeait l'action », libre, pour deux heures, de ne rien poursuivre. Une troisième trame était enfin tissée par les six Comédiens routiers : d'elle seule on sentit la permanence et la nécessité. Aussi bien était-elle le noyau neuf, le véritable ferment qu'offrait cette « célébration de mystères ». Je ne sais pourtant quelle impression demeure, le rideau tombé, d'une légère absence d'homogénéité, de fermeté dans l'enchaînement des images, de lien, d'union,

de continuité. C'est à ces absences que nous pensions tout à l'heure en parlant d'un défaut de maturité.

On en trouverait les éléments de plusieurs côtés : dans ce qu'on appellerait des « excès de scène », et dans le texte lui-même. Nous pensons, pour ce dernier reproche, à la scène des bergers, au premier acte, à celles des pèlerins d'Emmaüs, au second. Le principe adopté pour suggérer le mystérieux, le pathétique — jeux de lumière, jeux de sons, stylisation des gestes — permettait assurément de réduire le texte à un schéma très sobre. Nous dirons tout à l'heure comment, le plus souvent, on a réussi. Mais on visait évidemment, ici, plus loin qu'on n'atteignit. Passons la scène des bergers, dont le sens évangélique nous semble avoir été mal interprété. Pour celle des pèlerins, qui aurait dû être soulevée, exhaussée par le symbole, nous eûmes seulement quelques paroles assez fades, aucun sentiment d'attente, d'inquiétude grave, de recherche soucieuse, d'abandon. Ces quelques fautes ne suffiraient toutefois pas à rompre l'unité d'une œuvre. Si M. Chancerel s'est parfaitement dépouillé de ce qu'il n'aimait pas, qu'un disciple de Jacques Copeau, que tout honnête homme ne peut aimer, on lui tiendra pourtant grief de n'avoir pas assez abandonné les choses mêmes qu'il aimait. Souhaitons que le succès augmente son indépendance, et qu'il ose dépasser, dans la belle voie de pureté, de clarté très grande où il est engagé, tout ce qui est individuel et particulier, quand même ce particulier serait le scoutisme, l'esprit « scout ». On n'a pas à débattre ici de ses grands ni de ses petits côtés. On en croit seulement quelques traits, lesquels, auprès de tableaux poignants de féerie, de mystère fait chair, de religion, heurtent le cœur et dissipent l'attention. Nous pensons à la lutte des bergers (une escorte musicale, des mouvements rythmés, tout cependant était sauvé), à la double procession des enfants, à l'apparition de la Vierge, blanche et bleue, en couronne éclatante. On ne peut vraiment accorder aux industries de la rue Bonaparte d'être accueillies — fût-ce en esprit — sur une scène aussi probe.

Nous voici libre d'acclamer. Les chevilles ont sauté. Il

reste ceci : un plateau; trois rideaux orangé; de la lumière; des sons; des voix. Le jeu des acteurs est si simple, si pur d'attitudes, d'hésitations, si ferme, et parfois si violemment soi-même, si nettement et délibérément lié au mystère d'un caractère — et les caractères sont ici divins! — qu'il impose au spectateur non une personne, un humain qui récite et qui joue, mais une forme de volonté, la seule ligne d'une pensée, à peine entourée de la chair qui l'offre et la présente. Nous ignorons les noms de tous ces jeunes gens et de ces jeunes filles, mais ne furent-ils pas assez dépouillés de soi pour mériter d'être appelés du seul nom que, pour deux fois deux heures, ils portèrent? On ne peut relever un seul trait dans leurs gestes, leur voix, parlante ou chantante, qui ne fût signe d'une clairvoyance, d'une maîtrise profondément habituelles. Des personnages épisodiques, Adam, Ève, Judas, les quatre hôteliers, parvinrent à donner à leur rôle une précision de silhouette, une force de mouvement dans la concentration même de leur jeu, qui firent d'eux les animateurs de ces images qu'on voit graviter, dans les miniatures françaises du XVe siècle, autour des figures principales. Celle-ci, Marie, Jésus, parvinrent à être ensemble très nettes et mystérieusement imprécises. Aucun éclat. Aucune violence. On pense ne pouvoir mieux dire l'admiration que l'on eut pour elles. Celle qui jouait le rôle de Marie, qui le chantait, peut-on dire, car tout en elle chantait, peut beaucoup attendre de son talent : nous ne connaissons guère de voix qui puissent aussi étrangement éveiller le souvenir des anges musiciens de Memling.

De tous ces jeux, le chœur des six routiers est le centre, et comme le rhizome d'où les tiges se détachent. Nous avons dit la valeur individuelle de ses choristes. Les commentaires qu'il fait d'une pensée, d'une attente, d'un événement, chaque mot lié à un geste, et souvent à un son, à un éclairage, la simplicité, l'unité de ses mouvements simultanés, multiplient l'émotion de l'action même. Et ce fut l'œuvre de M. Chancerel que cet agrandissement, cet accroissement indéfini de la puissance d'émotion de ce « mystère ». Par les

sons et les couleurs il établit une correspondance entre toutes les facultés d'attention du spectateur, toutes les sources de sa sensibilité. Il ne s'agit pas de lui montrer ce qui doit l'émouvoir, mais de le placer dans les conditions de l'émotion, de la joie ou de l'angoisse : l'entourer de colorations, de sonorités telles que, affectivement, il soit obligé de fléchir, d'admettre le jeu. A ce moment, des gestes eux-mêmes, des paroles, on peut se permettre de ne conserver que le schéma, l'essence, la forme. On revoit en ce moment ces deux scènes, l'une burlesque, l'autre tragique, des hôteliers de Bethléem, et des instruments de la Passion. On sentit mieux encore dans la première que dans la seconde la fécondité du principe de M. Chancerel, chaque geste des hôteliers expliqué non par des paroles — qui certainement restreindraient leur caractère — mais par leur costume et par des sons. Il est vrai que les ondes musicales Martenot étaient un outil prodigieux. Dans la présentation des instruments de la Passion se révéla plus vivement qu'ailleurs un autre mérite de M. Chancerel : son art du costume. Quand le rideau s'est écarté sur les cinq personnages porteurs des instruments de supplice, nous nous sommes demandé quel enlumineur byzantin avait peint ce fond de scène éclatant. Le rouge de la sainte tunique, le blanc du linceul, les bleus, ne pouvaient, pensions-nous, exister comme des choses vivantes. Nous les retrouvions, en nous, sur la Bible de Saint-Sever ou suspendus dans le soleil de Chartres.

Le rideau tombé, nous n'étions pas sûrs que ces quelques mouvements et ces chants se fussent élevés dans un instant de notre époque.

André Breïz.

THÉATRE

L'adaptation de *Crime et Châtiment* par Gaston Baty a rassuré quelques-uns de nos contemporains sur l'avenir du théâtre. « En quittant le spectacle, écrit M. Pierre Brisson, je songeais à la fragilité des principes. Le système des images semble banni du théâtre par le cinéma. Or, il est très certain qu'aucun film ne pourrait nous offrir une évocation comparable à celle-ci. La présence vivante de l'acteur, la chaleur de sa voix, les couleurs du décor interviennent, les reliefs s'accentuent, et l'action se concentre au lieu de se diluer. » Même note optimiste dans l'article de M. Franc-Nohain : « Pour la première fois, M. Gaston Baty, au théâtre, vient de battre le cinéma avec ses propres armes ; il vient de nous montrer que le théâtre pouvait, lui aussi, réaliser des successions d'images qui, sur celles que nous offre le cinéma, auront toujours, en plus, la supériorité que confèrent le rythme de la vie, la respiration émouvante d'une présence réelle. »

Si l'œuvre de Gaston Baty peut rendre à quelques bons esprits la foi théâtrale, elle marquera une date heureuse dans l'histoire de l'opinion contemporaine. Ce qui est évident pour la raison devient ici sensible aux yeux : théâtre et cinéma ont deux essences distinctes. Entre eux, ce n'est même pas une question de couleurs ou de reliefs, car, après le cinéma parlant, il y aura le cinéma en couleurs et en reliefs ; mais il y a une seule chose qui échappera toujours à une *représentation* : c'est la *présence*. Entre ce qui est *représenté* sur un écran et ce qui est *rendu présent* sur une scène, il y a l'abîme métaphysique qui sépare la reproduction de l'acte et l'acte lui-même, l'image de l'homme avec ses possibilités d'être indéfiniment répétée et l'homme dans une minute unique de sa vie.

Les infinies puissances du cinéma tiennent précisément à ce fait que l'image est affranchie du réel ; il suffit d'une mince pellicule et le monde entier entre dans ma valise. Ce

qu'il y a de spécifiquement théâtral, c'est au contraire l'impossibilité de détacher l'action de l'acteur; la scène accueille toutes les illusions sauf celle de la présence; l'homme y apparaît déguisé, avec une autre âme, une autre voix et même un autre corps; n'importe : il est là et du même coup l'espace retrouve ses exigences, la durée son épaisseur, la vie son rythme. Le théâtre n'est pas le cinéma + quelque chose ou le cinéma — quelque chose. Le cinéma n'est pas davantage le théâtre + quelque chose ou le théâtre — quelque chose. Leurs rapports respectifs *à la présence réelle* leur confèrent deux natures radicalement différentes, deux destinées.

N'y aurait-il dans nos émotions aucun reflet de cette différence? La présence réelle n'agirait-elle pas sur nous à sa manière? Le nier serait admettre que notre comportement est identique devant l'image la plus parfaitement image et devant la réalité. Poser la question montre cependant combien insuffisante est encore la psychologie de la conscience concrète, tension continue par laquelle nous restons à chaque instant contemporains du monde, effort sans cesse soutenu et rassuré par un indéfinissable sentiment du présent et de présence. Mais allez au théâtre Montparnasse. Suivez des yeux Lucien Nat qui monte l'escalier dans la maison du crime. Accueillez les confidences de cette étonnante silhouette à laquelle l'affiche donne le nom de Marcel Delaître. Écoutez Marguerite Jamois réciter la résurrection de Lazare. L'émotion n'est plus tout à fait celle qui jaillissait à la lecture du roman ni même celle que l'on éprouverait devant les images d'un film; dans les trois cas, nous pouvons certes l'appeler tragique ou dramatique ou pathétique; mais, devant la scène, une nuance signifie que nous sommes parmi des hommes, que nous sommes les contemporains de ce Raskolnikoff, de ce Marméladoff, de cette Sonia.

***

En allant voir ces « vingt tableaux adaptés et mis en scène par Gaston Baty », j'étais bien tranquille sur la seconde partie de la mission dont le directeur du Théâtre Montparnasse prenait la responsabilité. *Crime et Châtiment* ne pouvait m'apprendre que le metteur en scène du *Dibbouk* d'*Opéra de quat'sous* est un grand artiste. Une fois encore Gaston Baty

enrichit notre mémoire d'images saisissantes, si vivement fixées dans notre esprit que nos souvenirs du roman se réveillent aujourd'hui avec leurs couleurs et leurs formes. Exceptons toutefois la chambre de Sonia volontairement conçue en marge du texte de Dostoïevsky ; les raccourcis de l'adaptation ont suggéré l'idée de la transporter dans une maison peu convenable dont le décor naïvement somptueux ne correspond plus à la description originelle : « La chambre de Sonia ressemblait à un hangar... le papier jaunâtre et usé avait pris dans tous les coins des tons noirs, effet probable de l'humidité et de la fumée de charbon... »

Si un peu de théâtre éloigne de la vérité, beaucoup y ramène. Gaston Baty a voulu une Russie de théâtre qui nous permette de rejoindre par l'intérieur la Russie de Dostoïevsky. La minutie historique et géographique serait ici la pire infidélité. Les couleurs n'ont pas à être locales, mais à retenir le reflet spirituel qui les illumine de vérité. Des témoignages de russes ou de slavisants seraient les seuls qui compteraient. Tout ce qui était à ma portée — et de mon devoir — c'était de voir ces vingt tableaux après avoir relu le roman : c'est bien la même œuvre qui m'est apparue dans le livre et sur la scène, le même univers, le même crime, et le même châtiment.

La même œuvre... Pourtant, on le devine bien, M. Gaston Baty n'a pu convier au Théâtre Montparnasse toutes les figures du roman et encore moins suivre le récit dans ses multiples itinéraires. Son grand mérite est justement de ne pas l'avoir cherché. Des personnages disparaissent [en particulier le médecin et Svidrigaïloff] ; Raskolnikoff n'a qu'un seul cadavre sur la conscience ; la mère de Sonia se jette dans la Néva avec ses deux petits enfants ; Sonia elle-même ne vit plus tout à fait dans le même cadre. Et pourtant aucune de ces libertés ne mérite d'être appelée une infidélité.

Gaston Baty n'a pas découpé vingt tableaux dans un roman ; il a d'abord fait passer en lui l'âme du roman, puis il a laissé cette âme s'exprimer en vingt tableaux. Son rôle fut plutôt une médiation qu'une adaptation. Véritable homme de théâtre, Gaston Baty était trop sensible à la spécificité des genres pour tirer une pièce d'un roman, comme si un vrai roman pouvait contenir une pièce en pointillé. Des

dialogues entiers passeront d'un livre à la scène — et cette version dramatique de *Crime et Châtiment* est remarquable par tout ce qu'elle retient de l'œuvre originale; mais le mouvement du développement ne saurait être le même dans la pâte d'un récit et dans le jeu dépouillé d'images parlantes. L'adaptation d'un roman à la scène ne peut être qu'une désincarnation et une réincarnation, un transfert d'âme.

*
* *

Cette âme de *Crime et Châtiment*, comment Gaston Baty l'a-t-il sentie? Dans le roman elle obéit, semble-t-il, à un double rythme d'*enlisement* et *dégagement*. Un lecteur occidental a parfaitement le droit d'être surtout bouleversé ou intéressé par le premier. Il reste que Dostoïevsky a voulu marquer dans sa mesure finale la substitution du second au premier : « il faut que tu acceptes l'expiation et que par elle tu te rachètes », voilà la pensée triomphante de l'œuvre. Gaston Baty a fait de ce rythme de *dégagement* le mouvement même de sa pièce; l'unité dramatique est le passage du crime au châtiment, du crime justifié par l'intellectuel au châtiment imposé par la prostituée. Par une juste intuition du vrai commencement selon l'esprit, Gaston Baty a projeté dans la lumière d'un premier tableau la théorie de Raskolnikoff sur le droit de tuer : un homme supérieur peut légitimement supprimer une existence si son geste est le moyen indispensable de libérer son destin. A la fin de la pièce, le rideau tombe tandis que, conduit sur la place publique par Sonia, le malheureux baise la terre après avoir avoué son crime.

Gaston Baty a donc poussé au premier plan la tragédie de la conversion. A l'intérieur de cette tragédie, il a concentré toute la spiritualité de l'œuvre dans le miracle de la charité. Le dénouement spirituel du roman est certainement commandé par l'amour de Sonia et sa pauvre croix de cuivre. Toutefois le juge Porphyre souligne les avantages d'aveux spontanés; les circonstances atténuantes seront sûrement accordées et, par elles, l'avenir est sauvé : « sans raisonner, abandonnez-vous au courant de la vie : il vous portera quelque part ». Rappelons-nous aussi le moment où, en Sibérie, le cœur du condamné répond enfin au don de sa compagne :

« Sept ans, *seulement*, sept ans! Dans l'ivresse des premières heures, peu s'en fallait qu'ils ne considérassent ces sept ans comme sept jours! » Ainsi dans le texte de Dostoïevsky l'espérance a le temps de bénir le châtiment. Le théâtre exige un repliement du drame; Gaston Baty a pensé que l'essentiel n'allait pas au-delà de l'agenouillement rédempteur; il a donc laissé l'annonce de la récompense où elle est, dans une seconde histoire que le romancier entrevoit. La charité est alors la seule lumière. Faible lueur qui vacille dans les appels à la pitié de Marméladoff, éclair qui envoie brusquement Raskolnikoff au secours d'une famille misérable, elle brille, inconsciente de sa pureté, dans l'âme de Sonia. L'architecture spirituelle de la pièce doit sa simplicité au rayonnement continu de la charité.

Cet éclairage intérieur des vingt tableaux a pour conséquence de pousser Sonia aux confins du réel. Dans le roman, bien qu'elle soit « la Voie », elle vit sur le plan des autres personnages. Ici, parce qu'elle est « la Voie », elle porte sur son visage un reflet du monde vers lequel elle conduit. Est-ce une créature ou une apparition? On sait avec quel art Marguerite Jamois compose ces figures qui abolissent toute contradiction entre réalisme et symbolisme. Elle exprime la pensée profonde de Dostoïevsky de la manière qui était peut-être la seule possible au théâtre. Dans un roman une Marie-Madeleine qui prêche le Christ peut avoir toutes les apparences d'une Marie-Madeleine ordinaire; pour savoir qu'elle n'est pas comme les autres, nous avons mieux que des apparences : le romancier connaît le secret des cœurs qu'il invente et il raconte les âmes. Mais sur la scène? Si les signes doivent tout dire, ne faut-il pas que certains trahissent l'invisible et deviennent des symboles?

Poète de la lumière et du rythme, Gaston Baty n'a jamais mieux fait. Mais, pas plus que l'autre, cette poésie n'est pure technique. Baty a si bien réglé les éclairages de son spectacle parce qu'il en a bien réglé l'éclairage intérieur. Ceci n'est plus affaire d'électricité mais d'intelligence et de générosité.

HENRI GOUHIER.

ÉDUCATION

A.-D. SERTILLANGES, O. P.
de l'Institut.

Le Père de famille.

Sa grandeur et sa responsabilité évoquées par un Maître au regard des exigences de la morale catholique.

J. JAOUEN.

Chronique pédagogique. Humanisme et pédagogie nouvelle.

— « Propos sur l'éducation », d'Alain.
— « La Teste bien faicte », par le P. Charmot.
— « Les livres, les enfants et les hommes », par Paul Hazard.

DOCUMENTS

Le problème de l'éducation de la jeunesse dans l'État national-socialiste. — Discours du Dr Frick, ministre de l'Intérieur du Reich.

Le Père de Famille

Les pierres vivantes du foyer ne sont pas, à l'égard de sa construction, de sa solidité, de ses fonctions et de sa destinée, d'une valeur uniforme. Égales moralement, elles sont diverses. La femme prédomine dans son ordre, et l'homme dans le sien; mais le rôle de chef n'en est pas moins tenu par celui qui est, entre Dieu et sa faible humanité, le premier intermédiaire.

Nous n'oublions pas, en parlant ainsi, la paternité spirituelle, qui à coup sûr prévaut; nous nous souvenons seulement que l'esprit a pour support la chair, et qu'avant de créer un sacerdoce, un gouvernement spirituel, une Église, l'Éternel a établi en Eden une famille. De cette famille, il a fait Adam non seulement le chef, mais la souche, au sens physique du mot, puisque la femme est la « *chair de sa chair et l'os de ses os* », et c'est donc par lui que tout vient au groupe initial, à la cellule mère dont le foisonnement est l'humanité, dont le terme de fonctionnement et de recherche est la vie éternelle.

Quand nous nous demandons, en philosophes, sur quoi se fonde et comment se maintient, au cours de l'histoire humaine, la primauté incontestée du père de famille, nous trouvons à invoquer un triple fait. L'homme détient à titre principal, quoique non pas exclusif, la force pour la défense, la valeur productive, la raison directrice.

Dans les temps de violence, la force avait une importance capitale; provoquant la formation du foyer, elle décidait à plus forte raison de son gouvernement. Mais il

demeure vrai en tout temps qu'un organe de défense a pour la vie des groupes comme des individus un prix incomparable en cas de danger, et toujours très grand comme élément de sécurité, comme sauvegarde.

Dans sa qualité de producteur, l'homme est aujourd'hui sérieusement concurrencé par la femme. C'est un malheur. Normalement, la femme préside à l'utilisation plus qu'à la création des ressources, et il est dans notre instinct d'accorder à celui dont dépend la vie une large autorité sur elle.

Enfin, la raison directrice, au foyer, se distribue et n'appartient à personne exclusivement ; on ne saurait même dire, peut-être, de quel côté elle prédomine ; mais il est certain qu'elle n'a pas ici et là les mêmes caractères, et ceux qu'elle revêt chez l'homme ont plus de rapport au commandement, à savoir la largeur de vue, la suite, le calme, l'impartialité, la justice.

Accordons que cela peut bien souvent se retourner ; mais nous visons les ensembles. A cet égard, ce qui appartient surtout à la femme c'est l'intuition, la finesse, le sens du détail, la vivacité du jugement, le cœur. Égale moralement, elle est, pour cela, subordonnée politiquement, sans être en tutelle, ni sujette. Il s'agit d'un partage des rôles. Le devoir du père de famille sera toujours non seulement de respecter l'épouse, mais de mettre en valeur ses dons pour le bien de son propre rôle et pour le bien de tous. Le vrai chef de famille, au fond, c'est, avec la tendresse qui anime tout, l'impersonnelle sagesse.

Revêtu de la dignité de chef, le père devra prendre conscience des tâches qu'elle lui impose. Fort, il doit protéger ; producteur, il assumera en premier l'entretien de la famille ; raison directrice, il poussera au but commun tous ceux que la Providence achemine au bonheur : bonheur terrestre, et après cela l'autre ; car le patron de la

barque pourrait-il oublier le port? Nous voguons, ici-bas, vers la rive éternelle; s'organiser et gouverner comme s'il ne s'agissait que du temps, ce serait tout fausser.

Le rôle de protection assigné au père de famille a bien des formes. Moralement, sa vigilance aura besoin d'être avertie par des observations que nous tenons en réserve. Extérieurement, l'action protectrice s'applique à des circonstances variables, impossibles et d'ailleurs inutiles à prévoir. La vie se charge de préciser ses requêtes en dévoilant ses périls. Toujours est-il que la sécurité commune repose sur le chef; son énergie et son courage sont le rempart du foyer; s'il a du caractère, on en est fier et l'on s'y repose avec confiance. L'Évangile l'a dit pour des temps qui ne diffèrent que superficiellement des nôtres : « *Quand l'homme fort et armé garde sa maison, tout ce qu'il possède est en sûreté.* »

Le rôle d'entretien soulève la question du travail, qui veut aussi une autre étude. Le travail est une obligation de la famille prise comme personne morale; il est spécialement un devoir paternel dans la mesure où il est requis pour la subsistance et l'accroissement du groupe. Ceux qui restreignent la vie ou l'abaissent pour n'avoir pas l'énergie d'y subvenir dans toute la mesure où la Providence la donne, ont à rougir de leur lâcheté ou de leur peu de confiance.

Qu'ils songent aussi que la subsistance familiale ne consiste pas uniquement à avoir du pain. Il faut nourrir ses êtres spirituellement, les pourvoir de sagesse et de joie, de culture et d'amour. Mais là de nouveau se posent d'autres problèmes.

Le point délicat de notre étude présente concerne le troisième rôle assigné plus haut au père de famille : l'exercice de l'autorité. La femme s'y adapte instinctive-

ment, quitte à inspirer ce que son conjoint décide. Les enfants songeraient encore moins à secouer le joug. L'enfant n'a pas d'autonomie ; comme tel, on peut dire qu'il n'existe pas, il devient, et ce n'est point par lui-même ; on vit pour lui, en attendant qu'il sache vivre. Il a donc besoin de l'autorité comme du lait, et pour lui en procurer le bienfait les parents sont solidaires ; mais, à l'égard des grandes questions tout au moins, le père prédomine.

L'autorité est aujourd'hui en baisse partout, et le malheur n'est pas moindre au foyer qu'ailleurs ; il y est plus grand, parce que l'institution est plus fondamentale. Le père est un roi qui ne s'est pas couronné lui-même, comme Bonaparte le jour du sacre ; sa couronne lui vient de Dieu, et il ne peut abdiquer. Sa couronne, dis-je, et aussi la main de justice, au besoin avec l'épée. J'entends que la répression, tardive autant qu'il se peut, doit cependant venir, si les autres moyens de l'amour se sont montrés inefficaces. L'anarchie du foyer serait un crime du chef, comme l'anarchie sociale ; si le père y consent pour avoir la paix, il en sera puni par la pire des guerres, celle où périt le bonheur de tous avec celui du délinquant.

L'autorité, en inspirant une crainte respectueuse, garantit les fins de l'amour. La bonté et la douceur ont besoin de s'appuyer à la dignité et à la force morale, sans quoi on les méprise. Quel général s'est fait aimer plus que Napoléon ? et qui a exigé davantage, qui a exercé l'autorité avec plus de rigueur ? La famille n'est pas un camp ; mais les lois générales s'appliquent partout. Les vieux serviteurs des temps d'autorité aimaient leurs maîtres plus que nos larbins égalitaires et « conscients ».

On disait autrefois : « Notre bon roi Henri » ; on dit aujourd'hui : Herriot, Briand, Lebrun... ; de même, on disait autrefois : « mon père », et l'on dit maintenant : P'pa. Je ne me plains pas de la forme ; elle a du bon,

comme expression d'une plus grande intimité des rapports qui est après tout un progrès. Mais il faudrait tempérer cette intimité par un sentiment très haut de l'autorité, là où elle s'exerce ; car le précepte, venant de plus bas, est moins efficace, et la hiérarchie risque toujours de périr avec les signes qui l'attestaient.

L'exercice de l'autorité requiert des conditions personnelles qu'on devra sans faute exiger du père. Il veut, avec une dignité tempérée, une grande possession de soi, la fermeté, l'égalité d'humeur, la constance. Toute nervosité diminue le pouvoir et à la longue le sape. L'éducateur qui apparaît comme l'incarnation de la justice et du bien, c'est celui-là qui pèse, surtout à l'égard d'un cerveau naissant. L'enfant doit se sentir incapable de vous tromper, de vous troubler, de vous décourager, de vous vaincre : alors seulement vous avez empire sur lui et êtes armé pour remplir envers lui tous vos devoirs.

Nous parlions plus haut de dignité *tempérée* : nous pensions à certaines attitudes prudhommesques, au père oracle, homme à principes, recueil de sentences, qui a, en place du juste sentiment, la superstition de son pouvoir, parfois jusqu'à la tyrannie. La pédanterie au front plissé a moins de force réelle qu'une sérénité sérieuse et ferme, qu'une dignité gracieuse et tendre, habituellement dispensée de sévir.

Le père est un *surveillant*, comme l'évêque : rien ne doit lui échapper de ce qui se passe au logis. Rentrant de ses courses au dehors, on lui doit le compte-rendu de ce qui s'est passé en son absence : qu'il l'exige, et qu'il opère, s'il y a lieu, d'utiles redressements. Certains ne voient que de temps en temps, par hasard, et tirent de là des jugements ou trop optimistes, ou injustes, parce que le hasard les a mal servis.

L'amour aveugle, comme l'amour paresseux ou l'amour présomptueux, est un mauvais gouvernant ; il n'a pas le moyen d'appliquer les règles auxquelles l'autorité doit tous ses succès.

Quelles sont ces règles?

Rien d'absolu ne peut, à vrai dire, être formulé quant à la manière de régir une âme, objet varié comme la nature et changeant comme les saisons, apte à profiter, en divers temps, d'attitudes diverses. Il y a d'ailleurs à tenir compte de l'âge, qui fait prédominer, au début, la tendresse et l'enjouement, plus tard une gravité qui s'accentue sans devenir morose.

En tout temps, en toute circonstance, le père doit se souvenir que s'il représente l'autorité, c'est une autorité de tendresse et non de pure justice, si tant est que cette dernière soit à sa place nulle part. La règle rigide et sans cœur ne fait que des esclaves et des insoumis. Ce qu'elle obtient au dehors est de nul poids, si elle n'a pas le consentement des âmes. Que veut-elle, sinon former? et forme-t-on avec de simples résultats? N'est-ce pas le pli de l'âme, l'inclination volontaire obtenue, puis fixée, qui est ici le principal?

Pour cela, c'est au dedans que l'éducateur doit se ménager des complices. Plus tard, quand la contrainte ne sera plus de mise, à quoi serviraient, si la contrainte avait été seule, les succès de vos sévérités?

L'autorité du père doit être maternelle, comme celle de la mère doit être empreinte de virilité. Père et mère ne composent à eux deux, en face de l'enfant, qu'un unique principe. N'est-ce pas ainsi, dès le début de son œuvre, que la nature l'a prévu?

« Honorez votre commandement et n'avilissez pas votre autorité en la changeant en violence », dit saint

Jean Chrysostome. Croyez en vos enfants, pour qu'ils croient en eux-mêmes. Ne les déprimez pas. L'être naissant est une volonté combattue : il faut la conquérir, non la vaincre. Tuer dans son germe toute résistance, si c'est par un éveil et un renforcement de la raison, c'est bien ; mais qu'on prenne garde d'écraser la volonté. Des enfants voient leur caractère détruit, brisé à celui d'un père. D'autres sont acculés à la révolte et à l'anarchie.

Sont-ils l'objet d'un jugement favorable, les enfants bons — et même un peu les autres — mettent leur cœur à le justifier. On surveillera les effets ; mais le point de départ ne doit pas être la défiance. L'enfant traité en créature raisonnable, et cela de plus en plus à mesure de son développement, voit sa raison se former et sa volonté s'affermir, parce que l'une et l'autre s'exerce. Pris au sérieux, il devient sérieux. Même dans un âge encore tendre, la raison traverse son enfantillage en d'heureux éclairs.

On conclura de là que la surveillance du foyer, si précise qu'elle soit, ne doit pas être tâtillonne, ni à plus forte raison indiscrète. L'enfant — et bien plus, évidemment, la femme — a besoin d'un peu de large, d'un quant-à-soi qui ne soit point violé. L'enfant a lui aussi sa petite dignité, qu'on lui apprend à respecter en la respectant soi-même.

Le père ne doit pas procéder facilement à des perquisitions, à des inquisitions secrètes. Autant que possible, il ne doit rien faire que d'avoué, de normal. Que son regard soit large, et ce qu'il ne voit pas, qu'il le devine, plutôt que de le surprendre. Il le peut, grâce à son expérience, et avec cette attention du cœur qui à la longue n'est guère trompée.

Faut-il ajouter que le gouvernement paternel, s'il mérite vraiment ce nom, c'est-à-dire s'il unit la tendresse

à la force, la confiance à la clairvoyance, la patience à la netteté du décret, est celui qui coûte le moins, qui afflige au minimum, tout en obtenant davantage. Il doit en coûter, à un père, d'être dur, et la famille n'est pas un lieu de douleur ; son régime normal est la joie : qu'il s'en souvienne, celui qui est responsable en premier du bonheur, mot qui comprend la joie à titre de fleur, s'il nomme d'abord des biens plus solides.

Voici au surplus quelques règles particulières dont l'importance sera appréciée par quiconque commande. Nous ne les inventons pas ; une expérience séculaire les a élaborées et consacrées, avec la contre-épreuve d'échecs qui en soulignent le poids.

Ne donner que des ordres évidemment justes.

Ne pas avoir l'air de mendier l'obéissance.

Ne commander pourtant qu'avec calme et possession de soi ; en cas de vive émotion, surseoir.

L'ordre donné, exiger la soumission immédiate et complète.

Afficher une absolue confiance dans l'exécution.

Ne jamais réitérer les ordres.

Ne pas s'obliger soi-même au contre-ordre.

Ne pas faire de promesses ou de menaces irréalisables ou excessives.

Ordonner plutôt qu'interdire, pour utiliser le besoin d'action et ne pas heurter sans raison l'esprit d'indépendance.

Contrôler et sanctionner les effets.

Entre Dieu et la jeune humanité, disions-nous, le père de famille est le premier intermédiaire ; la Raison qui régit tout l'a chargé de régir ce qu'elle a de plus précieux : ses enfants. C'est donc dans un sentiment religieux, au

sens le plus haut et le plus large du terme, que l'autorité paternelle doit être exercée. La paternité ne prend sa majesté que reliée à sa source et ne puise que là son prestige.

L'enfant a la religion innée de ce pouvoir, et il n'en perd la notion que par la faute des souverains intimes qui abdiquent, semblant ainsi faire abdiquer Dieu. Représentation du ciel : telles doivent être les sources de vie. Quand tous obéissent à Dieu, chacun obéit facilement aux chères incarnations humaines.

C'est pourquoi le christianisme, avec son art de concilier les contraires en remontant plus haut, avec sa préoccupation de renforcer tous les points de vue par leurs limites mêmes comme par la plénitude de leur propre sens, a tout ensemble adouci et affermi l'autorité paternelle, par rapport à ce qu'elle était dans les âges antiques. Il l'a affermie en la rattachant à l'autorité éternelle, en la faisant descendre du ciel ; il l'a adoucie en nous apprenant que le ciel lui aussi est une famille, que Dieu est un tendre père et que ses enfants, étant des élus, voient briller en eux, dès le premier appel, les droits de la personne. C'est la leçon de toute paternité, et c'est une des raisons de la religion du foyer, qui en revendique tant d'autres.

Représentation de Dieu, image de Dieu, le père ne sera-t-il pas invité de ce fait à payer d'exemple? L'autorité va naturellement en tête, et, sans doute, dans le chemin qu'elle-même indiqua. L'acte a beaucoup plus que les mots cette puissance d'entraînement qu'ambitionne le précepte. On entraîne en marchant.

Et qu'on ne pense pas réduire cette exigence à la pratique des pures vertus familiales. Outre que celles-ci ne sauraient guère aller seules, il faut se souvenir que pour le père de famille, tout, en réalité, est familial, comme tout est civique pour celui qui se doit tout entier à la cité.

Les vertus ne se cloisonnent point. Si le père n'est pas bon travailleur, bon patriote, bon voisin, bon ami, bon fils, bon professionnel, cela se sentira au logis, et ses propres dispositions y auront leurs effets autant que les répercussions sociales. La femme en sera abaissée, humiliée ; les enfants peu à peu s'en apercevront, si même les chocs en retour n'en sont pas immédiats et cruels. Il y a de ces cataclysmes soudains.

Le père de famille porte en lui-même le juge de son action, le critique de son autorité, le tribunal d'appel de ses sentences ; il n'y a guère de recours contre ses erreurs : c'est une raison pour qu'il soit attentif et sévère pour soi. Il y gagnera autant que personne. La solidarité familiale est si étroite qu'on ne peut rien verser au trésor sans en avoir aussitôt le désagrément ou le bienfait.

Si les enfants sont formés et la femme protégée par le père, de quelle formation en retour et de quelle intime protection le père ne bénéficie-t-il pas ! Ses ordres, inspirés par de si pressants motifs, tirés des exigences les plus immédiates de la vie, constituent pour lui-même un enseignement, et leurs effets ont une valeur d'expérience ; son dévouement lui est une force ; sa protection le défend tout le premier, et son amour lui est une allégresse.

Quand l'enfant monte sur ses genoux, ce poids si doux le stabilise dans le devoir, et le petit doigt tendu lui fait voir la route. Il peine, peut-être, mais aussi il s'accroît, et en eût-il trouvé le courage dans sa seule ambition personnelle, sans cette impérieuse et délectable stimulation qui déploie et multiplie toutes ses forces ?

Que s'il nourrit le noble espoir d'être utile à son groupe, à son pays, à son temps, d'apporter sa quote-part à l'œuvre sociale, qu'il se rassure ; nul plus que lui ne travaille pour l'avenir ; nulle tâche, si brillante qu'elle soit, ne peut

être comparée à la sienne. Tout est dans l'homme, et l'officine où l'homme éclôt, se forme et détermine sa valeur, c'est ce foyer que protège et où domine le père.

Sur combien de générations ne va pas se répartir son effort ! Nul œil humain ne suit le flot de la vie dans ses mille ramifications ; mais on sait que sa pente est déterminée par le niveau d'où il part, et qu'une heureuse action initiale peut avoir des répercussions presque indéfinies dans un groupe.

Le temps est un complice du bien comme du mal. Qu'il multiplie le mal, c'est pour le père une responsabilité dont il ne peut oublier le poids ; mais le bien aussi s'épanouit en gerbe, et c'est un réconfort pour celui qui serait tenté de croire son effort vain.

Rien n'est utile comme le don de la vie, puisque, en tout et partout, au ciel comme sur la terre, il ne s'agit que d'elle. Le tout est de la donner au meilleur sens et de la rendre heureuse. C'est le souci du Père universel. Son humble associé, son image sur terre se glorifie à bon droit de collaborer à cette œuvre, qui prépare à la création son apothéose.

Il est vrai que le résultat n'est pas sûr. En mer, il ne suffit pas de manœuvrer pour faire une bonne route ; il y a les éléments ; il y a les hasards ; il y a ici la liberté. Mais ce n'est qu'un motif de plus de fournir, pour sa part, tout le possible. Les hasards n'ont pas autant d'action qu'on le croit ; le sort est le plus souvent *notre* sort, celui que nous avons préparé nous-mêmes, et quant aux libertés, si on ne les détermine pas, on les forme ; c'est le but principal du foyer. On peut donc espérer le succès, si l'on en pose les conditions, comme on doit craindre des malheurs si l'on se refuse.

Quel poids de pensées, quand on y réfléchit ! On se

demande si beaucoup de jeunes gens en ont conscience, en abordant le mariage. Peut-on cependant contester l'imminence des biens et des maux qui se trouvent ainsi suspendus à l'anneau des noces? Le père de famille résume en soi la destinée de tous, parce qu'il représente à la fois leur raison, leurs sentiments, leurs désirs, leurs motifs de vivre, leur but immédiat et suprême. Il y a de quoi songer!

Le rameau de vigne qui sentirait la grappe lourde et saurait ce qu'elle devient ne serait-il pas stupéfait de sa puissance? Et s'il pensait au calice où peut-être elle sera pressée?... La famille est une vigne autrement précieuse, et le calice en attend toutes les grappes, puisque la divinisation est pour nous tous le but de la vie.

Jeune homme, vous désirez être père? Savez-vous bien ce que c'est? Songez d'abord qu'une femme, une âme avide va vous demander ce complément d'existence sans quoi elle ne se sent ni achevée ni paisible. Dites-vous ensuite qu'avec elle, avec Dieu, vous entreprenez une œuvre d'avenir dont les effets ne se mesurent déjà point dans le temps et se hâtent vers l'éternel. La femme, l'enfant, doivent être un perpétuel monument de vos vertus; ils peuvent aussi accuser en vous le négligent ou le prévaricateur. C'est l'option, et l'enjeu est là.

Ne trouve-t-on pas dans ces réflexions la raison des sévérités de l'Église en matière matrimoniale, conjugale, éducatrice, scolaire et en tout ce qui s'y rattache? Elle est terrible, il faut l'avouer, notre Église catholique; elle ne cède rien; seule parmi les lâchetés, indifférente au conformisme des philosophies et des religions dissidentes, elle a le verbe haut et les exigeantes audaces. Mais blâmerait-on cette mère au long regard, à l'âme forte, de tenir une main attentive et ferme autour de la flamme de vie?

A.-D. Sertillanges, O. P.

Chronique pédagogique

Humanisme et pédagogie nouvelle

« Propos sur l'éducation »

« Il faut de la souplesse pour saisir l'idée, et ce genre d'attention qui regarde du coin de l'œil. Ruse et sourire. Déliez. Déliez. » Ce n'est pas la Sibylle, c'est Alain qui parle et qui peut-être, dans cet oracle, résume sa pédagogie (1).

Ses propos sont courts et distincts; mais un lien subtil les unit. Aussi ne convient-il pas de les épeler comme des fragments. C'est l'unité du système qu'il faut saisir, ce sont les vues maîtresses par lesquelles s'éclaire le détail. On risque de simplifier beaucoup, de trahir? D'accord. L'auteur l'aura voulu en nous engageant à cette méthode de lecture qu'on appellerait volontiers « globale », si ce n'était désobligeant pour un homme qui abhorre les pédagogues et les Jardins d'enfants. « Les pages denses d'un prosateur seraient utilement éclairées par ce regard d'exploration, qui va de l'ensemble aux détails. Car enfin toute la page est vraie en même temps, et il arrive souvent que la fin explique le commencement. » Ce qu'Alain dit de la page, on le peut appliquer à son livre.

L'ombre de Hegel fait le prologue et pourfend l'éducation amusante. « Quoi? Apprendre à lire et à écrire par jeu de lettres? A compter par noisettes, par activité de singe? » Mieux vaut apprendre difficilement les choses faciles. Par la discipline seulement, par l'effort volontaire, l'enfant s'élève au-dessus de l'animal et devient homme. Le thème est pro-

(1) Alain, *Propos sur l'éducation*. Rieder, 1932.

ST. ALBERT COLLEGE LIBRARY

posé ; par touches savantes, il se développe et se précise ; des variations paradoxales estompent mais ne rompent pas la continuité du trait dogmatique, et des premières aux dernières lignes on nous dit toujours : Délivrez, déliez tout ce qu'un petit d'homme recèle en lui d'humain. Mais il faut aller jusqu'au dernier article pour voir comment, dans cette pédagogie, l'ordre des moyens se rattache à celui des fins et trouver la réponse nette à la question que l'on se posait dès le début : Qu'est-ce donc que faire l'homme?

Faire l'homme, nous dit Alain, c'est penser librement. Seule une pensée libre a valeur d'absolu et peut opposer à toutes les puissances, à tout ce qui n'est pas elle-même, un grand refus. « L'Église n'est pas Dieu ; il y a autre chose. Dieu même n'est pas Dieu ; il y a autre chose. Le libre penseur continue le mouvement du moine théologien. Ce monastère qui refuse tout n'est encore qu'une image. Toute pensée est un monastère d'un petit moment. »

Ce Dieu qui n'est pas Dieu, s'il fallait l'expliquer, nous ramènerait sans doute à l'antique querelle des universaux. Au temps des « extravagances théologiques », au lieu de jongler du bout des doigts avec l'universel, on le définissait comme une idée abstraite d'un objet concret. Il en résultait pour l'esprit une attitude générale de soumission à l'objet, qui se trouvait encore de mise devant l'être absolu : raisonnant sur des réalités, on ne croyait pas que la source du réel fût un suprême irréel. Aussi ne disait-on pas que l'humaine pensée de l'absolu dût refuser, en le dépassant, l'être absolu. Et le seul moyen de rester libre devant les puissances finies paraissait justement d'accrocher sa petite pensée à la puissance infinie.

Mais les grandes ombres de Descartes et de Hegel ont passé par là. Et de leur commerce Alain a gardé, sinon le système, au moins la tendance conceptualiste qui domine ses *Propos*. « Que toute connaissance vienne de l'expérience, c'est ce que chacun accepte comme le dogme de notre temps. Je n'irai point contre. Toutefois je voudrais changer un peu l'axe de cette espèce d'axiome central, de façon à le faire tourner

et travailler plus près de l'homme. » L'axe en effet est si bien changé que l'expérience ne compte plus guère. Personne, nous dit-on, enfant ou savant, n'aborde le concret qu'au travers d'idées préconçues, qu'elles soient de science ou de préjugé.

Nous voudrions savoir d'où viennent ces idées. L'enfant, répond Alain, les reçoit avec le langage, et « quand il aborde, par les yeux et les mains, l'étude des choses matérielles, sans cet écran de la mère et de la nourrice, si longtemps placé entre les choses et lui, il est déjà métaphysicien, théologien, poète et mage ». Quant au savant, « tout le monde devrait savoir que c'est la déduction, commandée par une science plus abstraite et plus avancée, qui, dans toute recherche, [lui] donne la clef de l'expérience ».

Nous voilà au rouet. Comment donc la pensée se fera-t-elle à la mesure des choses? — « Il n'y a point d'idée qui égale la nature des choses... Aller du connu à l'inconnu, c'est notre lot; autant dire du simple et abstrait vers le concret et individuel, que nous n'épuiserons pas. »

Sans doute; la philosophie la plus traditionnelle n'envisage pas autrement le progrès de la connaissance intellectuelle. Mais, à la différence d'Alain, elle insiste sur la priorité de l'expérience sensible dans l'élaboration du concept, ce qui assure le fondement ontologique de sa connaissance et l'empêche de malmener le concret. Au surplus la nécessité d'aller — ou de revenir — de l'abstrait au concret ne justifie pas l'attitude dédaigneuse que prend Alain à l'égard de l'expérience. Quand il nous dit que « le progrès des sciences est sorti des extravagances théologiques », l'honneur n'en revient pas seulement à la méthode déductive comme il nous le donne à penser; on pourrait aussi bien partir de là pour réhabiliter l'expérience, en remarquant que le progrès tient surtout aux nouvelles manières d'observer qui ont livré aux prises de la déduction un objet plus concret. Mais Alain a résolu de convertir à la déduction les modernes idolâtres du concret et de bâtir sa pédagogie sur l'aptitude de l'enfant à l'abstraction. Pour nous inculquer l'esprit de synthèse, il

nous ramène donc à la géométrie et lui emprunte un art de penser qui s'apparente de près à celui de Descartes. Qu'y gagne-t-il?

La méthode des mathématiques est bonne en son ordre. L'esprit de synthèse est à sa place partout. Mais en toute science la soumission à l'objet que l'on considère est la règle suprême; et la nature de cet objet détermine le genre de certitude qu'on en peut avoir. On est tenté constamment d'opposer ces truismes sans gloire aux brillants paradoxes d'Alain. Il a découvert, entre autres choses, qu'il y a deux sociologies : la grande et la petite. La grande est celle de Comte (vous savez, celle des trois âges). La petite est celle qui collectionne des petits faits sur les mœurs des sauvages et les offre en pâture aux élèves des Écoles normales, un peu désorientés, paraît-il. Sur quoi l'ami de la déduction s'échauffe et vaticine : « Qui n'est pas astronome, physicien et biologiste, ne le croyez jamais quand il traite de sociologie. Sombre fatalisme; sombre fanatisme... » Hélas! je l'avoue, cette grande sociologie m'effraye autant que la petite.

Il est curieux de noter comme la réduction à l'universel prend naturellement chez Alain la forme mathématique de l'équation. Effort vers l'esprit pur, dont la rançon se paye par un effacement du concret, des différences les moins niables et par une singulière méconnaissance des possibilités. « On n'arrive jamais, remarque-t-il, à trouver des degrés dans l'intelligence. » D'où il conclut que chacun est juste aussi intelligent qu'il veut et que toute science est accessible à n'importe qui, pourvu seulement qu'il s'y exerce en se gardant de l'humeur et de l'imagination qui lui feraient dire : « Je ne peux pas. » C'est ingénieux si l'on veut; mais les intelligences humaines sont limitées et graduées par des corps.

La politique aussi peut se mettre en équation. « Tout pouvoir est absolu... voilà ce que le Fascisme enferme de vrai. » Mais en face dressez la force de l'opinion; qu'elle exerce « un contrôle clairvoyant, résolu, sans cœur, sur les actions et encore plus sur les discours du chef ». Du heurt de ces deux

absolutismes naîtront la justice et la liberté. Un mécanisme analogue assure d'ailleurs la discipline en classe. D'un côté, le peuple enfant avec ses intérêts et ses sentiments collectifs, force aveugle; de l'autre, le maître, qui doit être sans cœur et fuir comme une sottise la tentation de s'abaisser au niveau de ce peuple étranger. « J'ai observé, quand j'étais enfant, que ceux qui maintenaient l'ordre comme on balaie, comme on range des objets matériels, étaient aussitôt redoutés par cette indifférence, qui enlevait tout espoir... Les hommes sans cœur étaient finalement aimés. »

Il y a de tout dans ces Propos d'Alain. Et l'on a peut-être tort de prendre au sérieux les exagérations de telle page, attendu qu'il les réfute lui-même quelques pages plus loin. Un soupçon me vient qu'il pourrait s'amuser beaucoup du lecteur qu'il provoque à percer des ombres. Pourquoi se plaît-il à multiplier les ombres et à les faire renaître quand on croit qu'il les a dissipées? Je voudrais signaler à sa décharge ces propos où il nous rappelle que les différences individuelles ne doivent pas s'atténuer mais s'accuser, au contraire, entre des natures « délivrées ». Malheureusement il est difficile de savoir ce que seront ces natures délivrées. Au-dessous du caractère, vous trouvez l'humeur; au-dessous de l'humeur, la nature, « un véritable système rassemblé et équilibré, forme du nez et du menton, couleur de la peau, des cheveux et des yeux, tout se tient ». Le secret de la délivrance, si je comprends bien, consiste pour cette nature à suivre le modèle humain universel. Aussi les humanités sont-elles bonnes pour tous, et les règles orthographiques; aussi faut-il « lire et encore lire »; car en tout cela se manifeste l'ordre humain. Quant à la morale proprement dite, elle tient en peu de mots : « Deux ou trois maximes dans le genre de celle-ci : Ce que tu conseilles à ton voisin, fais-le », et, pour achever l'édifice, « la connaissance et le culte de l'humanité, notamment en ses grands hommes » (Ésope, Socrate, Jésus), à quoi le calendrier d'Auguste Comte a déjà pourvu.

Alain a beau nous dire que la poésie est la clef de l'ordre

humain, comme la géométrie est la clef de la nature ; il a beau écrire, vers la fin de son livre : « La moindre preuve de géomètre rétablit ce royaume invisible des esprits. La moindre expérience aussi, car si l'on ne discute librement, il n'y a plus aucun genre de preuve »; l'impression qu'il nous laisse est qu'il veut ouvrir tout avec une seule clef : la géométrie. On pourrait rassembler, sur son art de penser, bien des textes concordants. Je conseille à ceux que la chose intéresse de chercher, à la table analytique, les passages où il traite des mots « abstrait » et « universel ». En voici un qui les représente fidèlement : « Qu'est-ce donc qu'apprendre par l'esprit? C'est faire société. Le géomètre formé selon la subtilité Euclidienne est toujours occupé de convenir avec un interlocuteur imaginaire, au moyen d'une définition sans ambiguïté; et de là, par raisonnement, conquiert l'autre, répondant à toutes les objections possibles. D'où résulte cette connaissance si bien nommée universelle, c'est-à-dire commune à tout esprit. Que l'objet en dise ce qu'il voudra. L'attention du géomètre ne se porte point à ce que répond le cercle, mais bien à ce que pourrait répondre l'autre esprit avec lequel il se met en conversation... »

Il n'y a pas d'objection à ce qu'on en use de la sorte en géométrie. Ce qui est grave, c'est d'étendre cette méthode à tous les ordres de la connaissance humaine. Or pour Alain le progrès de la pensée se fait par un passage de la certitude au doute, du doute à l'hypothèse, de l'hypothèse à la vérification. L'objet ne vient jamais qu'en dernier lieu : encore sommes-nous avertis que nous ne l'épuiserons pas. La pensée, dans ces conditions, se joue entre deux termes inconnaissables : l'idée et l'objet. Nos prétendues idées pouvant n'être que des imaginations, le doute et la vérification s'imposent; mais la vérification parfaite étant impossible, il faut recommencer sans cesse — à moins que l'on ne préfère renoncer en s'autorisant du mot d'Alain « qu'il y a du jeu dans la pensée ». La fonction de l'intelligence apparaît ainsi plus négative que positive. Il ne s'agit plus de contempler, mais de critiquer. Méthode favorable peut-être

aux inventions, insuffisante pour le philosophe, M. Gilson le montrait ici même il y a peu de temps. De fait les invitations à vérifier sont plus rares dans ce livre, et plus enveloppées, que les invitations à douter et à raisonner. Osons dire que plus d'une fois l'auteur lui-même se hâte un peu de tenir pour vérifié ce qu'il suppose. Ce qu'il dit, par exemple, de Fénelon, que volontiers il nous donnerait comme un ancêtre de la libre pensée (« peut-être son cœur mystique est allé au-delà de Dieu »); la continuité qu'il établit entre paganisme, christianisme et libre pensée (à propos de *Télémaque* et des *Martyrs*), sont des assertions qui ne font de mal qu'à celui qui les profère. Il est vrai que si les historiens ne sont géomètres, Alain peut les récuser.

J'entends le lecteur pressé qui s'impatiente : « Mais cette pédagogie d'Alain, y viendrons-nous enfin? » Sa pédagogie? Il n'est question que de cela. Il a « renversé la marmite de Locke, et la vôtre, mon cher Psychologue; la vôtre aussi, mon cher Pédagogue », — il n'a pas renversé celle de Descartes, — en donnant le pas au concept sur l'objet : il ne vous reste qu'à déduire de là sa pédagogie. « Il n'y a qu'une méthode pour inventer, qui est d'imiter. Il n'y a qu'une méthode pour bien penser, qui est de continuer quelque pensée ancienne et éprouvée. » L'enseignement sera donc, de propos délibéré, retardataire et livresque. Retardataire (ce n'est pas une injure), parce que les idées en leur dernier stade ne sont pas mûres pour la réflexion; livresque, s'il n'y a d'espoir de penser que par les livres et si le concret détourne également de penser et de vouloir. Les seules leçons de choses qui vaillent, il faut les demander à la géométrie. Ne dites plus : cela est difficile, abstrait. Dites : il le faut; donnez pour fin la difficulté vaincue; et souvenez-vous de cette règle d'or : « Ce qui intéresse n'instruit jamais. » Fermez l'oreille aux psychologues et aux pédagogues qui s'en vont répétant qu'il faut connaître l'enfant pour l'instruire; vous le connaîtrez en le faisant trotter devant vous. Que répondre à cela? Que ce sont des paradoxes? J'espère avoir montré qu'ils sont dans la logique du sys-

teme. Que tout est faux? Non, mais que ce sont des vues unilatérales et que la contre-partie serait aussi vraie, et même un peu plus.

La pédagogie nouvelle — la bonne, celle qui n'a pas renoncé à l'effort et ne prend pas le concret pour une fin — ne souffrira guère des attaques d'Alain. Il ne veut la connaître, c'est trop clair, que par ses caricatures : le bonhomme carré, le geste accompagnant l'articulation des consonnes — comme dans *Bouvard et Pécuchet*. « Les deux bonshommes s'exercent à retenir le nom de Chilpéric par la friture qui fait ric, ric ». Les « tests », pour lui, se réduisent soit à des « épreuves qui montrent comment il faut traiter ces larves humaines », les anormaux, soit à une mode qui peut inspirer ce sujet de rédaction : « Les embarras d'un chef de gare dans la nuit du 12 au 13 avril. » Ceux qui connaissent les Jardins d'enfants sourient de ses fausses images et craindraient plutôt que l'enfant n'y travaille au-dessus de ses forces.

On l'étonnerait peut-être en l'assurant que le meilleur de son livre, je veux dire les suggestions qu'il nous offre pour l'enseignement de l'écriture, de la lecture et du calcul, est de pratique courante dans les écoles nouvelles. Matériel géométrique, écriture imitant les formes typographiques, copie remplaçant la dictée, lecture globale, lecture silencieuse préférée à la lecture orale, et cet almanach qui fournit l'occasion de toutes les leçons possibles, autant de points où les pédagogues ont devancé Alain. Pourquoi faut-il qu'au sujet de la lecture globale il nous confesse son ignorance : « je ne crois pas qu'on ait cherché quelque méthode qui éveille l'esprit d'ensemble et qui délivre d'épeler »? et qu'à propos de l'almanach ce lapsus lui échappe : « Je pense aussi au calcul *de Noël* et de Pâques pour l'année qui vient; la routine est en déroute ici : il y faut une continuelle réflexion »? Pour un enfant qui va au catéchisme, Noël n'est pas une fête mobile. Assurément ce n'est qu'un lapsus, et rien après cela n'empêche Alain d'écrire que la grande affaire est de régler l'intelligence « d'après l'imprimé, qui

est notre architecture à nous et notre cathédrale à nous. Monument contre monument; mais disons mieux, monument sur monument ». On peut être original en « continuant » Hugo, et l'antithèse est une figure dont la subtilité euclidienne peut tirer mille effets : songeons aussi que dans tout son livre Alain ne peint que des inspecteurs naïfs et des instituteurs sensés...

N'y a-t-il donc rien à louer, de ces *Propos* brillants et denses? Des éclairs de vérité, que le système malheureusement absorbe vite. Des vues généreuses, qui ont de la peine à quitter le ciel de l'abstraction. Il faut toujours mêler ces réserves à l'éloge devant cette séduisante mais inhumaine pensée qui nous entraîne vers l'esprit pur et l'universel refus. J'ai dit quelles antinomies factices on nous proposait entre l'idée et le concret, entre l'effort et l'intérêt. J'aimerais mieux la comparaison entre les méthodes de l'enseignement secondaire et celles du primaire. Pour ce qui est du Supérieur retombant dans la technique, il faudrait distinguer. Je souhaite comme Alain — plus que lui, et surtout après l'avoir lu, — que les élèves formés aux méthodes du secondaire sortent d'enfance par la vertu de l'apprentissage. L'école primaire devrait se borner à enseigner la lecture, l'écriture et le calcul; les humanités sont bonnes pour tous; la démocratie a pour premier devoir de revenir à ses traînards : j'admets de grand cœur tout cela. Seulement, tant qu'on n'a pas découvert le secret de faire marcher toutes seules les machines...

Pour finir, une maxime qui ralliera peut-être anciens et modernes : « Il n'y a de progrès pour nul écolier au monde ni en ce qu'il entend, ni en ce qu'il voit, mais seulement en ce qu'il fait. »

*
* *

« La Teste bien faicte » (1)

Il est bien tard pour parler de ce livre utile et sage du P. Charmot. Mais on le relira plus volontiers en fermant celui d'Alain. Le P. Charmot ne vise pas à éblouir. Dans une première partie, il nous décrit minutieusement les défauts de l'esprit qu'il faut éviter pour parvenir à ce miracle d'équilibre qu'on appelle une « teste bien faicte ». En formulant le diagnostic, il indique aussi le remède, tantôt dans un dosage approprié des diverses disciplines, tantôt dans un redressement des habitudes volontaires et des inclinations. Dans une deuxième partie, il nous offre une méthode générale de formation qui, par sa valeur à la fois synthétique et concrète, mérite le nom d'humanisme. Les éléments d'humanisme que renferme chaque discipline, l'esprit dans lequel il faut les tempérer ou les compléter, sont étudiés avec une impartialité remarquable. Il s'en faut que pour l'auteur le problème des humanités s'identifie avec l'humanisme. Il pense que tous les enfants de France, qu'ils soient de l'école primaire ou secondaire, quand même l'obligation de gagner leur vie au plus vite leur interdirait les études désintéressées, ont droit à recevoir leur part d'humanisme. Et il montre qu'on peut les satisfaire. Pour donner une idée de la méthode, citons ce qui est dit de l'histoire : « L'enseignement de l'histoire est de nature à favoriser la croissance de toutes les aptitudes, et même à corriger toutes les défaillances de la nature. Car sa méthode intégrale tient à celles de toutes les autres disciplines : elle est à la fois concrète et idéaliste, scientifique et littéraire, positive et philosophique. »

On voit déjà par ce passage que la pédagogie de l'auteur, parce qu'elle est sainement traditionnnelle, vise bien plus à développer des aptitudes qu'à entasser des connaissances. Au reste, dans sa tradition, il retrouve aisément les essentiels

(1) François Charmot, S.J., *La Teste bien faicte*. Spes.

principes qui sont au départ du renouveau contemporain. La méthode intégrale, nous dit-il, est idéaliste, mais *concrète*. Il ne croit pas qu'aucune pédagogie dispense de bien savoir ce qu'on enseigne ; mais il constate que « les manques à gagner, dans la formation de l'esprit, sont dus à une pédagogie qui fut, en fait, unilatérale, déduite de principes abstraits appliqués sous forme systématique, tandis qu'elle aurait dû se conformer à la nature variable des enfants, se ployer à leurs diversités, suivre leur évolution, en un mot, rester toujours concrète ». Sur l'activité *personnelle* de l'élève, il a cette formule : « L'enfant s'humanise par lui-même, car c'est lui qui, en grandissant, devient homme. Le professeur ne l'humanise qu'en posant toutes les conditions favorables à la germination de la vie. » Mme Montessori a écrit quelque chose de fort semblable.

... Mais l'art est difficile. Sans chercher des recettes, on peut songer à des techniques qui serreraient d'un peu plus près ces principes. On nous parle de centres d'intérêt, de « problèmes et de projets », de plan Dalton où l'élève en face du programme règle lui-même son allure. Éducateurs humanistes, dirais-je volontiers, en retournant un mot d'Alain, regardez par là.

*
* *

« Les livres, les enfants et les hommes »

Et voici une étude de psychologie qui a bien aussi sa valeur d'humanisme (1). Un professeur au Collège de France se penche sur les livres bleus, les livres roses, non pour les disséquer, mais pour rafraîchir de leur pure essence nos complications et nos artifices d'adultes. Il nous montre comment

(1) Paul Hazard, *Les livres, les enfants et les hommes*. Flammarion.

les hommes ont opprimé les enfants, en leur offrant, sous couleur de récréations, de pesantes leçons, et comment les enfants se sont défendus contre les hommes en laissant dormir dans la poussière les ennuyeux volumes dorés, tandis qu'ils accaparaient, au contraire, des livres qui n'avaient pas le moins du monde été écrits pour eux : *Robinson Crusoë* ou *les Voyages de Gulliver*. « Donnez-nous des livres, disent les enfants ; donnez-nous des ailes. Aidez-nous, vous qui êtes puissants et forts, à nous évader au lointain. Bâtissez-nous des palais d'azur, au milieu de jardins enchantés ; montrez-nous les fées se promenant au clair de lune. Nous voulons bien apprendre tout ce qu'on nous enseigne à l'école, mais, de grâce, laissez-nous les songes. » Dans la façon de répondre à ce vœu, le Nord l'emporte sur le Midi. Simples, spontanés, les livres de l'enfance révèlent les traits nationaux de chaque pays ; mais, répugnant à la haine, ils mêlent indissolublement au sens de la patrie le sens de l'humanité. Grâce à eux, « sur la terre circulent, ininterrompus, innombrables, des courants de sympathie humaine ».

Qu'on ne crie pas au romantisme ! M. Hazard ne fait pas de pédagogie. Mais il nous aide à comprendre l'enfance. Et son livre est un modèle de mesure et de nuance. Il faut le lire et apprendre à ne pas mêler les genres, la récréation et le travail ; apprendre surtout à ne pas tuer le cœur enfant dans le petit candidat au métier d'homme.

J. Jaouen.

DOCUMENTS

ALLEMAGNE

Le problème de l'éducation de la jeunesse dans l'État national-socialiste

Discours du Dr Frick, ministre de l'Intérieur du Reich

Le gouvernement hitlérien, comprenant toute l'importance de l'éducation de la jeunesse pour l'avenir du régime, élabore un vaste plan de réforme et de réorganisation de l'éducation et de l'enseignement. Les directives ont été données par le ministre Dr Frick dans une conférence tenue le 9 mai à Berlin, et qui réunissait les ministres de l'Instruction Publique et des Cultes des États allemands. Voici les passages essentiels de cet important exposé :

Le ministre pose d'abord le problème dans toute son ampleur.

Dans les trois derniers mois, nous avons conquis le pouvoir politique dans le Reich, à un degré et selon un rythme qui sont uniques dans l'histoire de l'Allemagne. Et ce pouvoir, nous l'avons solidement garanti contre les tentatives subversives de bouleversement par la force.

Nous voilà maintenant en face de la tâche difficile qui consiste à consolider ce pouvoir par le dedans et pour longtemps, de telle sorte qu'il soit à jamais impossible, à l'avenir, de retomber dans les erreurs du passé. A cet effet, il s'agit de poser les assises de l'éducation de notre peuple. Selon les assises qu'on lui donne, l'éducation conditionne les siècles à venir. L'éducation nationale doit inculquer à nos compatriotes, dès leur plus jeune âge, ce qui fait le sens de notre race et de toute la nation, afin que les acquisitions morales passent dans la chair et dans le sang et ne puissent plus être détruites pendant des générations.

Il affirme la nécessité d'une œuvre bien mûrie d'avance et exécutée avec vigueur :

Dans ce domaine, les tentatives précipitées, les improvisations opportunistes ne sont pas de mise. L'idée organique d'État, dont nous avons assuré le triomphe, exige précisément, dans le domaine de l'éducation, une vision nette, une main sûre et une volonté d'acier, à l'épreuve du temps.

Il annonce une réforme complète et profonde :

Les problèmes qui se posent au Reich et aux États en matière scolaire et, en général, en matière d'éducation nationale, ne sauraient être résolus, en se contentant de quelques modifications dans la structure, les programmes ou les méthodes de l'enseignement. Les changements nécessaires doivent aller jusqu'au fond des choses.

Il pose le principe fondamental : réaction contre l'individualisme :

La révolution nationale impose une nouvelle loi à l'école allemande et renouvelle son rôle éducatif. Cette loi, la voici : l'école allemande doit former l'homme politique, dont toutes les pensées et toutes les actions doivent dériver de l'idée de servir son peuple, de se sacrifier pour son peuple, de s'identifier totalement, indissolublement, jusqu'au plus profond de son être, avec l'histoire et les destinées de son pays. L'époque de l'individualisme est révolue, cette époque où l'on considérait que le but essentiel de l'école était de dégager et de cultiver, dans sa souveraineté, la personnalité individuelle. La nouvelle école part essentiellement de l'idée de communauté qui est un legs ancestral de nos ancêtres germaniques et qui, par conséquent, est celle qui répond le plus parfaitement à notre nature héréditaire. Cette idée veut que l'individu se subordonne spontanément à l'intérêt collectif...

L'école doit être au service de la collectivité nationale. Sans doute le développement de la personnalité reste, après comme avant, un objectif important, mais c'est la communauté nationale où nous sommes nés qui doit être non seulement le cadre, ce qui est évident, mais aussi le point de direction du développement de la personnalité.

Il faut donc écarter des Allemands ce qui est étranger et

qui précisément les attire, leur inculquer la fierté nationale, cultiver la langue maternelle dans toute sa pureté, et maintenir l'écriture allemande, donner à l'enseignement de l'histoire un rang de premier ordre dans les programmes scolaires, donner le plus grand soin aux méthodes d'enseignement de l'histoire, au choix et à la composition des nouveaux livres d'histoire, et insister tout particulièrement sur l'histoire contemporaine :

A l'avenir, il ne faudra plus que nous arrivions à l'histoire de notre pays un peu comme des touristes qui auraient d'abord visité l'étranger et qui seraient d'abord passés par l'Asie Mineure et l'Europe du sud. Le point de départ de notre développement national sera notre sol, la vie de notre race dans notre propre pays.

On devra faire une large part à l'histoire des deux dernières décades de notre époque. Le formidable événement qu'a été la guerre mondiale, avec la lutte héroïque du peuple allemand contre tout un monde d'ennemis, l'œuvre de désagrégation de notre force de résistance, du fait d'éléments anti-nationaux, l'humiliation imposée par le traité de Versailles à notre peuple et l'effondrement, qui suivit cette humiliation, de la doctrine libérale et marxiste, devront tenir autant de place que le premier éveil national depuis le combat de la Ruhr jusqu'à la percée de l'idée de liberté nationale-socialiste et jusqu'au rétablissement de la communauté de la nation allemande, le jour de Potsdam.

On n'oubliera point d'enseigner à la jeunesse que la communauté allemande ne se limite pas aux frontières du Reich :

La situation générale, telle que l'a créée le Diktat de Versailles, a eu pour effet d'ajouter encore des millions de nos compatriotes allemands aux millions d'Allemands qui habitaient déjà de l'autre côté des frontières, à tel point que c'est un bon tiers de l'ensemble des Allemands qui vit aujourd'hui en dehors du Reich allemand. Cet état de choses fait à l'école allemande une obligation de s'intéresser plus qu'elle ne l'a fait jusqu'ici au sort de nos frères allemands détachés de leur patrie. Ils n'ont rien fait pour être oubliés, et ils ne seront pas oubliés. Il faudra, en liaison avec la Ligue pour le germanisme à l'étranger et avec d'autres associations cul-

turelles, faire tous nos efforts pour les maintenir dans la communauté de la civilisation allemande.

Un rôle important sera donné aussi à l'étude des races et de l'hérédité physique :

Il y aura lieu également de rendre plus important l'enseignement de la biologie, et cela dans deux directions. Mentionnons d'abord l'étude des races.

La supériorité intellectuelle ou politique des peuples qui dominent le monde à l'époque contemporaine, à savoir Allemands, Anglais et Américains du Nord, s'explique, en dernière analyse, par le fait qu'ils ont été des réalisateurs de l'énergie nordique.

Mais il faudra compléter cet enseignement de la race par l'étude, non moins importante, de l'hérédité physique. On s'attachera à faire comprendre à la jeunesse qu'un peuple, même dans sa structure raciale, n'est pas chose immuable, et que son développement, en tant que race et organisme physique, est soumis à des modifications constantes, selon que certaines populations s'accroissent davantage et d'autres moins, de telle sorte qu'éventuellement les descendants des Allemands vivant aujourd'hui pourraient avoir disparu au bout de trois cents ans et avoir été remplacés par des représentants de races étrangères. En cela, il faut se garder, par principe, de faire preuve d'une haine offensante à l'égard de races étrangères.

En ce qui concerne cette science des races et de l'hérédité physique, l'école peut aussi donner de précieuses suggestions, en inculquant les notions fondamentales de la science généalogique, et par des indications sur les propres ancêtres de chacun. Il n'est pas une science qui soit aussi propre à faire comprendre, d'une part, les liens de races et les liens héréditaires, et, d'autre part, les liens du sang qui unissent tous les membres d'un même peuple.

L'entraînement physique aura sa large place dans le nouveau système d'éducation, qui s'appliquera à former des corps vigoureux et des âmes enthousiastes de défenseurs du pays :

Disons aussi quelques mots de l'entraînement physique de la jeunesse. C'est une condition indispensable de la durée

de notre peuple. Aucune érudition, si grande soit-elle, ne peut assurer un avenir à notre patrie, si elle ne voit naître et élever constamment des hommes sains et vigoureux, qui soient, d'âme et de corps, capables de soutenir la lutte vitale. A côté de l'éducation de l'adresse et de la vigueur purement corporelle, il faut attacher une importance particulière à la formation de la force de volonté et de décision.

Pour tout cela, il serait sans aucun doute souhaitable d'instituer une heure de gymnastique quotidienne.

Un aspect particulier de cette tâche est l'éducation pour la défense du pays. Pour que le peuple allemand soit en état de se défendre, il faut un développement spirituel et physique des aptitudes défensives, que cherchent à réaliser les cours de sport en campagne organisés par l'Office du Reich pour l'entraînement physique de la jeunesse, et il faut aussi que le peuple allemand réapprenne à voir dans le service de défense nationale le plus haut devoir patriotique et le plus grand honneur.

Si l'on veut que cette éducation des aptitudes défensives s'étende à l'être tout entier, à toute la personnalité de l'individu, il faut qu'elle commence dès l'école. Il faut que l'école accomplisse déjà le travail préparatoire indispensable, il faut que dans la jeunesse qui grandit soit déposé le germe de l'idée de défense nationale. Et avec quelle facilité la jeunesse des écoles ne se laissera-t-elle pas attirer vers le sport en campagne, elle qui prend tant de plaisir aux exercices en pleine nature! Je prie donc les administrations scolaires des pays de porter un intérêt spécial à la formation de la jeunesse des écoles par les exercices du sport en campagne.

L'école primaire sera tout d'abord l'objet des sollicitudes du nouveau régime.

Quant aux écoles secondaires et supérieures, l'accès n'en sera pas librement ouvert selon le bon plaisir des parents. Le nombre des élèves sera raisonnablement limité selon les besoins de la collectivité, et ainsi on maintiendra en même temps le niveau des études.

Le gouvernement veillera à ne pas tolérer d'écoles dont les tendances seraient dangereuses :

Le peuple et l'État ne peuvent pas admettre que, par la volonté individuelle de gens qualifiés en matière d'éducation, mais qui nient les liens du peuple et de l'État, naissent des

formes d'écoles dont l'orientation philosophique aille à l'encontre des nécessités commandées, dans l'éducation de la jeunesse, par la politique nationale, dans l'effort de celle-ci pour amener la jeunesse à former un peuple et un État sur une base chrétienne.

Le ministre rappelle les déclarations du Chancelier quant à l'enseignement religieux :

Du reste, en ce qui concerne les rapports de l'Église et de l'école, je rappelle la déclaration faite par M. le Chancelier du Reich le 23 mars au Reichstag. Il y a exposé que le gouvernement national voit dans les deux confessions chrétiennes des facteurs très importants pour le maintien du germanisme et que, dans l'école et dans l'éducation, il accorderait et garantirait aux confessions chrétiennes l'influence qui leur revient.

Des mesures efficaces seront prises contre toute propagande dangereuse pour l'État parmi la jeunesse. On réglementera le port d'insignes par les élèves et l'activité des maîtres dans les partis politiques.

En terminant, le ministre expose quelques vues philosophiques sur l'éducation qui doit être une règle et une discipline, tout en ménageant la personnalité future des élèves :

Je termine mon exposé par une vue sur le prochain avenir et sur l'avenir ultérieur. La génération qui monte actuellement grandira dans un esprit qui facilitera la continuation de l'œuvre de réforme, et qui déterminera la fixation de buts nouveaux. Nous ne devons pas déjà préjuger en tout et anticiper sur l'évolution de cette jeunesse ; il faut que nous aidions, avec prudence et d'une manière efficace, à préparer les voies à cette évolution. Déjà l'élan spontané existe, et il existera toujours, si nous considérons et traitons la génération qui monte comme notre bien le plus précieux, en lui vouant beaucoup de compréhension et d'affection. Il n'est pas besoin que cet élan soit inoculé aux enfants par l'école, mais la conscience de notre responsabilité commande que les choses soient réglementées et dirigées. Voilà quelle est la tâche de l'éducateur dans une patrie allemande nationale-socialiste.

(*Deutsche Allgemeine Zeitung*, 9 mai, soir.)

Les associations catholiques des membres de l'enseignement

On nous communique de source compétente que l'épiscopat allemand a accueilli avec une vive satisfaction le fait que l'existence des associations catholiques du corps enseignant a été formellement assurée par les accords conclus entre l'Union Catholique de l'Enseignement et la Direction Centrale de la Confédération nationale-socialiste de l'enseignement (*Reichsleitung des nationalsozialistischen Lehrerbundes*).

Bien que, dans l'ensemble de l'évolution, le problème de la représentation des intérêts corporatifs du corps enseignant doive amener une concentration plus grande et l'unification des forces, cependant les associations catholiques ont une haute mission à remplir précisément à l'heure présente, pour que notre enseignement catholique porte tous ses fruits religieux et pédagogiques, et afin d'assurer, au sein du corps enseignant catholique, le travail de formation générale, professionnelle et religieuse.

L'épiscopat exprime sa confiance que, même dans le nouveau système d'organisation, le corps enseignant catholique gardera sa fidélité aux associations de l'enseignement catholique et, en tenant compte des temps nouveaux, continuera à les développer consciemment pour en faire des asiles et des pépinières de la pédagogie allemande catholique au service d'une éducation solidement établie sur la religion, d'une éducation vraiment populaire et nationale.

(*Bayerischer Kurier*, 23 mai 1933.)

Rectification

Dans une note sur « Le quatrième centenaire de Montaigne » (*La Vie Intellectuelle*, 10 mai 1933, p. 427) M. Pierre Villey était appelé un « incroyant ». Nous sommes heureux de rétablir la vérité : l'éminent professeur à l'Université de Caen est un excellent catholique. Notre erreur est du moins un témoignage de la très stricte objectivité de ses travaux.

NOVITIATUS ANGELICUS ROMA

TABLE

Questions religieuses

CHRISTIANUS . . . On n'a pas convoqué les théologiens 178
OLIVIER LEROY. Suite aux miracles du Sauveur . 181

NOTES ET RÉFLEXIONS

Les réalités invisibles, par P. B. 202
L'Église et la civilisation au Moyen Age, par FRANÇOIS HENRY. 204

DOCUMENTS

L'attitude du Parti du Centre allemand à l'égard de la dictature nationale-socialiste. 207
A travers les revues. 214

Questions politiques et sociales

CIVIS. . . . . La question préalable 218
MARCEL PRÉLOT. Le système fasciste. Rien que l'État 221

NOTES ET RÉFLEXIONS

Chronique politique et sociale, par JEAN LAPIERRE 248
Le destin de la jeune Europe, par ALEXANDRE MARC. 255

DOCUMENTS

La vie politique en U.R.S.S. : Une nouvelle épuration du parti 261
Le projet britannique de désarmement, par A.-D. TOLÉDANO. 273
Les syndicats chrétiens allemands 278
A travers les revues 280

Les Lettres et les Arts

JEAN-GEORGES DARNORAS. La route de Smara. . 286

NOTES ET RÉFLEXIONS

Picasso, par P. DUCHESNE 301
François Mauriac à l'Académie Française, par LOUIS CHAIGNE 306
Les Comédiens routiers à Paris, par ANDRÉ BREÏZ. 310
Théâtre, par HENRI GOUHIER 314

Éducation

A.-D. SERTILLANGES, O. P. Le Père de famille. . 320

NOTES ET RÉFLEXIONS

Chronique pédagogique, par J. JAOUEN 332

DOCUMENTS

Le problème de l'éducation de la jeunesse dans l'État national-socialiste. — Discours du Dr Frick, ministre de l'Intérieur du Reich 344

Le Gérant : E. AUBIN. Imp. E. AUBIN ET FILS. — LIGUGÉ (Vienne).